

UNIVERSITÉ DE PARIS -- FACULTÉ DE DROIT

LA RÉVISION DU TRAITÉ DE TRIANON
ET LES DIFFICULTÉS SUSCITÉES PAR LA HONGRIE
EN CE QUI CONCERNE SON APPLICATION

THÈSE DE DROIT PUBLIC (Doctorat)

Soutenue le samedi 19 mai 1928, à 2 heures

PAR

Émile HASAS

AVEC PLUSIEURS TABLEAUX STATISTIQUES, DEUX CROQUIS
ET UNE CARTE ETHNOGRAPHIQUE

Président : M. LOUIS LE FUR, professeur.

Suffragants : M. ROLLAND, professeur.

M. GIDEL, professeur.

PICART, Editeur

59, Boulevard Saint-Michel, 59

PARIS

1928

UNIVERSITÉ DE PARIS -- FACULTÉ DE DROIT

LA RÉVISION DU TRAITÉ DE TRIANON
ET LES DIFFICULTÉS SUSCITÉES PAR LA HONGRIE
EN CE QUI CONCERNE SON APPLICATION

THÈSE DE DROIT PUBLIC (Doctorat)

Soutenue le samedi 19 mai 1928, à 2 heures

PAR

Émile HASAS

AVEC PLUSIEURS TABLEAUX STATISTIQUES, DEUX CROQUIS
ET UNE CARTE ETHNOGRAPHIQUE

Président : M. LOUIS LE FUR, professeur.

Suffragants : M. ROLLAND, professeur.

M. GIDEL, professeur.

PICART, Editeur

59, Boulevard Saint-Michel, 59

PARIS

1928

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A MON PÈRE

DEMÈTRE HASAS

Notaire à Sânnicolau (dpt : Bihor, Roumanie)

en toute reconnaissance



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**LA RÉVISION DU TRAITÉ DE TRIANON
ET LES DIFFICULTÉS SUSCITÉES PAR LA HONGRIE
EN CE QUI CONCERNE SON APPLICATION**

« On ne peut admettre qu'à tous moments une circonscription administrative voisine de la frontière et mécontente d'une loi nouvelle, par exemple, demande à passer à l'étranger : Ce serait l'organisation de l'anarchie. »

LOUIS LE FUR.

LA RÉVISION DU TRAITÉ DE TRIANON ET LES DIFFICULTÉS SUSCITÉES PAR LA HONGRIE EN CE QUI CONCERNE SON APPLICATION

INTRODUCTION

La paix conclue à la suite de la Grande Guerre doit être une paix durable. C'est le désir unanime de tous les grands hommes d'Etats et de l'opinion publique mondiale. Grâce aux idées développées par le Président Wilson, partagées par les Alliés, l'Europe Centrale devait se transformer de fond en comble.

Partout où les diplomates ont succédé aux soldats ils ont choisi comme guide unique dans le règlement du conflit mondial, le principe de nationalitarisme.

Aucun peuple ou fraction importante de peuple n'a été incorporé contre son gré manifeste à un Etat quelconque, et on s'est efforcé de tracer les nouvelles frontières politiques en tenant compte des frontières nationalitaires.

C'est ce qui a été fait pour l'empire Austro-Hongrois par les Traités de Trianon et de St-Germain. Composé

d'un grand nombre de nationalités — dominées par les allemands et hongrois en minorité — cet empire ne pouvait subsister avec le développement des idées modernes « d'auto-détermination ».

Les transformations apportées à la situation de l'Europe Centrale envisagées bien avant la guerre n'ont été exécutées que par la victoire des alliés. Tous les peuples qui ont composé l'Empire Austro-Hongrois, ayant pris conscience de leurs droits se sont dérobés du joug millénaire qui leur était insupportable. Cet état de choses doit être respecté parce qu'il est le fruit du sacrifice de millions de vies humaines.

En ce qui concerne les conflits internationaux éventuels, pour leur règlement pacifique on a créé le grand Institut de Genève — la Société des Nations. — Elle est composée de toutes les nations souveraines placées sur un pied d'égalité absolue. Dorénavant les petits pays comme les grandes puissances ont le moyen de faire entendre leur voix sans avoir à craindre qui que ce soit. Le danger de la guerre est atténué sensiblement parce que une contrainte morale d'une portée incalculable pèserait désormais sur la nation qui voudrait gagner sa cause par la guerre sans passer par Genève.

La Hongrie semble ne pas tenir compte de ces principes malgré la signature solennelle qu'elle a apposée au bas du traité. Malgré les engagements juridiques et moraux de la respecter, elle se montre la plus récalcitrante de tous les

pays vaincus et dès le début a fait comprendre qu'elle ne renoncerait jamais à ses espoirs de voir rétabli ses anciennes frontières.

Dans notre étude, nous tâcherons de montrer successivement toutes les tentatives directes de la part de la Hongrie pour éluder les dispositions du Traité de Trianon dans le seul but d'arriver à sa révision. Nous considérons comme essentiel de traiter dans notre étude la question des optants hongrois et l'affaire des mitrailleuses de Saint-Gotthard, tentatives indirectes de la part de la Hongrie pour éluder, même anéantir le Traité de Trianon :

Avec la question des optants, la Hongrie s'efforce à prouver que la réforme agraire en Roumanie n'a le caractère d'une « expropriation à cause d'utilité publique » mais le caractère d'une « liquidation » ou une « mesure exceptionnelle de guerre » comme tel entrant dans les prévisions des articles 230 joints à l'art. 250. Tr. de Trianon. Ainsi la Hongrie veut dénaturer le vrai sens de la disposition de ce Traité en sa faveur, voulant arriver à une révision déguisée des dits articles.

En ce qui concerne l'affaire de St-Gotthard, la Hongrie tend à mettre en demeure toute la portée de l'art. 118 du Tr. de Trianon et comme tel non seulement vise la révision, mais — chose plus grave — l'ébranlement complet de ce Traité.

Par ces menées diverses elle tient dans un énervement constant les Etats qui ont succédé à l'Empire Austro-Hon-

grois pleins de pacifisme et collaborateurs efficaces de la paix mondiale.

Une solution s'impose pour mettre au point tous ces troubles dans l'Europe centrale et pour rappeler à la Hongrie qu'aucune parcelle de territoire de la Roumanie, de la Tchéco-Slovaquie ou de la Yougo-Slavie, ne serait cédée.

Nous nous bornons dans notre étude à examiner toutes ces tentatives au point de vue de la Transylvanie Roumaine et tous nos arguments sont basés sur la justice absolue et sans partialité et ainsi nous tâcherons de donner une image fidèle de la véritable situation de cette province, berceau de toute la nation roumaine habitée et défendue par elle depuis l'Empire Romain jusqu'à nos jours.

Nous, Roumains, désirons une amitié sincère à la Hongrie, nous désirons l'aider tant économiquement que moralement mais si elle doit continuer ses menées irrédentistes et si elle persévère dans sa doctrine de haine contre les roumains, elle ferait bien de se rappeler, qu'à la frontière Roumano-Hongroise, la nation Roumaine toute entière serait debout pour défendre ses droits et sa souveraineté en cas d'attaque de sa part.

La Roumanie dans ses frontières actuelles veut être respectée.

CHAPITRE PREMIER

SECTION I

Tentative de l'ex roi Charles IV pour remonter sur le trône de la Hongrie

La première tentative en faveur de la révision du Traité de Trianon fut la première équipée de Charles IV qui voulut contrairement à la décision des Alliés reconquérir le trône de Hongrie.

En Hongrie, la couronne et l'intégrité territoriale ont été, de tout temps considérées comme inséparables. En effet, les Hongrois on invoquẽ, au cours des siècles, l'intangibilité des frontières de la couronne de St-Etienne.

L'ex-roi Charles IV, obligé par les alliés d'abdiquer, tenta de remonter sur le trône de Hongrie, avec le concours d'officiers de l'ancienne armée nationale qui formait une association irrédentiste, constituée en vue d'entreprendre une propagande, pour le retour de l'ex-souverain, mais le véritable but de cette restauration était de restituer à la

Hongrie les provinces qui lui furent arrachées par le Traité de Trianon (1).

L'ex-roi quitta la Suisse et voulut se rendre à Budapest. Il arriva à Vienne, le 25 mars 1921, accompagné du Comte Erdody. Le lendemain, il partit pour la Hongrie, il descendit chez l'évêque de Steinamanger, chez le Comte Mikes où il convoqua le Comte Teleki, Président du Conseil de Hongrie, à cette époque et le Général Lehar. Le Comte Teleki et le Général Lehar, prièrent l'ex-souverain de renoncer à son projet. Mais, le dimanche de Pâques, l'ex-souverain rentra à Budapest et sollicita du Régent de Hongrie ; l'Amiral Horty, le pouvoir ; ce qui lui fut refusé (2).

Le Conseil des Ministres, tenu à la suite de cette incursion, estima que la présence de l'ex-roi, en Hongrie, pourrait donner naissance à de graves complications, et l'invita à quitter le pays.

Il retourna à Steinamanger avec l'espoir de gagner la division du Général Lehar. Il gagna sa cause auprès de cette division et tenta le coup d'Etat. A l'exhortation des Comtes Sigray et Mikes, le Général Lehar mit à la disposition de Charles IV, 30.000 hommes.

A la suite de ce coup d'état, les Etats de la Petite Entente et les grandes puissances s'opposèrent à cette équipée qu'ils considéraient comme un danger pour l'Europe centrale.

(1) Auguste Gauvain : Charles IV en Hongrie. *Journal des Débats*, 31 mars 1922.

(2) *Journal des Débats*, 1^{er} avril 1921.

D'ailleurs la Conférence des Ambassadeurs s'est prononcée en ce sens, le 4 février 1920 :

« La restauration de la dynastie ne serait compatible, ni avec les principes pour lesquels on s'est battu, ni avec le résultat que la guerre a permis d'obtenir pour la libération des peuples jusqu'alors asservis.

Elle déclare donc, par la présente, qu'une restauration de cette nature reste en désaccord avec le but même de la paix, ne serait pas par elle, ni reconnue, ni tolérée ». (3).

Les Etats de la Petite Entente virent en effet dans cette tentative, une menace pour leur intégrité territoriale et pour leur sécurité. Les Représentants de la Petite Entente intervinrent donc énergiquement auprès du Président du Conseil de Hongrie ; la Petite Entente adressa même un ultimatum au Gouvernement Hongrois : en ce sens : si pour le 7 avril, l'ex-empereur Charles IV n'avait pas quitté la Hongrie, ils seraient obligés de recourir à la force armée.

Il est à remarquer que l'Italie approuva ces démarches, de toute sa force. En conséquence, le roi Charles IV voyant qu'il avait été trompé et que le pays sur lequel il comptait, la Hongrie, ne désirait pas son retour, se retira à Lucerne le 5 avril.

(3) *Livre Blanc* (Documents diplomatiques concernant la tentative de restauration des Habsbourg sur le trône de Hongrie, *Europe nouvelle*, 23 septembre 1922. Documents N° 1 et 2,

SECTION II

L'affaire de Burgenland

Le Traité de Trianon, article 27, attribuait à l'Autriche deux départements de la Hongrie occidentale, connus sous le nom de Burgenland (4.399 km² avec 346.000 habitants).

Le transfert en était fixé au 29 août 1921, mais les Autrichiens furent accueillis à coup de fusils par les armées hongroises.

On ne sait pas, au juste, si ces troupes étaient régulières ou irrégulières. Ce qui était certain, c'est que la Hongrie était hostile à ce transfert.

L'amiral Horthy déclara même à l'époque :

« Nous avons été battus ensemble, il serait simplement loyal que l'Autriche refusât de s'accroître à nos dépens, après nous avoir précipité dans la guerre (4) : *La Hongrie a signé le traité de paix par lequel elle s'est obligée à céder à l'Autriche ce territoire ; malgré tout elle ne voulait pas l'exécuter. M. Benès, le 12 septembre 1921, est intervenu à la Conférence des Ambassadeurs pour demander l'intervention, d'urgence, de cette dernière, dans l'affaire*

(4) Maurice Muret : L'état d'esprit Magyar, *Journal des Débats*, 1^{er} juillet 1921.

du Burgenland (5). Le Gouvernement de Budapest eut peur de l'intervention de la Petite Entente et par suite de l'occupation des départements occidentaux par l'armée Tchéco-Slovaque.

La Hongrie se décida alors à demander la médiation de M. Benès entre Vienne et Budapest, mais l'Italie ne voulant pas voir accroître l'influence de la Petite Entente était hostile à cette médiation.

Le Gouvernement hongrois compris que le Marquis de la Toretta, Ministre des Affaires étrangères d'Italie était également prêt à assumer le rôle de médiateur, aussi pour le règlement de cet incident, la Hongrie crut elle plus favorable à sa cause de s'adresser à lui plutôt qu'à M. Benès.

En conséquence, le Marquis de la Toretta fut invité à trancher le litige austro-hongrois, il déclara solennellement qu'une médiation éventuelle ne devait aucunement entraver l'action des Alliés pour la sauvegarde des traités de paix et, que toutes délibérations devaient être basées sur l'exécution du Traité de Trianon (6). Les Alliés acceptèrent la médiation italienne et invitèrent les gouvernements de Vienne et de Budapest à la Conférence de Venise, sous la Présidence du Marquis de la Toretta. La conférence a abouti au protocole du 13 octobre (7).

Les événements qui succédèrent au protocole sont :

(5) *Livre Blanc* : Document 28.

(6) Aug. Gauvain : L'affaire hongroise et l'Italie. *Journal des Débats*, 1^{er} octobre 1921.

(7) Voir texte S. D. N. Recueil du Traité ; T. 9, N° 254.

le plébiscite du 13 septembre 1921 en faveur de la Hongrie et la décision du 19 septembre 1922 du Conseil de la S. D. N., relatif à la délimitation de la frontière austro-hongroise.

Nous voyons ici, une tentative déguisée de révision du Traité de Trianon. A cette époque, la Hongrie n'osa pas s'opposer ouvertement à ce traité, comme elle le fit plus tard dans l'affaire des mitrailleuses et dans l'action Rothermeriste.

SECTION III

Deuxième tentative de Charles IV pour remonter sur le trône de Hongrie

Malgré l'échec de sa première équipée, Charles IV l'ex-souverain n'avait pas renoncé à reconquérir le trône de Hongrie.

L'affaire du Burgenland l'encouragea car il y vit un échec à l'influence de la Petite Entente, et voulut l'exploiter, comptant sur l'amitié italienne si clairement démontrée dans la Conférence de Venise. D'autre part, il y fut encouragé par les « magnats » de Hongrie et, encore une fois il était convaincu que tout était prêt en Hongrie et que le peuple l'attendait.

Prenant en considération ces promesses et cette assurance, Charles IV et l'ex-impératrice Zita quittèrent la Suisse en avion le 21 octobre 1921 et atterrirent près de Sopron.

L'émotion fut grande dans les capitales de la Petite Entente, aussi les représentants de la Serbie, Roumanie et Tchéco-Slovaquie notifièrent au Ministre des Affaires étrangères de Hongrie que :

« Le retour de l'ancien empereur constitue une atteinte à la paix et au Traité de Trianon. Dans le cas où l'empereur ne quitterait pas la Hongrie dans un bref délai, les Etats de la Petite Entente interviendraient avec la plus grande énergie ».

Le gouvernement Hongrois, encore une fois, pria l'empereur Charles IV de quitter le pays, mais l'empereur soutenu par une garnison de Sopron voulut marcher sur Budapest. En présence de la résistance de l'empereur, la Petite Entente et la Pologne se solidarisèrent et prirent les plus sévères mesures pour faire face à toutes les éventualités. Ainsi à Prague, un Conseil des Ministres, tenu le 23 octobre, décida la mobilisation partielle (8). De semblables mesures ont été prises à Belgrade où les classes 1895 à 1901 furent mobilisées. A la suite de cette mobilisation, les troupes hongroises furent renforcées à la frontière Yougo-Slave (9). Ainsi, on pouvait voir que le Gouvernement de

(8) A. Cosma : *La Petite Entente*, p. 58. Paris 1926.

(9) *Journal des Débats*, 25 octobre 1921.

Belgrade était résolu à prendre toutes les mesures nécessaires pour respecter le Traité de Trianon (10). A Bucarest, le Conseil des Ministres de Roumanie prit les mêmes résolutions.

Ce qui est remarquable, c'est que la Pologne quoique ne faisant pas partie de la Petite Entente, par son représentant, l'ambassadeur de Pologne à Budapest eût protesté avec la plus grande énergie auprès du Gouvernement de Budapest, contre la tentative de Charles IV. Elle estimait en effet que cette équipée, constituait un danger pour l'Europe centrale.

Tous les voisins de la Hongrie avisèrent le Président de la Conférence des Ambassadeurs de leurs préparatifs et actions et lui envoyèrent une note signée par les Ministres de Roumanie, Tchéco-Slovaquie et Yougo-Slavie.

« Les Gouvernements Roumains, Yougo-Slaves et Tchéco-Slovaques considèrent les évènements actuels de Hongrie comme une conséquence des évènements de Burgenland. Ils voient dans ces évènements une attaque contre le traité de paix, que ces gouvernements ont exécuté loyalement, s'efforçant ainsi de conserver la paix en Europe centrale. Ils se sentent menacés, non seulement par le retour de Charles IV mais aussi par l'attitude du Gouvernement hongrois qui a favorisé et encouragé ouvertement les évènements de Burgenland. Les Gouvernements sus désignés sont persuadés que la question de la paix en

(10) *Journal des Débats*, 25 octobre 1921.

Europe exige que toutes mesures soient prises, même les plus énergiques pour la liquidation définitive de la question des Habsbourg et pour l'exécution du traité de paix. Il espère obtenir l'appui des grands alliés, particulièrement en toutes questions concernant la stricte application des traités de paix.

Les Gouvernements Roumain, Yougo-Slave et Tchéco-Slovaque ont l'honneur de porter à la connaissance des Puissances alliées leur manière de voir précitée et les assurent qu'elles prendront toutes mesures nécessaires pour que les dites questions soient résolues rapidement afin que la paix définitive soit ainsi rétablie en Europe centrale, étant persuadés que toute solution n'apportant pas le règlement définitif de cette question, comporterait les plus graves dangers pour l'Europe (11). »

Les Grandes Puissances désireraient garder pour elles seules le pouvoir de régler la question dynastique en Hongrie. Elles invitèrent la Petite-Entente à n'entreprendre aucune action avant de s'être concertée avec les Puissances représentées à la Conférence des Ambassadeurs.

L'Italie, encore une fois, partagea le point de vue de la Petite Entente, sur la nécessité d'une action collective. Le 24 octobre, la Conférence des Ambassadeurs réunis au quai d'Orsay adopta la déclaration suivante et chargea les représentants alliés à Budapest de porter à la connaissance du Gouvernement hongrois que :

(11) *Livre Blanc* : document 42, *l'Europe nouvelle*, 23 septembre 1922.

« Les puissances alliées rappellent au Gouvernement hongrois les termes de leur déclaration du 1^{er} avril, constatant que le Souverain persiste à revendiquer un trône sur lequel sa présence aurait les plus graves conséquences pour la paix de l'Europe centrale. Les Puissances alliées invitent le Gouvernement hongrois :

1° à proclamer, sans aucun délai, la déchéance de l'ex-roi Charles IV ;

2° à s'assurer de la personne de l'ex-roi qui devra quitter le territoire hongrois, de la façon que fixeront les Gouvernements alliés.

Les Puissances tiennent, dès à présent, à déclarer que, si le Gouvernement hongrois ne se conforme pas immédiatement à cette injonction, elles déclinent toutes responsabilités concernant l'intervention des Etats limitrophes de la Hongrie et quant aux conséquences qu'il en résultera (12).

La Hongrie céda à la pression de la Conférence des Ambassadeurs et devant la mobilisation des armées de la Petite-Entente ; elle concentra l'armée hongroise sur la ligne « Sopron-Budapest » dès le 22 octobre pour attaquer les troupes carlistes. L'armée de Charles IV demanda une armistice le 23 octobre, au soir.

Dans la journée du 24, le Cabinet de Budapest communiqua ses conditions aux ex-monarques et exigea l'abdication définitive de Charles IV ainsi que celle de son fils, l'archiduc Otto.

(12) *Livre Blanc* : document 43.

Les partisans de l'empereur l'abandonnèrent encore une fois et, n'ayant plus que 2.000 fidèles, il fut fait prisonnier à Tatatóváros. A la suite d'une intervention de la Conférence des Ambassadeurs, et sous la pression de la Petite-Entente, l'Assemblée nationale fut convoquée le 5 novembre 1921, à Budapest, où la déchéance de Charles IV fut prononcée. Cette loi est entrée en vigueur le 6 novembre 1921.

Il faut remarquer que le parti légitimiste, par l'organe de son chef, le comte Apponyi, fit opposition violente à cette loi. D'après eux, l'Assemblée nationale n'avait ni le droit, ni le pouvoir de proclamer la déchéance de la dynastie légitime et, par conséquent, il ne connaîtrait jamais une telle sentence (13).

La Petite Entente ne se contenta pas de cette résolution et demanda au Gouvernement hongrois de prendre l'engagement par un acte international, de proclamer la non éligibilité au trône de Hongrie d'un membre quelconque de la famille des Habsbourg. Elle obtint satisfaction par un acte daté du 10 novembre 1921, signé par le Ministre des Affaires étrangères, le comte Banffy (14).

Il est à remarquer que le roi Charles IV est mort à Madère le 1^{er} mai 1922, sans avoir jamais renoncé au trône de Hongrie.

(13) *Journal des Débats*, 6 novembre 1921.

(14) Voir *Livre Blanc*, document 71.

CHAPITRE II.

SECTION I

L'action Rothermeriste

« Quelle anarchie funeste si les Etats pouvaient s'affranchir d'eux-mêmes de leurs obligations, au gré de leurs intérêts, de leurs caprices ou de leurs passions d'un jour ».

J.-J. CHEVALLIER (1).

« Point de paix sans révision de traité »

Paroles prononcées, une fois de plus, le 4 mars dernier, par le comte Bethlen, président du Conseil des Ministres de la Hongrie, à Debreczen.

Les Hongrois, comme l'affirme leur représentant, ne veulent pas renoncer à leur vain espoir de voir rétablir leurs anciennes frontières et opprimer, de nouveau, les nationalistes qui, esclaves hier, jouissent aujourd'hui du bienfait de la liberté, grâce au principe d'auto-détermination, proclamé par le président Wilson :

(1) Chevallier Jean-Jacques, professeur à l'Université de Grenoble : Sainte Alliance et S. D. N.

« Aucun peuple, disait-il, ne doit être contraint à vivre sous une souveraineté dont il ne veut pas ; la fraternité du genre humain doit cesser d'être une belle phrase, vide de sens ; il faut lui donner une structure forte et réelle. » (2).

Les Alliés ont sanctionné ce principe lors de l'élaboration de la paix par les traités de Versailles, Saint-Germain, Neuilly et Trianon.

Les deux équipées de Charles IV de Habsbourg, ex-empereur de l'Autriche-Hongrie, et le cas du Burgenland, ont fortifié notre constatation, mais jusqu'ici leur propagande a été latente et sans grande portée, et son efficacité ne sortait pas au delà de la frontière hongroise.

Avec l'action Rothermeriste, la propagande hongroise entre dans une nouvelle phase ; elle passe la frontière hongroise pour traverser l'Europe et l'Amérique entière (3) où elle trouva des adhérents qui l'approuvèrent, faute de renseignements précis.

Cette campagne tend à une révision immédiate du Traité de Trianon. A cet effet, Lord Rothermere demandait aux Hongrois d'établir une carte indiquant les territoires dont il réclame la rétrocession, en raison de la prédominance de la population hongroise.

(2) Discours du 27 octobre 1918 au Métropolitain Opéra de New-York.

(3) Déclaration de Lord Rothermere : Pesti Naplo, 4 fév. 1928.

Mais en même temps il leur recommandait d'établir cette carte en faisant abstraction de leur nationalité qui les pousserait à reproduire identiquement celle de l'ancienne Hongrie (4).



FRONTIERS AS AT PRESENT of HUNGARY

FRONTIER'S SUGGESTED BEFORE: VISCOUNT ROTHERMERE

OLD PRE-WAR FRONTIER'S

THE DAILY MAIL. AUGUST 30. 1927 LONDON
UISAG. JULIUS 24. 1927 BUDAPEST

M. Jean Labat, directeur du département des langues étrangères à l'Université de Georgetown (U.S.A.) note avec justesse, en étudiant l'action de Lord Rothermere, que :

(4) Ujsag, 24 juillet 1927.

« Lord Rothermere avait exprimé son indignation pour le fait que 1.300.000 hongrois étaient sujets roumains, contre leur gré, et que 745.000 autres étaient sujets tchéco-



Sketch Map of Hungary
showing

FRONTIERS AS AT PRESENT —————

FRONTIERS SUGGESTED BEFORE BELA KUN'S REGIME - - - - -

OLD PRE-WAR FRONTIERS - - - - -

FORTNIGHTLY REVIEW AUGUST 1927

Dudley HEATHCOTE: HUNGARY AND THE PEACE TREATIES.

slovaques, et 472.000 sujets yougo-slaves. Le fait qu'avant la guerre, plus de 3 millions de Roumains, 2 millions de Tchéco-Slovaques et 4 millions de Yougo-Slaves étaient

sujets hongrois également contre leur gré, est probablement une question indifférente pour lui. Essayer aujourd'hui de provoquer la révision du Traité de Trianon et de restituer 10 millions de citoyens qui ne sont pas hongrois et qui ont de l'aversion pour les magyars et pour leur régime féodal (le seul qui existe encore au monde) serait travailler contre l'idée de la paix, de laquelle, semble-t-il, Lord Rothermere est animé.

La suggestion de Lord Rothermere de restituer à la Hongrie tout ou partie des territoires perdus à la suite de la guerre ouvrira la plus sûre voie vers une autre guerre, plus terrible, dont les conséquences pourraient être ressenties très loin en donnant de multiples et inattendus résultats. » (5).

La constatation de M. Labat est très importante et très précise ; elle prouve sa profonde connaissance de la situation actuelle de l'Europe centrale dont nous nous efforçons de dresser le tableau.

Lord Rothermere demande à la Roumanie les régions des villes : Oradia, Arad, Timisoara, Satumare, lesquelles avec leurs « hinterlands » coïncident presque avec les départements de Bihor, d'Arad, de Timis-Torontal et de Satumare où, suivant ses informations, sont groupés 600.000 Hongrois, sur un total de 1.750.000.

D'autre part, Sir Dudley Heathcote, qui plaide la même cause en faveur de la Hongrie, dans son article « Hungary

(5) *Universul*, 6 janvier 1928.

and Peace Treaties », évalue le nombre total de Hongrois habitant en Transylvanie à 1.500.000, soit 250.000 de moins que Rothermere (6).

On peut noter le caractère superficiel de cette action. Les auteurs ne se sont même pas donnés la peine de s'informer exactement du nombre de Hongrois habitant la Transylvanie roumaine. Pour eux, 250.000 habitants de plus ou de moins, cela n'a pas d'importance. Il est à douter qu'ils connussent la situation véritable de l'Europe centrale mieux que les principaux auteurs du Traité de paix, selon eux, mal renseignés et ignorants (7).

Nous reviendrons sur la question du nombre exact d'habitants de Transylvanie dans le chapitre où nous parlerons de « la situation démographique de la Transylvanie ».

La campagne de Lord Rothermere et celle de Dudley Heathcote est des plus dangereuse pour la paix de l'Europe entière : ces nations reconstituées en vertu du principe de la libre disposition d'elles-mêmes ne consentiront jamais à renoncer à ce qui leur a été accordé et préféreront périr jusqu'au dernier homme plutôt que de revoir la « czizma » hongroise fouler le sol habité par une majorité écrasante de Roumains, Tchéco-Slovaques et Yougo-Slaves, sol pour lequel ils ont lutté pendant des siècles.

La campagne ouverte pour la révision du traité est l'œuvre de lord Rothermere, frère cadet de lord Northcliffe connu

(6) *Fortnightly Review*, August 1927.

(7) *Daily Mail*, 30 août 1927.

pour sa modération politique et son patriotisme. Fondateur de journaux célèbres, propriétaire d'une immense fortune, il a rendu pendant la grande guerre des services remarquables pour la cause commune. Deux de ses fils ont été tués par l'ennemi (8).

Les Hongrois ont exploité la bonne foi de cet homme célèbre par leur propagande désespérée par tous les moyens possibles, se prétendant les seules victimes de la Grande Guerre.

Lord Rothermere, renseigné sur la situation véritable de l'Europe centrale par la seule Hongrie sans connaître la thèse des Etats qui ont succédé à l'ancienne Autriche-Hongrie, condamna celle-ci d'après les dires hongrois.

Personne ne veut contester sa bonne foi, mais, avant de créer par ses puissants journaux des courants défavorables parmi toutes les nations contre la Roumanie et la Tchéco-Slovaquie, il aurait été plus prudent de demander des informations aux Etats incriminés, ou de se rendre sur place, d'étudier personnellement la question et d'en tirer des conséquences seulement après s'être rendu compte de la situation et après de mûres réflexions et un jugement impartial.

Nous sommes sûrs que les gouvernements roumains et tchéco-slovaques auraient fait tout leur possible pour faciliter l'enquête purement personnelle de lord Rothermere et pour lui montrer sur place que l'état de choses actuel

(8) *Temps*, 11 décembre 1927.

était le seul possible et équitable pour assurer la paix si difficilement conquise.

Personne ne conteste de nos temps l'influence que peut avoir sur la masse la presse moderne, éducatrice et informatrice des peuples. Grâce à la presse, l'Allemagne a décidé son peuple à entrer dans la Grande Guerre en lui persuadant que sa cause était juste et en lui faisant croire qu'il était menacé dans son existence par les Alliés. Mais aujourd'hui, nous savons combien était dénuée de tout fondement cette affirmation, et que la seule provocatrice a été l'Allemagne qui se cachait derrière l'Autriche-Hongrie et qui a eu pour but le règne allemand partout, « Deutschland uber alles ».

L'action rothermeriste commet une faute impardonnable parce qu'elle fait l'éducation des masses, en ce qui concerne la vraie situation de l'Europe centrale, d'une manière très contestable et très condamnable.

Lord Rothermere affirme que les Alliés, lors de l'élaboration de la paix, n'ont pas examiné avec toute l'attention souhaitée, les moyens de résoudre les conflits pour l'avenir, en Europe centrale, et qu'on a créé là deux « Alsace-Lorraine ».

La comparaison n'est pas heureuse parce qu'en 1871, l'Alsace-Lorraine habitée de tout temps par des Français a été attachée à l'Allemagne contre son gré, tandis que les Tchèques et les Slovaques, éléments prépondérants qui forment aujourd'hui les Etats tchéco-slovaques, et les Roumains, éléments dominants des territoires attachés à la

Roumanie, se sont réunis dans une unité nationale, selon leurs traditions historiques et de leur propre gré. C'est ce que prouve clairement le discours de M. Poincaré du 30 juin 1918 :

« Le 30 mai 1917, au Reichsrat, les députés tchèques proclament la résolution de leur nation, y compris les Slovaques de Hongrie, de se réunir en un Etat indépendant. Le 6 janvier 1918, les mêmes députés assemblés à Prague, avec les représentants des diètes de Bohême, Moravie et Silésie, revendiquent solennellement les droits historiques des pays tchèques et déclarent qu'une paix qui n'apporterait pas la justice à leurs peuples opprimés, marquerait le recommencement d'une lutte opiniâtre.

« Le 13 avril suivant, journée plus mémorable encore. Les députés de la Nation tchéco-slovaque et ceux de la Nation yougo-slave, ces derniers parlant au nom des Croates, Slovènes et Serbes, se rencontrent dans votre charmante capitale et, tous ensemble, s'engagent par un serment digne d'être gravé sur l'airain, à souffrir et à lutter sans faiblir pour libérer leurs peuples du joug étranger et pour faire tomber en poussière la vieille Europe impérialiste couverte, disaient-ils, des malédictions de l'humanité (9) ».

On remarquera qu'il y a eu toute une série d'actes en faveur de la réunion de tous les Roumains dans un seul Etat national : la Roumanie. Tels sont les actes d'union

(9) Discours prononcé par M. R. Poincaré à la cérémonie de remise d'un drapeau à l'armée Tchéco-Slovaque, 30 juin 1918.

des provinces de Bessarabie, des 27 mars et 9 avril 1918, de Bucovine, des 15 et 28 novembre 1918 ; de la Transylvanie ; du Banat et des territoires roumains de Hongrie ; la résolution prise à L'Alba-Julia les 18 novembre et 1^{er} décembre 1918 ; la proclamation du Conseil national germano-saxon pour la Transylvanie le 9 janvier 1919 à Sibiu qui est une véritable notification à la Hongrie de l'indépendance de la nation roumaine ; enfin le dernier discours prononcé au parlement de Budapest, le 18 octobre 1918, par le député roumain le D^r Alexandre Vaïda Voévode (10). Dans toutes ses décisions, la volonté des peuples a été exprimée fidèlement et librement sans aucune contrainte.

Quant au magasin de poudre dont parle à chaque instant lord Rothermere, en Europe centrale, si la révision souhaitée par lui, s'accomplissait, il se transformerait en magasin de dynamite. *Les sujets des nations qui ont goûté au bienfait de la liberté préféreront mourir jusqu'au dernier plutôt que d'être asservis encore une fois comme avant 1919 à leur ennemi le plus détesté, à « la bête noire des nationalistes, à l'Autriche-Hongrie », selon l'expression de M. Johannet (11).*

Mais admettons que Lord Rothermere ait raison ; alors c'est une faute des plus graves de la part des Alliés, de jouer avec l'existence nationale de 50 millions d'hommes,

(10) Voir annexe 1 à 3.

(11) Le principe de nationalité, par René Johannet, p. XIV.

parce que, aujourd'hui, comme l'a bien remarqué M. Poincaré,

« Le temps n'est plus où les diplomates pouvaient se réunir pour refaire d'autorité dans un coin de table la carte des empires. Si vous avez à remanier la carte du monde, c'est au nom des peuples et à la condition de traduire fidèlement leur pensée, de respecter le droit des nations, petites et grandes, à disposer d'elles-mêmes... (12).

Tout le monde sait que dans les traités de paix, ces principes ont été suivis avec la plus grande sévérité, en ce qui concerne les Etats de l'Europe centrale ; *par conséquent, point d'injustice*. Mais si l'affirmation de Lord Rothermere est prouvée, il en résultera la ruine de toute l'œuvre de la paix de 1919-1920. Même si tous les traités sont remaniés, la révision du Traité de Trianon sera impossible, car ce traité a seulement sanctionné un état de choses qui a duré depuis des siècles et a sanctionné aussi le traité d'alliance du 17 août 1916 entre la Grande-Bretagne, la France, la Russie et la Roumanie, dans lequel les puissances alliées ont garanti de façon précise, l'étendue des revendications territoriales roumaines contre l'Autriche-Hongrie.

A cette époque, l'attention des alliés n'était pas concentrée sur leur principal ennemi, l'Allemagne, comme l'affirme Lord Rothermere (13) mais uniquement, sur la Rou-

(12) Discours prononcé à l'ouverture de la Conférence de la Paix le 18 janvier 1919.

(13) *Daily Mail*, 30 août 1927.

manie qui devait entrer dans la Grande Guerre mondiale pour en décider le sort, à côté et en faveur des alliés.

M. Poincaré a reconnu ce fait en disant :

« La Roumanie ne s'est résolue au combat que pour réaliser l'unité nationale à laquelle s'opposaient les mêmes puissances contraintes et arbitraires (14).

Les aspirations nationales de la Roumanie étaient alors bien connues des Alliés. Cette intervention a décidé d'avance le sort de la guerre et celui des alliés, lequel n'aurait pas été des plus brillants si on prend en considération le traité de paix de Bucarest, le 7 mai 1918, imposé par les Empires centraux à la Roumanie.

La valeur des armées roumaines a été incontestable et voici ce que disaient à cette époque, les éminents hommes d'Etat et les journaux mondiaux, relativement à la Roumanie qui faisait sienne la cause des Alliés par la déclaration de guerre du 28 août 1916 à l'Autriche-Hongrie, en vue de la réalisation de ses aspirations séculaires.

Lloyd George a remarqué que la Roumanie a traversé « une année d'épreuves presque sans pareilles » (15).

Il ajoute également que :

« La reconstitution de l'armée roumaine et la résistance acharnée, résistance si précieuse pour la cause commune,

(14) Discours d'ouverture de la Conférence de la Paix, 18 janvier 1919.

(15) Discours tenu à Birkenhead, novembre 1917.

que cette armée oppose à l'ennemi, en ce moment, dans des conditions d'une difficulté exceptionnelle, présentent un exemple magnifique de la force que la liberté inspire à un peuple libre (16). »

Lord Asquith parla pour la première fois de la Roumanie invincible qui a surmonté des difficultés comme on n'en vit nulle part ailleurs (17).

« Birmingham Post » écrivait à cette époque :

« Les souffrances de la Roumanie ont dépassé infiniment toutes celles que la Belgique a eu à subir, et, toute paix qui ne tiendrait pas compte de ces sacrifices est une paix que nous ne saurions concevoir. A notre sens, la tragédie roumaine est la plus sombre que nous avons vue se dérouler au cours de la guerre. »

« Aucun pays n'a souffert autant que la Roumanie »,

New York Times.

Le Times :

« Le sort de la Roumanie a été plus triste et plus terrible même que celui de la Belgique ».

Le Temps constatait que :

« le miracle étonnant de volonté, l'héroïque Roumanie l'a déjà fait ; quoi qu'il arrive, le monde doit enregistrer comme le plus émouvant et aussi le plus glorieux exemple de vaillance et de foi collective. » (18).

(16) Lloyd George, télégramme envoyé au Président du Conseil roumain à l'occasion du premier anniversaire de la guerre roumaine.

(17) Discours du 2 octobre 1917, à Liverpool.

(18) M. Djuvara : la guerre roumaine, Paris 1919.

Le comte Ottokar Czernin, Ministre des Affaires étrangères de la monarchie austro-hongroise, dans son discours historique du 11 décembre 1918, a déclaré :

« Depuis l'entrée en guerre de la Roumanie et de l'Italie, et surtout depuis celle de l'Amérique, une paix par la victoire est devenue, à mon avis, impossible pour nous ».
(19).

On pourrait citer ainsi, à l'infini, les opinions des hommes d'état illustres ainsi que celles des journaux mondiaux relativement aux grands services qu'a rendu la Roumanie à la cause commune et, il est bizarre de voir aujourd'hui (mars 1928) l'opinion de M. Lloyd George changer dans un si court intervalle de dix ans, en disant qu'il :

« regrette que les nouvelles frontières de la Hongrie soient si injustes, ce dont d'ailleurs on ne peut le rendre responsable (20) ».

M. Jacques Bardoux, qui parlait de l'action rothermiste, a constaté que :

« il était impossible que Lloyd George ne fut point impressionné par cette campagne ».

« Certes, il a approuvé les transactions difficiles d'une paix mondiale, sans doute il a apposé sa signature officielle de Premier Ministre, mais comment résister à l'attrait de détruire de ses mains, l'œuvre de ses bras ? Ce Celte...

(19) Comte Ottokar Czernin. Discours de décembre 1918 sur la politique pendant la guerre mondiale, p. 4. Maurice Perles. Vienne.

(20) *National Review*, janvier 1928, article de Harold Temperley, de la Foreign Office.

n'a jamais su construire et persévérer. Il n'a que des intuitions rapides et, parfois divinatrices, mais toujours passagères et contradictoires ; il improvise une splendide tirade, il bâcle une adroite négociation dont il ignore la durée et » :

« le 24 octobre 1927, il a adhéré à la révision de ces traités ».

« Il n'a point dressé un plan de remaniement détaillé mais il a rappelé que le Covenant posait le principe et prévoyait une procédure de révision, au cas où l'injustice d'une partie de ses clauses serait établie par des faits nouveaux. »

Ainsi s'exprime le principal auteur de la Paix de 1919-1920, encourageant l'action rothmeriste.

Mr. Layton, économiste libéral (21) et J. L. Garwin (22) ont immédiatement signalé le péril d'une polémique qui ne peut qu'accroître l'instabilité du continent et les risques des conflits.

J. L. Garwin, critique acerbe des traités de paix et d'une juste sévérité dit que :

« Tenter d'aborder ce problème (de la révision du Traité de Trianon) sans une connaissance totale sans des réflexions profondes, sans une méthode patiente et mûrie, serait désastre, mort et damnation. »

« Un essai précipité sans la collaboration de l'Amérique

(21) *Economist*, 29 octobre 1927.

(22) *Observer*, 20 novembre 1927.

ou de la Russie et malgré la résistance de la France, de l'Italie, de la Pologne et de la Petite-Entente pour reformer morceaux par morceaux le néfaste système de Versailles, loin de stabiliser l'Europe la ferait exploser ».

L'Allemagne n'attend pas mieux que le développement du courant pour la révision des traités commencés en Angleterre, pour en tirer le meilleur parti possible.

L'Angleterre ne se rend même pas compte en face de quel danger elle se met par l'action de ses ressortissants, car l'Allemagne n'attend que le moment pour punir les Anglais comme étant les principaux auteurs de leur humiliation et défaite, ce que prouve aussi la devise courante d'aujourd'hui outre-Rhin « Gott strafe England ».

D'autre part, tout le monde connaît la mentalité de l'Allemagne que Grégoire de Tours a signalé à bien des reprises (23).

« Les hommes venus d'outre-Rhin sont sans respect pour la parole jurée. »

Tout le monde connaît leur théorie des chiffons de papier, pratiquée depuis Frederic Guillaume IV et tout le monde connaît les idées de Bismarck qui a dit que :

« Les conventions internationales qui subsistent sont celles qui ont pour elles, la majorité des baïonnettes. »

L'action de l'Angleterre deviendra inévitablement un encouragement pour l'Allemagne et la conséquence de cette

(23) Mentalité teutone : Daniel Bellet Paris 1916.

propagande sera de raviver dans l'esprit des allemands l'idée de guerre de revanche.

Si l'opinion anglaise représentée par ses plus éminents fils comme Lord Rothermere, Lloyd George, Mac-Donald, Lord Denbigh, Lord Aberconway, Lord Montagu of Beaupieu (24) et Lord Sydenham (25) veut à tout prix la révision des traités, *elle n'à qu'à donner le bon exemple et à commencer avec les siens, lesquels, si nous nous plaçons au point de vue de la justice souhaitée par Lord Rothermere et ses adhérents ne sont sûrement pas de nature à consolider la paix du monde.*

Nous en avons des exemples récents : le cas de l'Irlande, de l'Irak, des colonies allemandes (26), le conflit Anglo-Egyptien, celui des Indes... de la Palestine que les Anglais réorganisèrent sans titres et où ils s'arrogent des droits que le Sultan n'a jamais possédés, sont des cas typiques à cet égard ; (27) mais, chose curieuse, Lord Rothermere ne demande la révision qu'en faveur de la Hongrie et pas pour l'autre partie de l'Europe et du monde entier : ici il affirma la nécessité du statu-quo de la façon la plus catégorique, mais, la générosité n'est un signe de grand cœur

(24) *Daily Mail*, 23 july 1927 (juillet).

(25) *Ugasag*, 24 juillet 1927.

(26) Le cas des colonies allemandes occupées presque entièrement par l'Angleterre est le cas le plus frappant qui montre que son désir de gagner des nouveaux territoires malgré sa domination presque universelle ne connaît pas de bornes ni de raison.

Sa devise est « l'exploitation de toutes les richesses du monde par tous les moyens ».

(27) R. Johannet : Le principe des nationalités p. XIII.

que quand elle est faite avec les biens appartenant au donateur lui-même, mais non quand elle est faite à la charge des biens d'autrui.

C'est ce que veut faire Lord Rothermere avec des biens ne lui appartenant pas, sans demander l'assentiment de leurs propriétaires.

Feu I. C. Bratiano, Premier Ministre de la Roumanie, avant sa mort a bien remarqué que :

« les Alliés, sous prétexte d'améliorer les traités de paix veulent les détruire »

parole d'une importance capitale et d'une vérité frappante.

La révision, si elle a lieu va amener l'Europe entière dans la pire guerre qu'on n'ait jamais connue.

En lisant le discours prononcé par M. Poincaré, à l'occasion de l'ouverture de la Conférence de la Paix, le 18 janvier 1919, nous voyons clairement que, l'intention des Alliés a été de faire une œuvre durable pour la Paix du monde.

Voici ce qu'a dit à cette occasion M. Poincaré :

« à tous ces peuples qui se constituent ou se reconstituent en état, à ceux qui veulent s'unir avec leurs voisins, à ceux qui se divisent en unités distinctes, à ceux qui se réorganisent suivant leurs traditions retrouvées, à tous ceux enfin, dont vous avez déjà consacré ou dont vous consacrerez bientôt la liberté, vous vous efforcerez naturellement de leur assurer les moyens matériels et moraux d'existence ; *vous ne les appellerez pas à la vie pour en faire aussitôt des con-*

damnés à mort. Vous voudrez que là comme partout, votre œuvre soit féconde ».

Neuf ans sont passés depuis lors, et combien grande est notre déception, d'entendre aujourd'hui venant de l'Angleterre qui a soutenu la juste cause de toute sa force, de pareilles injures adressées par un de ses fils, Lord Rothermere, à la jeune République Tchéco-Slovaque qu'il considère comme :

« une création artificielle qui n'a pu être effectuée qu'en violant le principe de la nationalité dont on prétend qu'elle s'inspire »

« enfant gâté de la fortune dont la conduite fut odieuse.

« En une nuit, cette République pourrait fort bien disparaître de la carte de l'Europe en tant qu'Etat indépendant (28).

La création de cette République est l'œuvre des peuples Tchèques et Slovaques qui se sont inspirés du principe de self-détermination, développé par le Président Wilson et qui sont en majorité absolue en face de Magyars colonisés à diverses époques, en vue d'une Magyarisation forcée.

De même la Transylvanie habitée par un élément homogène roumain, demande d'elle-même l'union avec la mère patrie ; les Alliés ont seulement sanctionné ce désir. Et s'il en est ainsi et si eux-mêmes ont jugé bon de décider librement de leurs sorts, pourquoi ne pas laisser ces Etats goûter au bienfait de la liberté et de la Paix ?

(28) *Daily Mail*, 30 août 1927.

Au lieu de les menacer et de troubler leur tranquillité et leur développement, il vaudrait mieux les aider, parce que tout le monde sait que tout début est difficile surtout dans de pareils Etats, où *malgré l'origine commune de la race dominante, on est en présence de mécontentements d'ordre intérieur, même entre les nationaux eux-mêmes, dûs surtout à la diversité d'éducation des mentalités, reçue lorsqu'ils faisaient partie de l'unité qu'ils avaient quitté bénévolement et où ils étaient traités d'une manière inhumaine et rétrograde par rapport aux principes modernes des gouvernements.* Il suffit de citer les déclarations faites au Club National du Travail par le comte Etienne Tisza à cette époque, Président du Conseil des Ministres, de la Hongrie, relative au mouvement nationalitaire qui a trouvé dans le député Stanec, un fervent défenseur, pour être renseigné sur le mode de gouvernement de l'ancienne Hongrie, en ce qui concernait les minorités,

« l'attitude du député Stanec qui avait défendu à Vienne le droit des nationalités était comique et impertinente et l'état magyar ne ferait jamais la faute capitale de traiter avec les peuples de Hongrie d'égal à égal. »

A toutes les persécutions et humiliations séculaires, les Etats qui ont succédé à l'ancienne Autriche-Hongrie ont répondu par un oubli complet du passé et ont élevé les minorités sans distinction au rang de leurs nationaux, ne faisant aucune distinction entre les diverses races qui les composent.

Ainsi, ces minorités jouissent de la liberté de la presse, d'enseignement, de culte, de la représentation au sein du Parlement au même degré que les Roumains en Roumanie ou les Tchéco-Slovaques en Tchéco-Slovaquie.

En ce qui concerne les magyars de Transylvanie, nous, les Roumains, nous comprenons parfaitement leur mécontentement. Leur demander de se réjouir du nouvel ordre créé par le Traité de Trianon, c'est souhaiter l'impossible, et connaître bien mal la psychologie humaine. La crise sentimentale que traverse l'élément magyar de Transylvanie, le rend extrêmement sensible et le porte à critiquer tout ce qui se fait et tout ce qui se passe dans la nouvelle Patrie. Chaque pas, en avant, vers la consolidation, représente pour lui l'écroulement d'une illusion, une chance de moins dans l'espoir qu'il nourrit de voir le pays affaibli, et la Transylvanie, derechef, sous la domination de Budapest.

Encore un motif d'exaspération pour la génération actuelle magyar de Transylvanie, c'est d'assister impuissante à l'effondrement de la vie publique, de tous points artificielle, instaurée jadis par le régime hongrois avec l'intention évidente d'imposer la culture magyar aux minorités, au détriment de leur propre culture et de leur vie nationale. En Tchéco-Slovaquie il se passe la même chose qu'en Transylvanie. Il faut alors avoir confiance dans le temps. Le temps consolidera les nouveaux Etats. Avec le temps les blessures se cicatriseront. Le temps facilitera la solution des inévitables conflits qu'entraîne l'édification sur la vieille terre

d'Europe, trop habitée et trop morcelée de murailles imprévues d'Etats nouveaux.

Le demandeur demandera moins, parce que ses griefs seront atténués et les armes seront interdites. Le détenteur résistera moins parce que des contre-parties compenseront une rectification.

Mais Lord Rothermere, dans sa déclaration du 4 juin 1927, à la Havane (Cuba) (29), demande actuellement un plébiscite pour les régions habitées en majorité par les Hongrois.

« Si, dit-il, le plébiscite avait été approuvé, les régions données à la Roumanie, Yougo-Slavie, Tchéco-Slovaquie, dans lesquelles les habitants hongrois sont en majorité, seraient aujourd'hui aussi sous la domination hongroise. »

Après quoi, il ajoute que :

« Le temps n'est pas loin où cette affaire sera portée devant la S.D.N., par une des grandes puissances (Angleterre) ».

Voyons d'abord la possibilité de la révision des traités sous le régime de la S.D.N. et ensuite « La Thèse du Plébiscite ».

(29) *Pesti Naplo*, 6 juin 1927

SECTION II

**La révision des Traités sous le Régime
de la Société des Nations**

Un État mécontent de la situation que lui crée un traité de paix (comme c'est le cas manifeste de la Hongrie qui mène une propagande de toute nature, pour changer le visage de l'Europe centrale) ne dispose que d'un seul moyen, l'article 19 du pacte de la S.D.N., s'il veut réviser ses frontières.

En général on considère le Pacte de la S.D.N. comme entraînant une série d'abandons de souverainetés de la part des États. L'article 19 du pacte ne comporte, lui, aucune renonciation de souveraineté. *La révision des traités de paix reste un des droits les plus fondamentaux de tous les États.*

La souveraineté des États n'est aucunement en jeu ici.

L'article 19 du pacte n'est qu'un faible vestige de la procédure pacifique du règlement des différends internationaux ; conçu lors des premiers projets du pacte, il n'est pas une œuvre personnelle du Président Wilson, mais il y avait été inséré sur sa demande.

En effet. S. Baker, familier du Président Wilson, remarque que :

« Le Président Wilson n'a apporté ni le bois, ni la brique de sa construction, mais a simplement aidé à son assemblage ». (30).

La base de l'article 19 a été le projet Phillimore et le projet du Colonel House. Dans les premiers projets du pacte, on affirmait expressément la compétence de la S.D.N. pour la révision des frontières des Etats membres (31). Mais à cet égard on se heurtait à l'opposition formelle de la Grande Bretagne, opposition qui est en voie de s'atténuer aujourd'hui, mais seulement en ce qui concerne l'Europe centrale (32), notamment la Roumanie, la Tchéco-Slovaquie et la Yougo-Slavie.

Le Président Wilson a abandonné alors l'idée d'organiser une procédure de révision et s'est contenté de l'article 19 ainsi conçu :

« L'Assemblée peut de temps à autre, *inviter* les membres de la S. D. .N à procéder à un nouvel examen de traités, devenus inapplicables, ainsi que des situations internationales dont le maintien pourrait mettre en péril, la paix du monde. »

La France, par l'organe de son représentant, M. Léon Bourgeois, a approuvé cette rédaction ne voulant pas faire

(30) S. Baker, Woodrow Wilson and settlement of the world peace.

(31) L. Kulzky : Le problème de la sécurité depuis le Pacte de la S. D. N. Pedône Paris 1927.

(32) *Pesti Naplo*, 6 janvier 1928.

obstacle à l'adoption unanime du texte du pacte et a renoncé aux amendements qu'elle avait proposés (33).

La procédure de l'article 19 devait être mise en vigueur par les Etats intéressés à la révision des traités dont le maintien lui paraîtrait intolérable.

La Hongrie, prétend être dans cette situation ; elle considère qu'elle ne peut pas vivre dans des limites actuelles que le Traité de Trianon lui a assignées. Cependant dans ces limites elle constitue aujourd'hui une nation vraiment homogène de huit millions d'habitants, vivant sur une terre des plus fertiles, bénéficiant d'un grand fleuve international, et, ayant comme voisins, les pays les plus pacifiques, et qui veulent vivre en bonne intelligence avec les Hongrois et entretenir avec eux des rapports économiques et agraires.

L'Etat mécontent de sa situation adressera sa requête au Secrétaire Général de la S. D. N., qui, à son tour, la transmettra à l'Assemblée lors de sa plus prochaine session.

Il nous semble que le Conseil pourrait aussi saisir de sa propre initiative l'Assemblée, en vertu de l'article 19.

En effet, le devoir du Conseil est d'empêcher par tous les moyens possibles la guerre entre les membres de la S. D. N., s'il juge que le statu quo, dans certaines régions ne correspond pas aux conditions politiques de l'heure, qu'en le maintenant on envenime les relations entre les

(33) *Archives de la Paix*, Tome 1^{er}.

Etats limitrophes, et qu'on les réduits ainsi à chercher une solution par la force des armes, il devra faire tout son possible, pour supprimer les causes du malaise.

L'article II al. I, en effet dit :

« Il est expressément déclaré que toute guerre ou menace de guerre qui affecte directement ou non l'un des membres de la S. D. N., intéresse la société tout entière, et que celle-ci doit prendre les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix des nations. »

Quand le maintien du statu-quo territorial menace sérieusement la paix du monde, le Conseil, non seulement, pourrait mais devrait saisir l'Assemblée par l'application des art. II, al. I et 19 du Pacte.

Le Conseil, avant de faire cette démarche auprès de l'Assemblée, devrait prendre en considération les arguments des Etats intéressés et ne saisir l'Assemblée qu'au cas seulement où il lui semblerait que la transformation du statu-quo est vraiment justifiée.

L'Assemblée, saisie soit directement, par les Etats intéressés, soit par le Conseil examinera la situation et jugera si une révision paraît nécessaire. Mais avant d'adresser une invitation aux puissances intéressées, elle devra, au préalable, s'assurer que le traité dont la révision est demandée est devenu inapplicable et si par suite le maintien de la situation internationale envisagée, menace la paix du monde.

Le texte de l'art. 19 n'envisage point simultanément ces deux conditions, mais il semble qu'il suffit que l'une d'elles

existe pour que l'Assemblée ait le droit d'examiner la situation.

« Les termes — traités devenus inapplicable — » doivent être interprétés dans ce sens qu'un changement *complet* des conditions existantes lors de la conclusion du traité et dont on avait tenu compte implicitement, dans la rédaction des clauses, s'est produit, et que par suite, le maintien en vigueur du traité n'est plus possible.

Mais si nous recherchons, quels changements se sont produits depuis 1919 dans les conditions qui existaient à cette époque et qui ont été prises en considération dans le traité de Trianon, nous n'en trouvons pas. Ce traité a été fait, comme les autres, sur la base de la self-détermination. Les Roumains en Transylvanie ou en Bessarabie, les Tchèques et les Slovaques en Tchéco-Slovaquie sont-ils moins nombreux aujourd'hui qu'à cette époque ?

Non, au contraire ! Est-ce que les peuples qui composent ces pays, ne veulent pas vivre dans leur nouvelle unité nationale créée par le traité de 1919-1920 ? Non, certes.

Le maintien du statu-quo territorial est possible ; donc *point d'intervention de la part de la S. D. N.* sinon, dans le sens de l'article II, lequel dispose que :

« Toute guerre ou menace de guerre qui affecte directement, ou non, l'un des membres de la S. D. N. intéresse la société entière..... et celle-ci, doit prendre ses mesures propres à sauvegarder efficacement la paix des nations. »

Et seulement à l'égard de la Hongrie récalcitrante.

Est-ce que l'incident à la frontière Roumano-Hongroise de 1923, et les importations clandestines de mitrailleuses en Hongrie étaient faites en vue de la consolidation de la paix ?

Ces actes et tant d'autres prouvent clairement les intentions douteuses de la Hongrie, et permettent de lui appliquer, sans aucune hésitation, les dispositions de l'article II du pacte de la S. D. N.

Il ressort donc de l'article II, que toute menace de guerre qui concerne un membre quelconque de la S. D. N., est considérée comme concernant la Société entière.

L'article II est donc une extension de l'article 10 car si celui-ci ne parle que de l'intégralité territoriale et de l'indépendance politique, celui-là, envisage l'hypothèse la plus large possible : toute menace de guerre qui affecte directement ou indirectement un des membres de la S. D. N.

L'article II envisage la solidarité des membres de la S. D. N. de la façon la plus étendue (34). En revenant à l'analyse de l'article 19, on s'aperçoit que celui-ci règle l'application de la clause :

« *Rebus sic stantibus* »

qui concerne précisément les traités devenus inapplicables.

L'article 19 reste applicable au cas où le maintien du traité menace la paix du monde.

(34) Arnold Arthur Fleicher : le Pacte de la S. D. N., Paris 1922.

Que faut-il comprendre par la paix du monde ?

On est d'avis que la paix du monde n'est menacée que quand il y a danger d'une conflagration générale. Cependant il faut se demander comment l'Assemblée pourrait prédire à l'avance, qu'une guerre ne débordera pas les limites prévues et ne dégénèrera pas en lutte universelle ? Une prévision de ce genre paraît impossible en raison de l'enchevêtrement inextricable des relations internationales.

Est-ce que l'on pouvait prévoir d'avance que l'attentat de Sérajevo où l'archiduc François-Ferdinand a été tué, en 1914, aurait comme conséquence, la guerre mondiale ?

— Non. — Nous considérons que toute menace de guerre même entre les petits peuples affecte la paix du monde, ses conséquences indirectes étant impossibles à prévoir à l'avance.

Toutes les fois qu'un Etat se prépare à modifier une situation internationale, jugée par elle, injuste, l'article 19 devient applicable ; ainsi quand une seule de ces deux conditions est remplie le traité devient inapplicable ou bien le maintien du statu-quo est une menace pour la paix du monde.

Alors, l'Assemblée pourrait procéder à un examen de la situation, et, le cas échéant, adresser une invitation aux puissances intéressées. Dans cette invitation, l'Assemblée n'a le droit, ni de proposer une solution quelconque, ni d'indiquer la manière dont on pourrait modifier le traité en cause.

Sans entrer dans un examen de fond, la résolution de l'Assemblée devra se borner à inviter les Etats intéressés à procéder à un nouvel examen du traité.

La résolution doit-elle être prise à l'unanimité ou à la majorité ?

C'est un problème d'importance primordiale pour l'application de l'article 19.

A la seconde assemblée de la S. D. N., le délégué Chilien Mr Edwards soutint que pour appliquer l'article 19 du pacte, il est nécessaire de réunir l'unanimité au sein de l'Assemblée *en y comptant les voix des parties intéressées*. A l'appui de son opinion, il rappela l'article 5 al. I, qui exige l'unanimité pour les décisions du Conseil et de l'Assemblée, sauf les exceptions expressément prévues dans le Pacte.

Après avoir reçu l'invitation de l'Assemblée, les membres ont le droit de ne pas y donner suite car elle est dépourvue de toute sanction.

Le refus de se conformer à l'invitation ne prive aucun membre de la S. D. N. de la protection de l'article 10 quoique cela paraisse assez bizarre. Cependant il n'en résulte pas que l'article 19 est superflu. Appliqué aux Etats pleins de bonne volonté, il pourra rendre de grands services à la cause de la justice et de la paix ; *mais dans des situations semblables à celles où se trouve la Hongrie à l'égard des Etats de la Petite-Entente, sa portée n'a pas grande valeur.*

Dans le domaine des conflits territoriaux la S. D. N. a été saisie d'une affaire qui nous intéresse plus particulièrement et dans laquelle les problèmes juridiques de grande importance se sont posés.

C'est le différend entre le Chili et la Bolivie.

SECTION III

Le différend Chilo-Bolivien

Les deux Etats en question sont la Bolivie et le Chili. Leur différend remonte à l'origine d'une longue guerre entre eux, guerre dite du « Pacifique ». Après de longues hostilités, les deux Etats signèrent, en 1904, un traité de paix (35).

La Bolivie y perdait son littoral et, par conséquent, tout accès sur le Pacifique par les ports d'Arica et d'Antofagosta.

La Bolivie n'a jamais renoncé à l'idée de recouvrer le littoral perdu et annexé par le Chili et, quand la constitution de la S. D. N. lui en fournit l'occasion, elle tenta de faire réviser le Traité de 1904.

La Bolivie et le Pérou, qui avait perdu lui aussi, dans la même guerre, une partie de son territoire au profit du Chili, étant associé à la Bolivie, adressèrent deux demandes séparées au secrétaire général de la S. D. N., d'une part, en vue de la révision du Traité conclu en 1904 entre la Bolivie et le Chili et, d'autre part, en vue de la révision du Traité conclu en 1883 entre le Pérou et le Chili. Ils appuyaient leur demande sur l'article 19 du Pacte. Mais

(35) *Livre Rouge* de la délégation du Chili à la première assemblée de la S. D. N. Genève.

avant que la S. D. N. ait pu s'occuper de l'affaire, le Pérou retira sa requête le 2 décembre 1920.

La demande bolivienne, qui n'avait pu être examinée à la première Assemblée, fut inscrite à l'ordre du jour de la seconde. Quand celle-ci procéda à l'examen de la demande bolivienne, le délégué chilien, M. Edwards, s'opposa à ce qu'on y donna suite. Il appuya son opinion sur deux arguments principaux :

1° La Bolivie avait demandé à l'Assemblée de procéder à la révision du Traité de 1904, tandis que l'article 19 du Pacte ne permet à l'Assemblée que « d'inviter » les parties en cause, qui seules, en définitive, peuvent si elles le jugent opportun réviser le Traité. La demande bolivienne dépasse la compétence de l'Assemblée et doit donc être rejetée.

2° L'Assemblée ne peut même pas, dans l'espèce présente, inviter la Bolivie et le Chili à examiner de nouveau la situation : l'invitation d'après l'article 5. al. I du Pacte exige l'unanimité, *y compris les voix des parties intéressées*.

Or, le Chili oppose son veto à l'invitation et l'Assemblée, faute d'unanimité, ne peut pas le voter.

Pour faciliter la solution de la difficulté, on avait nommé une commission de trois juristes composée de MM. Scialoja (Italie), Urutia (Colombie) et Peralta (Costa-Rica).

Après avoir examiné avec la plus grande attention l'affaire, la Commission conclut que la demande bolivienne était irrecevable comme soumettant la révision même du Traité de 1904 à l'Assemblée de la S. D. N., tandis que l'article 19

ne donne aucun pouvoir de ce genre à la S. D. N. Le rapport expose que le mot « inviter », en anglais « advise », ne saurait autrement s'entendre que dans le sens d'un conseil à donner aux parties en vertu de l'article 19 du Pacte. La Bolivie, prenant en considération l'opinion défavorable des juristes, retira sa requête et l'incident prit fin. M. Edwards, délégué du Chili, a déclaré à cette occasion que :

« Rien ne sera plus agréable, pour le Chili, que d'envisager directement, avec la Bolivie, les meilleurs moyens de faciliter son développement. »

M. Aramago, délégué de la Bolivie, déclara que sa délégation avait adressé une note à la présidence du Comité des juristes, l'informant que la demande de son gouvernement n'avait d'autre objet qu'une enquête approfondie sur les relations entre la Bolivie et le Chili.

Le « Livre Rouge » publié par le Chili à l'occasion de cette affaire expose une série d'avis donnés par les juriconsultes étrangers sur la requête de la Bolivie.

Examinons-les brièvement.

M. Charles DUPUIS, membre de l'Institut, dans sa consultation du 7 juillet 1921, conteste le droit de l'Assemblée de procéder à la révision de fait d'un traité de paix et émet l'avis que l'invitation adressée aux parties intéressées ne pourrait s'effectuer que par « la voie diplomatique », en dehors de l'Assemblée, sans discussion préalable, au sein de l'Assemblée. Le vœu concernant cette invitation doit être adopté à l'unanimité, par conséquent, conclut M. Dupuis,

l'opposition d'un seul rend l'invitation impossible et, par suite, la discussion sur l'invitation superflue.

En outre, l'article 10 du Pacte empêcherait également la révision du Traité en question, car, selon M. Charles Dupuis, la Bolivie, en signant le Pacte de la S. D. N., s'est engagée à respecter et à maintenir les frontières actuelles du Chili.

M. William FINLAY, jurisconsulte anglais, dans sa consultation du 21 juillet 1921, estime que la demande de la Bolivie n'est pas recevable devant l'Assemblée, car *l'article 19 du Pacte ne porte que sur un examen des traités, devenus inapplicables, mais non pas sur la révision de fait des traités.*

M. William Finlay souligne tout spécialement le caractère des traités devenus inapplicables, situation qui n'est pas à confondre avec des situations survenues par suite d'une guerre ou d'une paix dure.

L'empire de la contrainte n'est pas une raison suffisante pour dénoncer un traité de paix, affirme M. Finlay ; le différend entre le Chili et la Bolivie n'est pas tel « qu'il puisse mettre en danger la paix du monde ».

M. William Finlay estime d'ailleurs, qu'en général, un état tiers doit attirer l'attention de l'Assemblée sur un Traité devenu inapplicable ou une situation internationale dangereuse, pour que celle-ci puisse procéder de sa propre initiative.

Enfin, M. William Finlay insiste sur l'unanimité du vote

invitant les parties intéressées à procéder à un nouvel examen du Traité en question.

M. André WEISS, professeur à la Faculté de droit, à l'Université de Paris, dans sa consultation du 9 juillet 1921, a émis l'avis que l'Assemblée de la S. D. N. n'est pas compétente pour la révision du traité en question, vu la nationalité des Etats requérants. (Doctrines de Monroe, article II du Pacte.)

Se basant sur l'article 5 du Pacte, il insiste sur le caractère *d'unanimité* que doit présenter le vote relatif à l'invitation à adresser aux parties intéressées. Il ajoute même que l'opposition du Chili pourrait empêcher le vote de l'invitation par l'Assemblée. *Selon lui, les parties intéressées elles-mêmes participent au scrutin.*

En outre, M. Weiss déclare que le Traité de paix de 1904 n'est point inapplicable. Ce traité n'a-t-il pas été appliqué et exécuté depuis dix-sept ans?

La violence, continue M. Weiss, ne saurait non plus constituer un obstacle sérieux à l'exécution du Traité de Paix. En outre, la situation entre la Bolivie et le Chili n'est point dangereuse pour la paix du monde. On ne saurait donc invoquer l'article 19 du Pacte dans le différend en cours.

John W. DAVIS, jurisconsulte des Etats-Unis, déclare, dans sa consultation du 28 juillet 1921, que les deux points les plus importants de la question sont de savoir si l'Assemblée de la S. D. N. est ou non compétente pour connaître de la demande du gouvernement bolivien et dans quelle

mesure la question préalable posée par le Chili peut empêcher la discussion de la question soulevée.

M. Davis conclut en disant que *l'Assemblée n'est aucunement fondée à réviser n'importe quel traité de paix* ; toutes les révisions ne sont possibles que d'un commun accord avec les parties contractantes. A ce point de vue, la demande de la Bolivie est donc irrecevable.

Quant à la question préalable, le Chili l'a posée, conformément au règlement de procédure de l'Assemblée, qui est d'ailleurs tiré de la procédure des parlements, et d'après laquelle c'est la majorité de l'Assemblée qui vote sur la question de savoir si l'on abordera la discussion ou bien si on la refusera, éludant dans ce dernier cas « de plano » la question. Selon la plupart des coutumes parlementaires, la majorité des votes suffit pour empêcher la discussion de la question soulevée.

Dans ces conditions, conclut M. Davis, le Chili, en obtenant la majorité des voix, peut éviter la discussion sur la question posée. L'article 5 lui-même du Pacte prescrit que toutes les questions de procédure doivent être résolues à la majorité des voix. Quant au vote sur la *question fondamentale, tendant à ce que l'Assemblée suggère un nouvel examen du Traité de 1904*, selon M. Davis, *l'unanimité est nécessaire*.

M. Paul FAUCHILLE, après avoir énuméré les faits relatifs à la demande de la Bolivie, entre dans l'interprétation approfondie de l'article 19 du Pacté.

Il déclare tout d'abord que l'invitation doit avoir lieu sur la proposition de l'Assemblée ou sur l'initiative d'un de ses membres. Mais cette invitation — relative à un nouvel examen des traités ou situations internationales — est purement facultative : le texte dit « *expressis verbis* » : « L'Assemblée peut. »

Quant à l'unanimité dans l'Assemblée, il estime qu'elle est nécessaire en vertu de l'article 5 du Pacte. L'invitation ne saurait avoir lieu que par suite d'un vote unanime de l'Assemblée de la S. D. N.

Pour les traités devenus inapplicables, M. Paul Fauchille *précise que seulement sont à considérer comme tels ceux qui sont devenus inexécutables par suite d'un fait indépendant de la volonté des parties.*

Quant aux situations internationales dangereuses pour la paix du monde, dont l'article 11 parle également, il estime que ce sont celles dont une guerre mondiale ou au moins une guerre de grande étendue pourrait résulter.

L'Assemblée de la S. D. N. n'est nullement fondée, continue M. Paul Fauchille, à procéder à une révision de fait d'un traité quelconque; par conséquent, la demande de la Bolivie est à ce point de vue irrecevable également.

Ces opinions de jurisconsultes éminents constituent une base très précieuse de la doctrine sur l'article 19 du Pacte.

Pour ce qui est de notre étude, nous pouvons conclure que *la révision du Traité de Trianon n'est pas possible hors de la volonté des Etats intéressés, notamment hors de*

la volonté de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie, de la Yougoslavie, parce qu'ils ne consentiront jamais à adhérer par leur vote, indispensable, conformément à l'article 5 du Pacte de la S.D.N., à une révision qui aurait pour but la cession d'une partie de leurs territoires habités presque exclusivement par leurs nationaux en faveur de la Hongrie.

D'autre part, l'article 10 du Pacte empêche la révision du Traité, car la Hongrie, en signant le Pacte de la S. D. N., s'est engagée, « eo-ipso », à respecter et à maintenir les frontières actuelles, non seulement de la Petite Entente, mais aussi de tous les Etats membres de la S. D. N.

La Hongrie ne peut pas arguer qu'elle a été contrainte de signer le Traité de Trianon, car « l'empire de la contrainte n'est pas une raison suffisante pour dénouer un traité de paix, affirme M. Weiss, professeur à la Faculté de droit de Paris, et M. William Finlay, jurisconsulte anglais. Dans le même sens, se prononce M. Nintchitch, ancien ministre des Affaires étrangères du royaume serbe, croate et slovène, dans les déclarations faites après la Conférence de la Petite Entente de mai 1925. En effet, relativement à la déclaration du Premier hongrois, le comte Bethlen, qui demandait pour la Hongrie la révision du Traité de Trianon, qui avait été signé « par contrainte », il disait que :

« Les déclarations du comte Bethlen, d'après lesquelles ces clauses avaient été imposées par la contrainte, nous ont surpris. On ne doit pas oublier que la Hongrie a demandé avec insistance son admission à la S. D. N. En entrant dans

cette société, ne s'est-elle pas obligée solennellement à respecter et à exécuter le Traité de Paix? Or, à ce moment, personne ne l'a contrainte à faire cette déclaration, elle l'a faite librement (36). »

L'Assemblée de la S. D. N. n'a pas le pouvoir de réviser les traités de paix, mais seulement d'inviter *ses membres*, « de temps à autre », ...à procéder à un nouvel examen des traités devenus inapplicables... etc.

La résolution doit être prise à l'unanimité conformément à l'article 5, al. I du Pacte, *qui exige l'unanimité pour les décisions du Conseil et de l'Assemblée, sauf les exceptions expressément prévues dans le Pacte.*

A l'invitation de l'Assemblée, les membres ont le droit de ne pas y donner suite, car elle est dépourvue de toute sanction.

Il est très intéressant de noter l'opinion de M. J.-J. Chevallier (37), qui diffère de toutes les opinions vues jusqu'ici et peut être considérée comme une révolution dans l'interprétation de l'article 19 du Traité de Trianon. Peut-être que l'avenir lui est réservé.

M. Chevallier affirme que l'article 19 du Pacte n'impose aux Etats aucune obligation de droit positif, mais possède une valeur morale inappréciable. Après le Pacte, si les gouvernements le veulent sincèrement, tout peut évoluer paci-

(36) *Dimineata*, 13 mai 1925.

(37) Jean-Jacques Chevallier, professeur à l'Université de Grenoble : Sainte Alliance et S.D.N., *Revue de Droit International*, N° 1, 1927.

fiquement, tout peut s'adapter aux circonstances qui changent.

Quand les intéressés ne peuvent se mettre d'accord, c'est à l'Assemblée de la Société des Nations qu'il incombe de mettre au point ces difficultés, mais — elle n'imposera rien — seulement elle « invitera » à un nouvel examen des traités devenus à son sens inapplicables.

Cette « invitation », faite par l'Assemblée, bénéficiera de toute l'autorité morale de la Société des Nations elle-même.

L'article 19 du Pacte implique qu'il peut exister parfois une « forte obligation » morale à l'effet de modifier certains traités de frontières, notamment. Il semble que la reconnaissance par les Etats de cette obligation morale soit une condition de l'élimination de la force comme moyen de modifier le statu quo (38).

Si l'article 19, dit M. Chevallier, ne reste pas lettre morte, par timidité de la S. D. N. ou par mauvaise volonté immorale des Etats, un *véritable élément dynamique aura été introduit dans le nouveau système international*.

Le préambule du Pacte pose en principe le respect scrupuleux des traités. Quelle anarchie funeste, si les Etats pouvaient s'affranchir d'eux-mêmes de leurs obligations, au gré de leurs intérêts, de leurs caprices ou de leurs passions d'un jour. Si un nouvel examen d'un traité apparaît désirable, au dire de l'une des parties, l'Assemblée vérifiera

(38) Georges Scelle : *Le Pacte des Nations*, p. 55.

cette affirmation. On évitera que l'intéressé se fasse lui-même ce qu'il prétend justice.

De même l'article 10 du Pacte, cette garantie mutuelle de l'intégrité territoriale, interdit sans doute les atteintes au statu quo, à l'ordre établi par les traités de paix — mais *seulement les atteintes brutales*. Jamais il n'a eu cette portée absurde de nier l'évolution, les déplacements de puissances, et de condamner le monde à l'inamovibilité. Il s'agit seulement d'organiser juridiquement, sous le contrôle de la S. D. N., les modifications ultérieures du statut mondial et d'éviter qu'elles ne se fassent, comme dit M. E. Scelle, « à la prussienne ».

L'article 19 est un de ces procédés d'organisation juridique, ou plutôt l'obligation morale pour les Etats d'employer ces procédés à l'exclusion de la force. Avec ce correctif, la paix par le droit n'est plus un leurre, une conception purement statique que contredirait la vie. Cette notion de l'imprévision dans les contrats, à quoi le droit public et le droit privé ont fini par faire place, comme « à l'élément dynamique dans leur système rationaliste, statique » (39), elle vient de l'installer avec précaution à la porte rigide du droit international positif. Il serait prématuré qu'elle entrât. *L'article 19 s'est borné — ce fut sage — à lui montrer la route.*

Mais encore faut-il que de cet article, si gros de possibi-

(39) Georges Renard : Le Droit, la Logique et le Bon Sens ; les assouplissements nécessaires.

lités, rien ne vienne paralyser l'application. Or, la menace de paralysie existe : c'est la règle de l'unanimité.

Sauf disposition *expressément contraire du Pacte*, le Conseil et l'Assemblée doivent statuer, d'après l'article 5, à l'unanimité. Ainsi se trouve garantie la souveraineté des Etats. Cependant, l'article 5 spécifie qu'il s'agit des « décisions » du Conseil et de l'Assemblée.

« Une institution qui n'invente pas une autre méthode que l'unanimité pour exprimer sa volonté est en danger de mort. »

Le terme « décisions » permet-il une échappatoire? Rien des manifestations de volonté du Conseil, et plus encore de l'Assemblée, ne constituent pas, à proprement parler, des décisions, mais des vœux. Il fut décidé que l'unanimité ne serait pas requise pour le simple vœu.

L'invitation de l'Assemblée, prévue à l'article 19, est-elle une décision ou un vœu (40) ?

DÉCISION : *L'unanimité s'impose*; l'Etat intéressé, hostile à la modification du traité que d'autres prétendent inapplicable, refusera sa voix; tout le mécanisme sera bloqué.

VŒU : *La majorité suffira*; et tout ce qui a été exposé plus haut pourra s'accomplir.

Mais, *décision* ou *vœu*, « grammatici certant », les juristes ne sont pas d'accord. L'opinion la plus courante exige, tou-

(40) Sir Fisher Williams : *American Journal of international Law*. Juillet 1925.

tefois, l'unanimité. M. Chevallier estime qu'il conviendrait, sur ce point, de solliciter un avis de la Cour permanente de Justice de La Haye.

SECTION IV

La thèse du plébiscite

« Le plébiscite n'a d'autre intérêt que d'être l'affirmation du sentiment national ; il est donc inutile partout où ce sentiment n'est pas douteux ».

LOUIS LE FUR.

Le plébiscite est une consultation de la population d'un territoire à céder touchant la question de savoir si la cession doit avoir lieu ou non (41).

Depuis la Révolution française, on a souvent fait usage de ce procédé, mais le principe sur lequel il devait être basé a été presque toujours violé.

(41) Karl Krupp : *Eléments de droit international*. Rousseau, Paris 1927.

La consultation populaire par le moyen du plébiscite a pour but de faire connaître la volonté libre, sans aucune contrainte, de la masse; mais la libre expression de cette volonté est presque toujours influencée par des considérations purement personnelles et matérielles, lesquelles sont beaucoup plus intéressantes pour l'individu que l'intérêt de la collectivité. Pour pouvoir recourir au plébiscite, sans aucune crainte de partialité, il faudrait l'appliquer aux habitants possédant un certain degré de culture, afin qu'ils puissent se rendre compte de l'exacte situation.

Une population d'un niveau de culture médiocre sera toujours plus facilement influencée par les émissaires chargés de la propagande en faveur des Etats intéressés, qu'une population de culture supérieure, qui se rend parfaitement compte de ses intérêts vitaux, nationaux et matériels, qui cherche à les concilier et qui met en balance tous les éléments d'appréciation avant de se prononcer. Ainsi, dans les territoires où la masse prépondérante, qui souvent coïncide avec la nation, se manifeste par des actes extérieurs évidents, le plébiscite est inutile et sans aucune portée, parce que : « Une nation est un plébiscite de tous les jours », d'après la célèbre définition de Renan. Mais peut-on considérer comme douteux le sentiment d'une population quand l'unanimité est troublée par quelques îlots de contre-manifestations émanées de la population des autres races ?

M. Le Fur affirme que :

« A combien de prétentions inadmissibles ne se heurterait-on pas si on essayait de donner satisfaction aux velléités séparatistes de toutes les minorités ethniques, religieuses ou autres. »

D'autre part :

« Le respect des volontés particularistes, appliqué sans limite aux nationalités dissidentes par le droit international, serait donc tout comme en droit interne générateur d'anarchie (42). »

Tant qu'il s'agit des rapports entre un Etat et des minorités ethniques, donc, au fond, d'une question de droit interne, le droit international ne peut pas ne pas tenir compte dans une notable mesure de cette règle fondamentale de tous groupements.

« Si la majorité de l'Etat est hostile à la séparation de telle ville ou de telle province, de quel droit ne considérer que la volonté du groupe sécessionnistes, c'est-à-dire d'une minorité peut-être infime? »

Si une population a été transplantée dans une région, au milieu d'une masse de nationalité autochtone, c'est de cette dernière qu'il faut tenir compte et qui a toujours la prérogative du « jus primae occupantis », surtout quand, numériquement, elle est beaucoup plus considérable.

Ainsi, pour la Transylvanie, lord Rothermere se deman-

(42) Louis Le Fur : Races, Nationalités, Etats. Paris 1922, Félix Alcan, p. 69.

dait pourquoi on lui refusait un plébiscite en faveur de la Hongrie, alors qu'on en a accordé un, par le Traité de Versailles, à l'Allemagne pour les territoires du Schleswig et de Haute-Silésie.

Est-ce que, en Transylvanie, la majorité des Roumains est douteuse? Est-ce que la Transylvanie n'a pas toujours été le berceau de tous les Roumains, qui l'habitent et l'ont défendue contre les invasions des barbares depuis des siècles?

Personne ne pourra contester ce fait. Il suffit de feuilleter l'histoire pour voir que les Saxons, les Szleklers et les Hongrois ont été tous colonisés à une date plus ou moins récente (43).

Voici un exemple frappant : la ville de Salonta, avec une population de 18-20.000 habitants purement hongrois, entourée par des villages purement roumains, comme Madaras, Tulca, Ciumeghiw-Tâmasda, Janosda, etc., où les premiers citoyens de cette ville étaient au nombre de 300, nommés « Bocskay Hajduk », fut colonisée par le prince Bocskay Etienne. Le même procédé a été utilisé partout, à Arad, Cluj, Oradia, Timisoara et ailleurs, où la colonisation a été encouragée, en ce qui concernait les Hongrois, parce que, jusqu'en 1848, il était interdit, par la loi, aux Roumains, de faire bâtir dans les villes.

Faudrait-il conclure d'ici que la ville de Salonta, par

(43) Sebess Dénes : Emlékirat az erdélyrészi telepítésekről : Marosvásárhely 1605. August Iekelins : Die Bevölkerungs und Beruf-statistik des ehemaligen Königs-Bodens Siebenburg 1908.

exemple, parce qu'elle est habitée purement par les Hongrois, doit revenir à la Hongrie et que les villages qui l'entourent devraient rester en Roumanie? Ce serait une chose impossible et une injustice en même temps, parce qu'*on ne peut admettre dans un Etat des îlots de petites souverainetés distinctes.*

Le cas est pareil dans la plupart des villes de la côte dalmate. Dans les centres urbains, la population est en majorité italienne; donc, disent les Italiens, elle doit revenir à l'Italie. Mais si on ajoute aux villes leur hinterland et parfois simplement leurs environs immédiats, voire même leurs faubourgs, la majorité passe aux Slaves. On ne peut pas admettre une nationalité différente pour une ville et pour ses faubourgs, affirme M. Louis Le Fur.

Et parce que les habitants d'une ville changent plus vite de résidence, en raison de leurs occupations, la ville est composée presque toujours d'un élément passager, les uns s'établissent, les autres s'en vont, selon leurs intérêts immédiats, alors, cette ville ne peut pas être considérée comme présentant un caractère national, grâce à la diversité des races. Il sera juste alors que cette ville reste sous la même souveraineté que ses environs, habités presque toujours par des populations qui habitent et cultivent leur sol certainement depuis plus longtemps que les habitants de la grande ville. Le plébiscite, dans un pareil cas, ne peut pas être admis, parce que c'est la volonté d'une population passagère qui serait exprimée par elle, mais non

celle d'une population autochtone, la seule qui compte dans de pareilles déterminations.

Mais, par le seul fait que la Transylvanie possède des minorités de races diverses, colonisées à diverses époques, et surtout dans les grandes villes, faut-il contester le droit des Roumains de Transylvanie sur leur territoire?

M. Le Fur dit :

« On ne peut admettre qu'à tous moments une circonscription administrative, voisine de la frontière et mécontente d'une loi nouvelle, par exemple, demande à passer à l'étranger. Ce serait l'organisation de l'anarchie. »

La Transylvanie s'est attachée à la Roumanie, de plein droit, et la période qui va du 1^{er} mai 1869 jusqu'en 1919 a été une exploitation abusive par la force de toute la Transylvanie par la Hongrie, rappelant la plus triste époque de cette province, où la persécution des Roumains était la règle fondamentale. L'annexion de cette province a été faite par les Hongrois sans consulter la majorité de la population, qui réclamait avec insistance, dans sa fameuse résolution, la seizième à *Câmpia-Libertătei*, à l'Assemblée nationale tenue le 15-16 mai 1848 :

« Que les Magyars ne missent point en discussion la question de l'union avec la Hongrie avant que la nation roumaine ait été constituée et organisée en corps de nation ayant voix délibérative et décisive dans la Chambre législative. »

« Si, au contraire, la diète de Transylvanie se laisse ame-

ner à discuter cette union de notre pays, la nation roumaine, dans ce cas, proteste solennellement (44). » Ainsi, la majorité de la population, à cette époque, demandait à être consultée, mais on n'a pas tenu compte d'elle, sous le commode couvert de la loi électorale censitaire, laquelle favorisait seulement les éléments magyars en minorité dans la Transylvanie.

Les Roumains de Transylvanie n'ont jamais renoncé à leur territoire, ce qui explique les soulèvements roumains contre le joug hongrois depuis 1437, 1514, 1784 et 1848, qui, finalement, ont abouti à satisfaire leurs désirs séculaires, c'est-à-dire au règne des Roumains dans cette contrée, consacré par les alliés, dans le Traité de Trianon.

La Roumanie actuelle s'étend sur tout le territoire habité par les Roumains, depuis l'empereur Trajan jusqu'à nos jours.

Le Traité de Trianon a tenu compte de ces frontières ethnographiques dans une grande mesure et non pas des frontières historiques et géographiques, d'après lesquelles *la Roumanie devrait s'étendre sur tout le territoire compris entre la Tisza et le Nistru.*

L'opinion générale d'aujourd'hui n'a pas changé depuis 1919, mais Mussolini, dans sa déclaration faite à lord Rothermere, en mars dernier, tient largement compte des frontières ethnographiques en faveur de l'Italie, lorsqu'il

(44) Aurele C. Popovici : La question roumaine en Transylvanie et en Hongrie, Paris, Payot 1918. Pages 100 et suiv.

revendique la Côte-d'Azur, la côte Dalmate, la Corse et l'Afrique du Nord, parce qu'ici il a intérêt à en tenir compte.

Mais il change aussitôt d'opinion quand il s'agit du Tyrol méridional et surtout du Brenner; ici, il revendique pour l'Italie les frontières géographiques; voilà une théorie curieuse et sans aucune conséquence, qui prouve que Mussolini est bien opportuniste.

En faveur de la Hongrie, Mussolini demande la révision du Traité de Trianon en se basant sur son caractère chevaleresque. Personne ne peut contester que le peuple hongrois a ce caractère. Mais, jusqu'ici, dans toute l'histoire, il n'y a pas eu un seul exemple dans lequel on ait vu que les frontières d'un Etat quelconque aient été influencées par des caractères psychologiques. C'est une innovation du dictateur italien (45).

La déclaration de Mussolini est d'autant plus grave qu'elle émane, en sa qualité de chef de gouvernement, d'une puissance qui a apposé sa signature au Traité de Paix et s'est engagée à le respecter.

La Transylvanie est revenue à la Roumanie conformément à la géographie et à l'histoire. Elle est revenue de plein droit, par l'éclatante protestation faite par les représentants de la nationalité roumaine, depuis 1848, sans relâche, par la déclaration lue par M. Vajda-Voëvod, le 18 octobre 1918, au Parlement de Budapest, au nom de toutes les nationalités

(45) *Le Temps*, 30 mars 1928.

opprimées, par la décision prise par toute la nation roumaine, à Alba-Julia, le 18 novembre-1^{er} décembre 1918, où l'union de tous les Roumains a été proclamée par le peuple lui-même.

Le plébiscite, en Transylvanie, a été fait le jour de l'entrée des troupes roumaines, par l'accueil enthousiaste réservé par la population qui, sans distinction de nationalité, les a reçues comme des sauveurs et des libérateurs, qui ont établi, au lieu du régime de la terreur de Bela Kun, le règne du droit, de l'égalité et de la sécurité.

La restitution à la Transylvanie du droit de disposer librement d'elle-même, qui lui avait été enlevé par force, officiellement, lors de l'annexion à la Hongrie, le 1^{er} mai 1869, était une réintégration dans ses droits, une désannexion et non pas une annexion par le vainqueur de partie du pays vaincu.

Voilà la réponse à lord Rothemere et la raison pour laquelle les alliés ont refusé d'insérer dans le Traité de Trianon le recours au plébiscite qu'ils ont prévu dans le Traité de Versailles à l'égard de l'Allemagne.

L'idée de recourir aux consultations populaires, d'adopter le système du plébiscite aux relations d'Etats a été pratiquée surtout depuis la Révolution française à diverses reprises.

Au Moyen Age, le changement de souveraineté territoriale se faisait d'après des procédés bien curieux.

Le territoire d'un pays ou d'une province a été considéré comme la propriété du souveain ou du prince.

Il pouvait le vendre, le mettre en gage, le laisser en héritage ou le donner comme cadeau de mariage. Nous connaissons le proverbe célèbre : « Dum bella gerunt allii, tu felix Austria nube », appliqué à l'Autriche, qui gagnait de nouveaux territoires par le simple fait du mariage de son souverain, tandis que d'autres pays faisaient la guerre pendant de longues années pour gagner un territoire de minime importance.

Le recours au plébiscite a été, à l'origine, employé surtout dans les Etats latins, d'où il est passé chez les Anglo-Saxons; *mais le recours au plébiscite n'est pas une norme du droit international, mais une clause accidentelle non essentielle, de plus en plus fréquente, des traités de paix* (46).

Les Etats intéressés recourent rarement à ce procédé; si le résultat leur paraît douteux, ils feront tout leur possible pour l'écarter. Avec la fin de la Grande Guerre, et sous l'influence du président Wilson (47), qui a affirmé le principe du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, les alliés firent une large place à la thèse plébiscitaire.

Le Traité de Versailles du 28 juin 1919 avec l'Allemagne en renferme de nombreuses applications. Ainsi, on l'a successivement prévu pour les cercles d'Eupen et de Malmédy, sur lesquels l'Allemagne renonça à ses droits et titres en faveur de la Belgique (art. 34). Pour la Sarre, soumise pen-

(46) Karl Krupp. Op. Cit. Paris, Rousseau 1927.

(47) Déclaration du Président Wilson, 22 janvier 1917 et 4 juillet 1918.

dant quinze années, jusqu'à une consultation populaire, à la souveraineté de la S. D. N. (art. 49). Pour la Haute-Silésie et la Prusse Orientale, sur lesquelles l'Allemagne renonça à ses droits en faveur des principaux alliés et associés qui, le cas échéant, doivent les remettre au Danemark (art. 109).

Mais, cependant, le plébiscite ne peut être considéré comme une institution régulière du droit international.

L'interdiction faite à l'Autriche de se rattacher à l'Allemagne, avec laquelle elle forme une même race, dont elle parle la langue, en est un exemple. D'après le principe de libre disposition des peuples d'eux-mêmes, elle aurait le droit de se rattacher à l'Allemagne, mais on lui a refusé ce droit. Cette interdiction a été prévue par les articles 80 du Traité de Versailles et 88 du Traité de Saint-Germain.

Elle n'a qu'un seul moyen d'arriver à « l'Anschluss », c'est de gagner le consentement de la S. D. N., mais c'est une espérance bien téméraire.

Il y a un autre cas similaire, c'est l'attribution à l'Italie du Tyrol méridional, sans aucune consultation des habitants, pour le simple motif de donner à l'Italie des frontières stratégiques (art. 27, 36, 90, Traité de Saint-Germain, 36 et 79 du Traité de Trianon).

Ces exemples prouvent clairement que, même après les grands constructeurs de la paix de 1919-1920, l'idée plébiscitaire est, en définitive, beaucoup moins une condition essentielle de la validité du changement de souveraineté

qu'une pratique conditionnée par la nécessité de la politique.

Le recours au plébiscite a été sans doute écarté, malgré les réclamations de l'Allemagne, en ce qui concerne l'Alsace et la Lorraine, mais ici on y avait une raison spéciale.

M. Poincaré, président de la République française à cette époque (48), a déclaré :

« Qu'un plébiscite aurait été un leurre, puisqu'il ne pourrait appeler à se prononcer tous ceux des Alsaciens et Lorrains que le Traité de Francfort a dispersés; un plébiscite aurait été, en outre, un déni de justice, puisqu'il subordonnerait uniquement à une consultation nouvelle des libertés que les populations possédaient de longue date, avant la violence dont ils ont été victimes et des droits que l'ennemi a bien pu leur ravir pour un temps, mais qui étaient et sont restés imprescriptibles. »

Notre éminent professeur M. Le Fur a déclaré à cet égard (49) :

« Il n'y a pas eu de plébiscite en Alsace-Lorraine en 1918. Quelle preuve plus sûre de sa volonté pouvait-on avoir, en effet, que l'accueil fait à nos troupes à leur arrivée et avant même le départ complet des Allemands ?

« Même au cas de plébiscite, l'Alsace-Lorraine serait reve-

(48) R. Poincaré : Discours prononcé le 17 novembre 1918 à la cérémonie célébrée à Paris pour fêter le retour de l'Alsace et la Lorraine.

(49) Louis Le Fur, *Op. cit.*, p. 80.

nue à la France, non pas du fait d'un plébiscite, mais parce qu'elle avait su, pendant un demi-siècle, rester fidèle à sa vraie patrie. »

Le système plébiscitaire a été défendu par quelques publicistes comme : Calvo (50), Pradier-Fodéré (51) et autres, mais la plupart d'entre eux y sont opposés, comme : Diéna (52), Fiore (53), de Holtzendorff (54), Von Liszt (55), Martens (56) et Bluntschli, qui n'exige pas, pour qu'une cession territoriale soit favorable :

« Le consentement libre et joyeux de la population », mais qui réclame des personnes habitant le territoire cédé « la reconnaissance de la nécessité d'un nouvel ordre des choses », qui, d'après lui, peut résulter du seul fait d'obéir au gouvernement nouveau.

M. Fauchille emploie comme unique argument en faveur du plébiscite le fait que la cession d'un territoire, étant la cession de la souveraineté territoriale, a pour objet beaucoup plus les populations qui y vivent que le sol qu'ils habitent et que les populations ne peuvent pas être considérées comme bétail dont on se transmet arbitrairement la

(50) Calvo : *Le Droit International théorique et pratique*, 5^e édition, Tome I, N° 290.

(51) *Traité de Droit International public*, Tome II, pp. 417-424.

(52) Diéna : *Principi di Diritto internazionale*, 2^e éd. 1914, pp. 235-236.

(53) Fiore : *Le Droit International codifié*, 5^e éd. (italienne), 1915, art. 143.

(54) de Holtzendorff : *Eléments de Droit international public*, éd. Zoographos, p. 100.

(55) Liszt : *Das Völkerrecht*, 1907, p. 57.

(56) Martens : *Traité de Droit international public*, éd. Léo, p. 69.

propriété (57). La cession d'un territoire ainsi ne serait valable que ratifiée par un vote des habitants du territoire en question; mais c'est une doctrine bien dangereuse, parce qu'elle détruit la notion de l'Etat et avec elle la notion de la souveraineté.

Si nous admettons qu'une cession du territoire doit être subordonnée au vote populaire pour être régulière, parce que celle-ci intéresse toute la population, il faut que nous l'admettions, dans d'autres cas aussi, parce qu'il n'existe pas un seul acte de la vie publique qui ne touche les intérêts des habitants.

Faudrait-il en conclure que tous les actes des Etats doivent être soumis au vote du peuple?

Quel gouvernement serait possible si tous ses actes devaient avoir une sanction populaire?

Les populations d'un pays sont représentées par le chef qu'elles se sont données aux termes de leur constitution. Dès que ce chef, monarque absolu, ou parlement, s'est prononcé, les sujets sont liés.

Les populations d'un pays ont une garantie contre une aliénation capricieuse d'une portion territoriale de l'Etat cédant, dans les libertés essentielles du régime représentatif et, par suite, dans la nécessité d'obtenir des Chambres législatives la ratification de tout traité comportant un aliénation territoriale de l'Etat.

(57) *Traité de Droit international* Fauchille, Tome I, 2^e partie, p. 791 et suiv.

La ratification des Chambres législatives est beaucoup plus conforme à l'intérêt de la collectivité tout entière, représentée par l'Etat, que le vote de la population par le moyen du plébiscite, parce que l'exercice de ce vote sera rarement libre.

Le plébiscite aura lieu incontestablement sous la pression des gouvernements intéressés, ainsi le plébiscite ne peut jamais être un acte sérieux.

D'autre part, Martens remarque que :

« Consulter les populations d'un pays vaincu, serait mettre leur patriotisme à une épreuve d'où résulterait, le plus généralement, la continuation de la guerre et une exaspération du régime de la force (58). »

Dans la section V, nous nous occuperons de la situation démographique de la Transylvanie par laquelle nous terminerons les études faites en vue de donner une idée exacte de la situation contraire aux affirmations des Hongrois et de lord Rothermere.

(58) Martens : *Traité de Droit international*, éd. Léo, Tome I, p. 472.

SECTION V

La situation démographique de la Transylvanie

« Aucune propagande ne pourra jamais démentir ce fait évident, que l'élément roumain est le plus important numériquement, le plus unitaire ethnographiquement, le plus apte enfin par ses qualités à maintenir l'ordre dans cette partie de l'Europe ».

Jules MANIU (59).

La Transylvanie (60) a une étendue de 101.200 kilomètres carrés et une population de 5.113.124 habitants, dont (61) :

Roumains	2.930.120	57.50 %
Magyars et Szeklers (62).....	1.305.753	25.53 %
Allemands (Saxons et Souabes).	534.427	10.45 %
Juifs	184.340	3.60 %
Autres nationalités (Ruthènes, Serbes, Bulgares, etc.).....	158.484	2.92 %
	5.113.124	100 %

Répartie par départements, la population de Transylvanie offre l'aspect suivant :

(59) Vütorul 26 nov. 1918, la déclaration de M. Jules Maniu relative à la Transylvanie.

(60) Sous le nom de la Transylvanie, je désigne tout le territoire qui, avant la guerre mondiale, faisait partie de la Hongrie, c'est-à-dire y compris le Banat et les départements : Bihor, Satumare et Maramuresh.

(61) C. Martinovici si N. Istrati : Dictionarul statistic al Transylvaniei, etc... Cluj. 1922.

(62) J. Aulneau : Histoire de l'Europe Centrale, p. 519. Payot, Paris 1926.

TABLEAU No. 1

Département	Le nombre total des habitants par/départ.	Le nombre des habitants d'après la nationalité						Autres nationalités	% de la pop. entière
		Roumains	% de la pop. entière	Magyars	% de la pop. entière	Allemands	% de la pop. entière	Juifs	% de la pop. entière
Alba de jos . . .	214.962	173.106	80,50	29.847	13,97	7.143	3,27	3.562	1,65
Arad	397.969	245.113	61,50	98.208	24,73	31.524	7,97	7.822	1,96
Bihor	489.680	275.831	56,32	172.855	35,20	1.984	0,40	29.028	5,92
Bistrița-Năsăud . .	120.479	85.053	70,59	4.945	4,10	20.506	17,02	6.856	5,68
Brașov	101.953	36.138	35,44	33.584	32,94	30.281	29,70	1.560	1,53
Carăș-Severin . . .	424.264	316.315	74,55	18.948	4,46	52.576	12,39	3.765	0,88
Cojocna	307.052	191.818	62,50	89.987	29,30	7.746	2,52	14.409	4,69
Ciuc	140.199	28.382	20,24	108.978	77,73	285	0,20	1.861	1,32
Făgăraș	93.916	86.355	91,95	3.975	4,23	2.835	3,01	560	0,59
Hunedoara	320.428	262.569	81,94	39.978	12,16	8.521	2,65	4.656	1,45
Maramureș	152.695	82.778	54,21	13.956	9,13	3.066	2,03	36.535	23,92
Mureș-Turda . . .	219.051	87.547	39,96	115.843	52,56	6.320	2,88	7.551	3,48
Odorhei	119.385	4.675	3,91	111.345	93,95	1.957	1,63	1.025	0,85
Sălaj	226.378	139.522	61,63	70.744	31,25	831	0,36	9.356	4,13
Sătmar	399.791	162.067	54,05	76.893	25,68	36.250	12,08	22.365	7,40
Sibiu	175.515	112.720	64,22	5.758	3,28	51.856	29,54	1.460	0,83
Solnoc-Dobăca . .	207.831	183.865	77,80	37.438	15,74	1.781	0,74	12.506	5,25
Târnava-Mică . . .	113.566	57.801	50,89	31.392	27,64	20.372	17,98	1.785	1,57
Târnava-Mare . . .	148.864	67.612	45,41	16.187	10,87	63.819	42,87	966	0,64
Timiș-Torontal . .	488.729	172.277	35,04	69.207	14,16	184.129	37,67	10.295	2,10
Trei-Scaune	144.905	28.965	19,98	114.168	78,78	429	0,29	848	0,58
Turda-Arieș	175.612	129.611	93,80	41.517	23,64	208	0,11	2.569	1,46
Total	5.113.224	2.930.120	57,50	1.305.953	25,33	534.427	10,45	184.340	3,60

De ce tableau, il ressort que les Roumains ont la majorité absolue dans 15 départements (sur 22), à savoir : Alba de Ios (80.50 %), Arad (61.59 %), Bihor (56.32 %), Bistrita-Noisand (70.59 %), Caras-Severin (74.55 %), Cojocna (62.50 %), Fagaras (91.95 %), Hunedoara (81.94 %), Maramures (54.2 %), Salaj (61.63 %), Satumare (54.05 %), Sibiu (64.22 %), Solnoc-Dobâca (77.30 %), Târnava-Mica (50.89 %), Turda-Aries (73.80 %).

Ils ont la majorité relative dans deux départements : Brasso (35.44 % Roumains, contre 32.94 % Magyars et 29.70 % Saxons) et Tarnava-Mare (45.41 % Roumains, contre 10.37 % Magyars et 42.87 % Saxons). Les *Magyars* ont la majorité absolue dans quatre départements : Ciuc (77.73 %), Mures-Turda (52.56 %), Odorheiu (93.26 %) et Trei-Scaune (78.78 %).

Les *Allemands* n'ont pas la majorité absolue ou relative dans aucun département.

On constate donc que les Magyars forment une masse compacte de 450.334 habitants, rien qu'au centre du pays (les départements de Ciuc, Odorheiu, Trei-Seaune et une partie du district de Mures-Turda, où ils représentent 52.56 %, contre 39.92 % Roumains, 2.88 % Saxons, 3.48 % Juifs et 1.12 % autres), tandis que le reste de 853.419 Magyars est dispersé dans les 18 autres départements. Le tableau n° 11 montre la façon dont ils sont dispersés dans ces 18 départements :

TABLEAU No. II — Habitants Magyars.

N°	Département	1-25	25-50	50-75	75-100	100-200	2-300	3-400	4-500	5-600	6-700	7-800	8-900	9-1000	1000 à 1500	1500 à 2000	2000 à 2500	plus de 2500	TOTAL des communes
1	Alba de jos . .	43	11	5	5	12	6	4	5	5	3	2	1	1	3	—	1	—	107
2	Arad.	68	17	12	3	14	9	1	2	3	2	2	3	—	6	9	3	2	158
3	Bihar	127	19	15	11	22	10	8	3	10	8	5	5	6	24	10	2	8	293
4	Bistrița-Năsăud .	41	4	1	—	2	3	—	1	—	1	—	—	1	1	—	—	—	55
5	Carăș Severin .	152	12	11	3	6	8	4	—	1	1	—	—	—	3	2	—	—	203
6	Cojocna	45	21	17	7	18	12	8	5	13	5	3	—	5	10	1	1	—	171
7	Brașov	1	2	4	—	4	2	—	—	—	—	—	1	+	4	3	1	1	23
8	Făgăraș.	32	4	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	+	—	—	—	—	39
9	Hunedoara. . . .	100	18	11	7	7	3	5	3	—	2	2	1	+	2	—	—	4	165
10	Maramureș . . .	27	1	2	—	1	3	—	2	—	—	—	—	+	—	—	1	—	39
11	Sălaj	72	14	5	4	20	9	8	8	—	—	—	—	+	7	4	2	3	156
12	Satmar	60	15	9	1	13	9	15	6	8	8	4	5	1	2	3	2	—	161
13	Sibiu	30	5	2	2	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42
14	Solnoc-Dobâca .	79	23	12	5	20	4	5	9	4	—	—	4	2	3	1	—	1	174
15	Târnava-Mare .	66	10	6	3	6	3	1	2	—	1	1	2	—	2	2	—	—	105
16	Târnava-Mică .	29	13	5	2	5	7	7	7	3	2	5	1	5	3	1	—	—	95
17	Timiș-Tarontal .	69	38	24	14	24	14	6	7	6	3	4	1	2	6	2	2	—	222
18	Turda-Arieș . . .	33	7	—	2	12	5	5	2	4	5	2	2	—	6	2	—	1	88
		1074	234	142	170	186	108	79	62	57	45	32	26	25	84	41	15	20	2296

Comme on voit, ces 853.419 Magyars sont dispersés dans 2.296 localités. Dans 1.074, c'est-à-dire dans presque la moitié, le nombre des Magyars varie entre 1 et 25 habitants, dans 446 localités entre 25 et 100, dans 455 entre 100-500, dans 181 entre 500-1000, et à peine, dans 160 localités, leur nombre dépasse 1.000.

Afin de se rendre encore mieux compte de la façon dont sont réparties les minorités en Transylvanie et dans les départements avoisinants, nous annexons un tableau des arrondissements dans lequel est indiqué le pourcentage des Roumains, des Magyars et des Allemands.

(63) N. Istrati : Indicaionul comúnelor din Ardeal, si Banat Cluj. 1925.

TABLEAU No. III.

No.	Département		Arrondissement	Roumains %	Magyars %	Allemands %
1	Alba de jos . . .	1	Abrud	95. ¹⁸	4. ⁶⁰	0. ⁹¹
		2	Aiud	80. ⁹⁶	18. ⁸⁷	0. ⁰²
		3	Blaj	78. ³⁵	9. ⁰⁹	8. ⁶⁵
		4	Ighiu	93. ³²	4. ⁸⁰	0. ¹⁸
		5	Ocna-Mureşului . .	66. ⁸⁸	30. ⁴⁰	0. ¹⁹
		6	Ocna-Sibiului . .	83. ⁴⁷	2. ¹⁵	13. ⁷⁸
		7	Teiuş	88. ⁸⁰	9. ⁹⁷	0. ¹⁵
		8	Vinţul de jos . .	93. ²⁶	2. ⁸⁷	3. ⁴⁹
2	Arad	1	Arad	45. ⁰⁵	25. ⁹⁸	27. ⁰⁰
		2	Chişineu	68. ⁰²	25. ⁹⁸	3. ⁷⁸
		3	Halmagiu	98. ⁶⁰	0. ⁷⁸	0. ³⁸
		4	Incu	86. ⁹⁰	10. ⁴⁸	0. ⁶⁴
		5	Recica	39. ⁰⁸	33. ⁸²	5. ⁶⁰
		6	Radna	89. ⁰⁴	6. ⁹⁰	3. ⁷⁴
		7	Sebiş	90. ⁸²	6. ⁸⁸	0. ⁹¹
		8	Siria	58. ⁴⁷	13. ⁹⁷	26. ¹⁶
		9	Târnava	93. ⁶¹	5. ⁰³	0. ²⁸
3	Bihor	1	Alesd	79. ⁰⁰	10. ²⁶	0. ⁹⁴
		2	Beiuş	83. ⁴⁸	14. ⁰⁷	0. ¹¹
		3	Beliu	94. ⁴⁷	4. ²²	0. ²⁹
		4	Cefa	87. ⁶⁸	7. ⁸⁹	0. ⁰⁸
		5	Ceica	95. ⁷⁰	3. ⁰⁷	0. ⁰⁹
		6	Centrăla	51. ⁵³	44. ³⁴	1. ³⁷
		7	Marghita	42. ⁷²	39. ⁹⁶	0. ⁴³
		8	Mihaifalău	26. ⁰⁷	64. ⁸⁷	0. ¹⁷
		9	Sachei hid	8. ⁵⁴	87. ⁴⁷	0. ⁰⁸
		10	Sălărd	45. ⁶⁴	51. ³⁶	0. ²⁵
		11	Salonta	34. ⁵⁴	62. ⁴⁸	0. ¹⁴
		12	Tinca	74. ⁰³	24. ¹⁷	0. ⁰³
		13	Vaşcău	96. ⁹⁰	1. ⁷⁴	0. ²⁴
4	Bistriţa-Năsăud . .	1	Besneu	59. ²⁷	7. ⁷⁹	23. ¹⁹
		2	Iad	59. ⁸⁴	0. ⁶⁷	3. ⁴³
		3	Năsăud	88. ¹⁴	4. ⁰⁹	0. ⁰³
		4	Rodna-Veche . . .	91. ⁰²	1. ⁶⁴	2. ⁶⁸
5	Braşov	1	Bârsa de jos . . .	40. ⁵⁸	18. ¹⁹	40. ⁶⁰
		2	Bârsa de sus . . .	40.—	7.—	52.—
		3	Săcele	36.—	62.—	2.—

No.	Département		Arrondissement	Roumains %	Magyars %	Allemands %
6	Caraş-Severin . . .	1	Lugoş	76, ³⁴	0, ⁸⁶	7, ¹³
		2	Begheiu	73, ⁰⁸	23, ⁰⁶	3, ⁸⁵
		3	Bichiş	96, ⁶⁰	2, ¹⁴	0, ⁶¹
		4	Bocşa Montană . .	79, ¹³	5, ¹⁹	10, ⁹⁸
		5	Bozovici	95, ³⁷	0, ¹³	—
		6	Caransebeş	91, ⁴⁰	0, ⁵¹	7, ¹⁹
		7	Făget	82, ⁷²	13, ⁶⁰	2, ⁶⁰
		8	Moldova-Nouă . .	46, ⁶²	0, ⁷¹	1, ⁷⁹
		9	Oraviţa Montană .	65, ⁴⁹	1, ⁸³	29, ⁸³
		10	Orşova	73, ⁴⁰	3, ¹⁹	14, ⁴⁰
		11	Răcăşdia	97, ⁴⁸	0, ¹¹	1, ⁰⁵
		12	Reşiţa	52, ¹⁸	3, ⁰⁹	27, ⁶²
		13	Teregova	89, ⁵³	0, ⁴¹	9, ²⁹
		14	Timiş	74, ¹⁷	2, ⁶⁰	10, ⁸⁹
7	Ciuc	1	Ghimeş	20, ⁰⁶	78, ⁷	0, ¹²
		2	Gheorgheşi	14, ¹⁵	83, ⁶⁹	0, ²⁸
		3	Mercurea Ciucului .	14, ¹⁰	85, ⁵¹	0, ⁰⁸
		4	Sănmartin	16, ²⁰	83, ⁰⁸	0, ¹⁹
		5	Tulgheş	68, ⁵⁵	27, ⁶⁵	0, ²⁸
8	Cojocna	1	Bocşa	80, ⁹¹	17, ⁸⁵	0, ⁰¹
		2	Cluj	62, ⁴⁹	35, ⁸²	0, ¹²
		3	Cojocna	70, ⁶²	27, ⁹⁹	0, ¹⁰
		4	Gilău	74, ³⁴	24, ¹⁹	0, ⁰⁵
		5	Hida	85, ³⁹	10, ⁹⁸	—
		6	Huedin	77, ³⁹	19, ⁸¹	0, ¹⁴
		7	Ormenis	85, ⁴⁴	12, ⁹⁹	0, ⁰⁸
		8	Sârmaş	74, ²⁴	19, ⁴⁶	0, ¹⁸
		9	Mociu	65, ⁶⁰	31, ²⁶	0, ⁰³
		10	Teaca	59, ⁴²	12, ⁰³	24, ⁸⁹
9	Făgăraş	1	Arpaşul de jos . .	95, ⁰¹	1, ⁶³	2, ⁷⁰
		2	Bran	86, ⁵⁷	2, ⁰⁵	1, ⁶³
		3	Făgăraş	98, ⁷²	0, ⁹¹	0, ¹²
		4	Şercaia	94, ¹⁷	2, ¹³	3, ⁸⁵
10	Hunedoara	1	Baia de Criş . . .	96, ⁷²	1, ⁹⁶	0, ⁶²
		2	Brad	93, ⁷¹	3, ⁷³	1, ⁵⁶
		3	Deva	81, ⁰⁴	16, ³²	1, ⁵⁴
		4	Georgiul de jos . .	96, ⁹⁵	16, ⁵⁵	0, ¹⁷
		5	Haţeg	94, ⁸⁴	3, ⁵⁴	0, ⁴⁴

No.	Département		Arrondissement	Roumains %	Magyars %	Allemands %
		6	Hunedoara	87, ⁵¹	8, ⁴⁹	3, ¹⁶
		7	Ilia	96, ⁹⁰	17, ³	0, ⁸⁰
		8	Orăştie	92, ¹⁹	5, ¹²	2, ⁵⁴
		9	Petroşeni	51, ⁸¹	32, ⁷⁴	6, ⁷⁷
		10	Pui	96, ⁷¹	2, ⁴³	0, ¹⁷
11	Maramureş	1	Dragomireşti . . .	81, ⁰²	0, ²⁷	0, ⁰⁸
		2	Sighet	31, ⁷⁶	19, ⁸¹	0, ⁴⁵
		3	Sugătag	83, ⁴⁶	4, ⁹⁸	0, ⁰¹
		4	Viseu	49, ⁶⁸	2, ⁶³	5, ⁵²
12	Mureş-Turda	1	Bardul de Câmp . .	52, ¹⁹	44, ⁸⁷	0, ⁰¹
		2	Murăş de jos . . .	28, ⁶⁸	68, ⁹⁸	0, ⁰⁸
		3	Murăş de sus . . .	42, ⁸³	54, ¹⁹	0, ¹³
		4	Reghinul de jos . .	66, ⁰⁸	29, ⁸⁸	2, ⁰⁷
		5	Reghinul de sus . .	65, ¹⁹	23, ⁷⁸	5, ⁸⁴
		5	Screda	10, ⁵⁰	85, ⁹⁰	0, ¹⁵
13	Odorheiu	1	Cristur	6, ⁴¹	88, ⁹⁹	1, ⁹⁵
		2	Oclaud	7, ⁴⁴	89, ⁵⁰	2, ⁵⁸
		3	Odorheiu	1, ¹⁸	97, ⁰⁸	1, ⁴³
		4	Praid	0, ²⁰	98, ⁸³	0, ⁰¹
14	Sălaj	1	Cekiul Silvaniei . .	68, ¹⁶	25, ⁷⁶	1, ⁴²
		2	Crasna	70, ⁴⁴	18, ⁶⁶	0, ⁰¹
		3	Jibou	85, ⁴⁴	11, ⁵²	0, ⁰¹
		4	Şimleul-Silvaniei . .	49, ³²	41, ⁴⁰	0, ¹⁶
		5	Ţaşnad	54, ⁷¹	38, ⁵⁵	0, ²⁴
		6	Zălan	66, ³⁸	30, ⁵⁵	0, ⁰¹
15	Sătmar	1	Arded	53, ¹¹	14, ¹⁰	29, ⁶⁷
		2	Baia-Mare	26, ³⁰	8, ²²	0, ⁰¹
		3	Carei-Mari	33, ⁰⁵	26, ⁰¹	36, ²⁶
		4	Oaşin	61, ⁴⁵	14, ¹⁶	—
		5	Sătmar	49, ⁶⁰	34, ⁸⁴	10, ⁴⁴
		6	Seini	78, ⁹⁵	10, ⁸⁵	3, ²⁴
		7	Şomcuta Mare . . .	87, ⁶⁵	5, ⁵⁷	3, ⁶⁰
		8	Ugocea	56, ⁵¹	28, ⁸⁸	4, ⁴⁵
16	Sibiu	1	Clenădic	77, ⁰⁶	1, ⁴⁵	19, ⁵⁵
		2	Mercurea	75, ³⁷	0, ⁸⁸	22, ⁴³
		3	Nochrich	59, ⁹⁷	2, ⁸¹	31, ⁵⁸
		4	Sebişul Săsesc . . .	86, ⁶⁷	0, ²⁴	12, ⁰⁸
		5	Sălişte	98, ⁷⁷	0, ²⁸	0, ⁶⁶
		6	Sibiu	46, ⁴²	0, ⁶⁰	48, ¹⁰

Oo.	Département		Arrondissement	Roumains %	Magyars %	Allemands %
17	Solnoc-Dobâca . .	1	Beclean	71, ¹⁹	18, ³⁴	4, ⁰⁵
		2	Cheuchis	70, ⁰⁴	21, ⁷⁵	0, ⁷⁰
		3	Ciachi-Gârbov . .	94, ⁵⁶	2, ²⁸	0, ⁰⁰
		4	Dej	79, ¹⁹	14, ⁹⁹	0, ⁰¹
		5	Gherla	75, ⁰³	22, ³⁸	0, ⁰²
		6	Ileanda Mare . . .	94, ⁴⁸	1, ⁰⁶	0, ⁰¹
		7	Lăpuşul-Unguresc .	82, ⁸⁶	12, ⁰⁹	0, ⁰²
		8	Mănăstur	93, ⁸⁹	0, ⁶¹	0, ¹³
18	Târnava-Mare . .	1	Agnita	54, ⁸⁶	3, ⁰²	41, ⁶⁹
		2	Cincu-Leara	53, ⁸⁶	6, ¹⁷	39, ⁷⁰
		3	Cohalm	48, ⁰⁵	22, ³⁹	29, ⁰⁰
		4	Mediaş	44, ⁸⁰	4, ⁹⁸	49, ⁰⁸
		5	Sighişoara	41, ²⁹	7, ⁶²	51, ⁰⁹
19	Târnava-Mică . .	1	Dicio-Sănmărtin . .	41, ⁶⁴	40, ¹⁷	12, ⁸⁶
		2	Husnsău	62, ⁰⁴	10, ⁹⁸	25, ⁸⁹
		3	Obaşfalău	42, ⁴⁰	36, ²⁰	19, ⁰⁰
		4	Sermut	69, ⁷¹	26, ⁸²	—
20	Timiş-Torontal . .	1	Aradul Nou	26, ¹⁰	6, ⁰¹	59, ⁸¹
		2	Buziaş	64, ⁷⁴	14, ⁸⁷	17, ⁰⁶
		3	Centrala	32, ⁴⁷	13, ⁴⁰	50, ⁹⁰
		4	Ciacova	57, ⁸⁰	8, ⁸⁴	31, ⁶⁸
		5	Deta	37, ⁰³	14, ⁰⁰	35, ¹⁸
		6	Grădişte	24, ¹⁴	3, ⁷⁰	60, ⁴⁷
		7	Lipova	60, ⁹⁴	4, ⁸¹	29, ⁸¹
		8	Modoş	24, ⁹⁰	17, ⁷⁸	32, ⁴²
		9	Recaş	53, ⁶⁹	12, ⁶¹	19, ⁴⁵
		10	Sănnicolaul Mare .	29, ¹⁶	5, ⁹⁵	43, ⁰³
		11	Vinga	31, ⁶⁷	12, ¹⁴	35, ⁴⁸
21	Trei scaune	1	Aita Mare	22, ⁸⁷	76, ¹⁷	0, ⁵⁸
		2	Chezdiu	7, ⁴⁰	92, ⁸¹	0, ¹²
		3	Covasna	16, ⁹²	61, ⁵³	0, ¹⁶
		4	Sf. Gheorghe	35, ⁸³	63, ⁷⁷	0, ⁰³
22	Turda-Arieş	1	Câmpeni	99, ⁶¹	0, ¹⁷	0, ⁰³
		2	Iara de jos	80, ⁹⁶	17, ⁸¹	0, ⁰⁷
		3	Ludoşul de Mureş . .	70, ⁷⁸	24, ¹¹	0, ⁰⁵
		4	Trăscău	77, ³⁰	22, ⁰²	0, ⁰⁴
		5	Turda	69, ⁶⁴	27, ⁴²	0, ⁰⁴
		6	Vinţul de sus	65, ⁶¹	33, ¹⁴	0, ⁰⁵

Par ce tableau, on constate que, sur un total de 152 arrondissements, les Roumains ont la majorité absolue dans 107, les Magyars dans 20 et les Allemands dans 5.

Sur 4.082 communes, qui forment la totalité des communes de Transylvanie, les Roumains ont la majorité absolue dans 2.918 (73.92 %), les Magyars dans 737 (18.02 %), les Allemands dans 266 (6.50 %), les autres nationalités dans 65 (156 %), comme il résulte du tableau suivant :

TABLEAU No. IV

Département	Le nombre des communes	A majorité absolue				A majorité relative			
		Rou- mains	Ma- gyars	Alle- mandes	Autres na- tionnalités	Rou- mains	Ma- gyars	Alle- mandes	Autres na- tionnalités
Alba de jos . .	174	157	12	3	1	—	1	—	—
Arad	216	186	18	5	—	2	1	2	—
Bihor	421	344	74	1	7	1	3	1	—
Bistrița-Năsăud .	97	65	4	25	1	2	—	—	—
Brașov	23	3	10	9	—	—	—	1	—
Caraș-Severin . .	358	302	6	19	27	2	—	2	—
Ciuc	63	6	56	—	—	—	1	—	—
Cojocna	238	192	41	3	—	—	1	1	—
Făgăraș	85	84	—	—	—	—	—	1	—
Hunedoara	425	417	5	—	—	3	—	—	—
Maramureș	56	42	3	—	7	2	—	—	2
Mureș-Turda . . .	204	81	110	3	—	5	5	—	—
Odorheiu	135	3	129	3	—	—	—	—	—
Sălaj	239	182	54	—	2	7	6	—	—
Satmar	221	163	29	16	—	7	6	—	—
Sibiu	86	62	—	19	—	4	—	1	—
Solnoc-Dobâca . .	312	285	19	2	—	4	1	1	—
Târnava Mare . . .	123	45	9	61	—	3	—	5	—
Târnava Mică . . .	116	60	32	21	—	2	—	1	—
Timiș-Torontal . .	241	115	14	76	18	10	1	5	2
Trei Scaune	101	10	90	—	—	1	—	—	—
Turda-Aries	139	114	22	—	—	1	2	—	—
	4.083	2.918	737	266	65	49	23	21	4
		93.92%	18.02%	6.50%	1.56%				

Parmi les 183.340 Juifs, il y en a 125.920 qui habitent les villes et seulement 58.420 dans les villages. Ils sont surtout répandus dans les départements de Maramures, où ils constituent les 23.85 % de la population, de Satu-Mare (7.46 %), Bihor (5.83 %), Bistrita-Nasaud (5.69 %) et Solnoc-Dobâca (5.26 %).

La supériorité de l'élément roumain est beaucoup plus grande aujourd'hui *qu'en 1922*, quand la statistique a été faite, et les Roumains forment une masse compacte sur tout le territoire de la Transylvanie, à l'exception de trois départements : Ciuc, Odorheiu et Trei-Scaune, où la masse prépondérante de la population est formée par les Sreklers. D'autre part, nous avons démontré que les Magyars sont au nombre de 1.305.753, soit 25.53 % et non 1.750.000, comme l'affirme lord Rothermere.

Relativement au nombre exact des Roumains mêmes, la statistique officielle hongroise reconnaît leur supériorité absolue (64). Des auteurs, comme le docteur Schmidt Tibolt, écrivait en 1917: « Dans notre pays (la Hongrie), le nombre des Roumains est de 2.949.000 habitants, *et, chose curieuse, la majeure partie des Roumains vit non en Transylvanie (proprement dite), mais dans les départements voisins de la Transylvanie* (65). Et, justement, ces départements où la masse de Roumains est la plus complète sont réclamés par

(64) Dr Schmidt Tibolt : Azolahok földrajzi elterjedése. Budapest 1917.

(65) Magyar Statisztikai Közlemények, 42 Kötet, Népszámlálás (le recensement de 1910, p. 6). Budapest.

lord Rothermere; qui veut les voir asservis à nouveau à la Hongrie.

Pour mieux se rendre compte de la vraie situation envisagée par la statistique précédente, nous annexerons la carte ethnographique faite par les Hongrois eux-mêmes en leur faveur; même d'ici, il ressort que les Roumains sont la race dominante en Transylvanie et le Docteur Schmidt Tibolt reconnaît que :

« En Transylvanie... le nombre relatif des Roumains augmente par suite de l'émigration des Hongrois et par suite de la diminution des naissances des Saxons (66).

(66) Dr Schmidt Tibolt : Op. cit.

CHAPITRE III

La réforme agraire en Roumanie et les optants hongrois de Transylvanie devant la Société des Nations

Dans ce chapitre, nous examinerons une affaire due à des divergences d'interprétation dans l'application des Traités de Paix, et qui pourrait mettre en péril la paix sociale de la Roumanie et, par suite, menacer la paix du monde. Le Conseil de la S. D. N., semble-t-il, ne veut pas tenir compte des circonstances qui ont imposé la réforme agraire en Roumanie et, dans sa session de mars, a décidé que les contestations des optants (1) à l'égard de la loi agraire roumaine, prévue par la Constitution de ce pays, seraient jugées par le Tribunal arbitral mixte qui n'a nullement compétence pour se prononcer sur cette loi, à moins de porter gravement atteinte à la dignité de la Roumanie en tant qu'Etat souverain. L'attitude de la Roumanie est nette dans cette affaire. Elle n'admet en aucune façon que

(1) On appelle « optants » ceux qui, aux termes du Traité de Trianon, avaient le droit d'opter pour la nationalité roumaine ou hongroise, et on appelle « optants hongrois » ceux qui ont opté pour cette dernière.

sa loi agraire soit critiquée et elle est décidée à résister de toute sa force pour la faire respecter, tant par la S. D. N. que par la Hongrie.

En somme, la Hongrie veut prouver que la réforme agraire, en Roumanie, a été faite seulement en vue de déposséder les optants hongrois de leurs propriétés situées en Transylvanie et veut démontrer aussi qu'il ne s'agit pas d'une expropriation pour cause « d'utilité nationale », comme l'affirme la Roumanie, mais, au contraire, d'une saisie et liquidation, « mesure de guerre », et comme telle entrant dans les prévisions de l'article 250 du Traité de Trianon. Tout le conflit tourne autour de la question de savoir si : la réforme agraire a le caractère d' « expropriation pour cause d'utilité nationale » ou non.

L'affirmative est soutenue par la Roumanie, la négative par la Hongrie. La question à résoudre est capitale, parce que si on admet la thèse roumaine, les conflits issus de cette réforme seront de la compétence des tribunaux nationaux roumains; autrement, si la thèse hongroise prévaut, ces conflits seront jugés par le Tribunal arbitral mixte roumano-hongrois institué à cet effet par le Traité de Trianon, article 239.

Voyons d'abord l'origine, ensuite les phases successives de cet incident.

L'origine de ce conflit remonte à avant-guerre.

En Roumanie, pays éminemment agricole, la question agraire a toujours été à l'ordre du jour, parce que 50 % des

« latifundia » étaient concentrés dans les mains de 5.385 grands propriétaires, alors que 920.939 paysans s'en partageaient 40 %, les 10 % restants étant constitués par des domaines moyens. La révolution de 1907, étouffée avec beaucoup de mal par le gouvernement de Bucarest, a été une démonstration *in extremis* des revendications de la population paysanne qui demandait « des terres ».

Le gouvernement roumain avait vu et compris l'importance de ces revendications et s'était préparé à faire une répartition du sol dès avant 1914 (programme du ministère Bratiano de septembre 1913). La Grande Guerre empêcha la réalisation de ce programme. Nous connaissons les événements douloureux qu'à cette époque la Roumanie a subis. Près de la moitié du pays a été envahie par les troupes allemandes. Le roi Ferdinand I^{er} et ce qui restait de l'armée roumaine ont été contraints de se retirer en Moldavie. En Russie éclata la Révolution qui amena le bolchevisme. On pouvait croire que l'armée roumaine serait contaminée par ce courant, étant donné sa situation désespérée et le courage amoindri de ses soldats.

Le roi Ferdinand s'empara de l'occasion pour fortifier leur foi dans la victoire des alliés et, le 22 mars 1917, lança le manifeste suivant :

« O vous, fils de paysans, qui avez défendu de vos bras et de votre poitrine le pays dans lequel vous êtes nés et avez grandi, moi, votre roi, je vous déclare que la grande récompense de la victoire, qui vous assure la reconnaissance

de toute notre nation, vous vaudra le droit de posséder la terre sur laquelle vous avez combattu dans une plus grande mesure que jusqu'à présent. On vous donnera des terres. Moi, votre roi, je serai le premier à donner le bon exemple. On vous concédera une plus grande participation aux affaires de l'Etat. »

C'est alors qu'on a procédé à la révision de la Constitution roumaine du 1^{er} juillet 1866 et l'article 19 fut modifié par le décret n° 721 du 19 juillet 1917 (2), donnant, sous le n° 1, une grande extension au terme « utilité nationale ».

« Pour cause d' « utilité nationale », on augmente l'étendue de la propriété rurale paysanne par l'expropriation des terrains cultivables dans la mesure et les conditions suivantes, dans le but de la vendre aux paysans et cultivateurs, de préférence aux paysans de cette catégorie mobilisés ou à leur famille, s'ils sont morts à cause de et pendant la guerre. »

La Constitution s'occupe aussi des modes de paiement des indemnités d'expropriation de la manière suivante :

« Le prix des terrains expropriés pour cause d' « utilité nationale » sera fixé en dernière instance par les Cours d'appel et son paiement pourra être effectué en titres de rente émis par l'Etat, amortissables, et portant un intérêt annuel de 5 %, leur valeur nominale étant considérée comme valeur réelle. »

(2) *Monitorul Oficial*, N° 93 din 20 iulie 1917.

Le 15 décembre (3), la loi de réforme agraire fut votée et, au fur et à mesure que l'autorité du gouvernement roumain s'établissait dans les nouvelles provinces, des lois complémentaires furent promulguées pour ces provinces : ainsi, en Transylvanie, la réforme agraire s'est effectuée par la loi du 20 juillet 1921 (4), modifiée par la loi de 1923 (5).

On a exproprié ainsi :

461.505 hectares de terres labourables.

97.335 — de prairies.

214.772 — de pâturages.

2.948 — de terres improductives.

776.560 hectares (6).

Il est remarquable que tous les propriétaires, quelle qu'ait été leur qualité ou leur nationalité, ont dû se soumettre à ces lois de salut public qu'étaient les lois agraires de Roumanie. La Couronne, l'Etat, les Eglises, les Couvents, les propriétaires roumains, russes, anglais ou français ont tous dû consentir à d'énormes sacrifices. Nul n'a protesté, sauf un petit nombre de propriétaires hongrois qui, avant la

(3) Pour l'ancien Royaume : Décret N° 3681 Monitorul oficial N° 214 du 15 déc. 1918.

(4) C. G. Rommenhoeller : La Grande Roumanie, sa structure économique, sociale, financière, politique et particulièrement ses richesses. La Haye 1926, Martinus Nyhoff.

(5) Louis Le Fur : Affaire des optants hongrois en Transylvanie, *Revue de droit international*, etc..., Genève, N° déc. 1927.

(6) Page 184-185.

guerre, possédaient la majeure partie des terres en Transylvanie (7).

Ils revendiquèrent une situation privilégiée, tant à l'égard des propriétaires étrangers que des Roumains eux-mêmes, et prétendirent que leurs biens devaient être exempts des mesures d'expropriation prévues par les lois agraires.

Voici l'origine du conflit entre la Roumanie et la Hongrie. D'autre part, le gouvernement hongrois affirma que l'extension aux territoires transylvaniens de la réforme agraire roumaine était contraire aux dispositions du Traité de Trianon.

Aux termes des articles 61 et 63 du Traité de Trianon, il est stipulé que les personnes ayant « l'indigénat » sur ces territoires, qui acquéraient de plein droit la nationalité roumaine, pourraient opter, dans un délai fixé par la loi, en faveur de la nationalité hongroise et que, en cette qualité « d'optants », la libre conservation des biens immobiliers qu'ils possédaient en Transylvanie leur serait garantie.

L'article 250 du Traité de Trianon exemptait *des saisies et mesures de liquidation* prévues par l'article 232 et l'annexe de la section IV les biens et intérêts des ex-sujets ennemis, « les biens, droits et intérêts des ressortissants hongrois ou de sociétés contrôlées par eux, situées sur les territoires de l'ancienne Autriche-Hongrie. »

Avant d'analyser le différend dans ses détails, il faut men-

Louis Le Fur : La réforme agraire en Roumanie et le conflit avec la Hongrie, *Bulletin mensuel de la Société de Législation comparée*, N° 10-12, oct.-déc. 1927.

tionner qu'en Hongrie, pendant la Grande Guerre, s'était répandu le bruit que, avec le rétablissement de la paix, des terres seraient données aux paysans dépourvus de sol cultivable, comme une récompense de la part de la nation en faveur des soldats qui avaient lutté sur les différents fronts. Le régime du comte Karolyi Michel a donné satisfaction, en principe, à leurs revendications et lui-même, qui était chef du gouvernement à cette époque, a mis tous ses biens (environ 10.000 hectares) à la disposition de la nation en vue d'être distribués entre les paysans. Au régime de la République Karolyi, en Hongrie, a succédé le régime soviétique de Béla-Kun, qui a affirmé, selon les principes bolchévistes, que la terre appartenait à celui qui la cultive. Ainsi des promesses avaient été faites en Hongrie même avant que la Transylvanie n'ait proclamé son indépendance à Alba-Julia le 18 novembre-1^{er} décembre 1918. Après le rattachement de la province à la mère patrie, les promesses faites aux paysans ont été réalisées par la loi agraire susmentionnée.

En Hongrie, avec le régime Horty, la question agraire a été résolue de la manière suivante : chacun des grands propriétaires a été obligé d'offrir sur son domaine un certain quantum des terres cultivables moyennant le prix courant en vue de satisfaire au désir des paysans d'une certaine catégorie; mais, en raison du prix élevé et de la mauvaise qualité des terres, personne n'en voulait acheter. Ainsi les autorités en ont conclu qu'en Hongrie il n'y avait

pas eu besoin de faire une expropriation de « Latifundia », parce que même les terres offertes bénévolement par les grands propriétaires restaient sans acquéreur.

La controverse née entre le gouvernement roumain et le gouvernement hongrois avait passé par des phases diverses :

1^{re} phase : Première instance devant le Conseil terminée par l'accord de Bruxelles :

Le 16 août 1922, le gouvernement hongrois adressa une protestation à la Conférence des Ambassadeurs au sujet de l'application de la réforme agraire aux « optants hongrois » de la part de la Roumanie.

La Conférence des Ambassadeurs répondit au gouvernement hongrois, le 31 août 1922, que :

« Les réclamations présentées par le gouvernement hongrois dans ses notes se réfèrent entièrement aux stipulations du traité entre la Roumanie et les principales puissances alliées et associées relativement aux minorités et doivent, conformément à ce traité, être adressées à la Société des Nations. La Conférence des Ambassadeurs a toujours estimé qu'elle n'avait pas à se prononcer sur des questions de ce genre (8).

Le gouvernement hongrois, réitérant sa réclamation, fut de nouveau invité par la Conférence des Ambassadeurs à

(8) La réforme agraire en Roumanie et les optants hongrois de Transylvanie devant la S.D.N. — Jouve 1924, p. 73.

s'adresser à la S. D. N. par la note du 27 février 1923, ce qu'il fit par une requête, le 15 mars 1923, à la S. D. N., dans laquelle, agissant en qualité de membre de la S. D. N., en vertu de l'article 11, § 2 du pacte, il appelait à titre amical l'attention du Conseil de la S. D. N. sur une circonstance qu'il jugeait de nature à affecter les relations internationales et qui menace par la suite de troubler « ...la bonne entente entre les nations dont la paix dépend ».

Dans sa session d'avril 1923, le Conseil entendit les représentants des gouvernements intéressés qui exposèrent chacun leur manière de voir.

La thèse hongroise :

Le représentant de la Hongrie déclara que les stipulations de la loi roumaine, relative à la réforme agraire en Transylvanie, étaient contraires à la disposition de l'article 63 du Traité de Trianon, selon lequel les personnes qui avaient opté pour la nationalité hongroise seraient libres de conserver les biens immobiliers qu'elles possédaient sur le territoire roumain. Il ajouta que le gouvernement hongrois ne contestait pas le droit du gouvernement roumain de procéder à une réforme agraire applicable à toutes les propriétés, mais qu'il était d'avis que certaines stipulations de la loi roumaine allaient au delà d'une réforme compatible avec les obligations internationales de la Roumanie (9).

(9) S.D.N., session d'avril 1923.

La thèse roumaine :

Le représentant de la Roumanie déclara que le programme d'une réforme agraire en Roumanie datait d'avant-guerre et que, malgré le préjudice très sérieux que l'exécution de cette réforme avait pu causer aux intéressés, le législateur roumain n'avait jamais visé qu'un seul but : l'exécution d'une réforme sociale sur la base d'une égalité parfaite de tous les éléments de la population. Le représentant de la Roumanie affirma qu'en ce qui concerne les stipulations de la réforme agraire particulièrement applicable en Transylvanie, ces stipulations tenaient compte de la situation de fait et n'étaient pas plus dirigées contre les personnes de nationalité hongroise, propriétaires de terres en Transylvanie, que contre tous les autres habitants de ce territoire; que les stipulations de la loi agraire roumaine n'étaient en rien contraires aux stipulations des traités, notamment à l'article 63 du Traité de Trianon qui, selon l'interprétation du gouvernement roumain, signifiait que *l'optant conserve ses droits dans le cadre de la propriété telle qu'elle est définie et réglementée par les lois de l'Etat souverain*. Dans ces conditions, conclut le représentant de la Roumanie, le Conseil n'avait aucune raison d'intervenir, puisqu'il s'agissait là d'une question que « le droit international laisse à la compétence exclusive de chaque Etat » (article 15 du pacte, alinéa 8).

Une proposition du représentant du Japon au Conseil à M. Adatei, tendant à demander sur la question un

avis consultatif à la Cour permanente de Justice Internationale, ne put être adoptée faute du consentement du représentant de la Roumanie, *qui ne crut pas pouvoir subordonner à une décision judiciaire le sort d'une réforme présentant une importance vitale pour son pays* (10).

Le Conseil chargea alors son rapporteur, M. Adatei d'engager des pourparlers avec les Hongrois et les Roumains en vue d'amener, si possible, un accord direct entre les deux parties et de préparer les éléments d'une nouvelle délibération du Conseil.

LES POURPARLERS DE BRUXELLES (27 mai 1923)

Les négociations eurent lieu à Bruxelles, où les représentants des deux Etats en litige se rencontrèrent le 27 mai 1923, en présence de M. Adatei, et leurs pourparlers furent consigné dans un procès-verbal où figurent les constatations suivantes :

« Il est admis, et les représentants hongrois ne le contestent pas, que le Traité ne s'oppose pas à une expropriation des biens des optants pour des raisons d'utilité publique, y compris les nécessités sociales d'une réforme agraire.

Il y a lieu de remarquer, et le représentant de la Hongrie ne le conteste pas, que la période d'absence prévue par la loi n'a pas coïncidé avec le délai fixé par le Traité. Il n'y a donc pas eu impossibilité légale pour les optants d'être

(10) La réforme agraire en Roumanie et les optants hongrois de Transylvanie devant la S.D.N. Jouve 1924, p. 56.

présents dans les territoires cédés pendant la période indiquée dans la loi agraire en Transylvanie (11) ».

Le procès-verbal de Bruxelles constatait donc l'accord des parties sur les points essentiels de cette controverse. L'accord relatif au montant et à la nature de l'indemnité d'expropriation restait en suspens.

Quelque temps après la clôture des entretiens de Bruxelles, le gouvernement hongrois, par une lettre adressée à M. Adatei le 12 août 1923 par l'intermédiaire du ministre des Affaires étrangères de Hongrie, fit savoir qu'il estimait que les négociations avaient échoué et en même temps désavouait son délégué qui avait assisté aux conversations de Bruxelles, parce que, était-il expliqué, ce plénipotentiaire s'était « laissé entraîner » à parapher une partie du texte du projet de résolution « dans des circonstances qui n'étaient pas aptes à assurer la mûre réflexion qu'aurait exigé l'extrême sérieux de l'acte » (12).

Ainsi, les pourparlers de Bruxelles échouaient à cause du gouvernement hongrois qui ne se solidarisait pas avec son plénipotentiaire, le comte Czaky, qui était dûment investi de pouvoirs illimités par son gouvernement. M. Adatei, à la session de juillet 1923, soumit ses conclusions relatives à cette affaire au Conseil, qui l'avait chargé de préparer les éléments d'une nouvelle délibération. Le Conseil approuva à l'unanimité. La Hongrie reprit la thèse qu'elle avait pré-

(11) Idem, p. 79 et suiv.

(12) Idem, p. 103.

cédemment soutenue : elle maintint sa proposition de soumettre le différend par un compromis d'arbitrage à la Cour permanente de Justice internationale (13).

Le délégué roumain, M. Titulescu, accepta la résolution du vote à l'unanimité et déclara s'en tenir à l'accord de Bruxelles, auquel il attribuait force obligatoire. Le comte Apponyi, délégué de la Hongrie, s'abstint; il déclara d'ailleurs que son gouvernement n'était pas insensible à l'appel à la conciliation adressée par le Conseil, mais qu'il n'y pouvait répondre sans réserve. Il ajouta que le gouvernement hongrois se réservait le droit « de faire ultérieurement telles démarches que les Traités et le Pacte de la S. D. N. lui permettent, afin d'obtenir justice pour ceux qu'il a le droit et le devoir de représenter (14). »

2° phase : La procédure devant le Tribunal arbitral mixte roumano-hongrois :

La prétention des optants fut reprise et leur demande fut formée cette fois-ci, à titre individuel, devant le Tribunal arbitral mixte (T. A. M.), en vertu de l'article 250 du Traité de Trianon, prétendant que l'application de la loi agraire roumaine constituait à leur égard une mesure de « liquidation » contraire aux dispositions de l'article 250. Ainsi, la prétention des optants ne reposait plus sur une violation de l'article 63 du Traité, qui garantit aux Hongrois de

(13) Idem, p. 115 et suiv.

(14) Idem, p. 185.

Transylvanie la libre propriété de leurs immeubles, mais sur l'article 250, interdisant la « liquidation » des biens des ressortissants hongrois.

Le gouvernement roumain considèrait comme close toute l'affaire par le vote du Conseil de la S. D. N., entérinant les accords de Bruxelles, et n'accepta le débat au fond et ne se fit représenter devant le T. A. M. que pour plaider l'incompétence de cet organe judiciaire cédé par le Traité de Trianon.

Le débat ainsi fut limité à la question de compétence.

Les plaideurs hongrois.

Pour affirmer la compétence du tribunal, les plaideurs hongrois s'efforcèrent de démontrer que l'expropriation des optants constituait « un moyen de liquidation » contraire aux dispositions de l'article 250, en vertu duquel le T. A. M. avait été saisi.

Le gouvernement roumain objecta que la liquidation, au sens de l'article 250, suppose une expropriation appliquée aux ennemis en tant que tels ; or, la loi agraire traite sur pied d'égalité Roumains et optants hongrois, ce qui exclue, avec la notion de liquidation, la compétence du T. A. M.

Les optants hongrois affirmaient que c'est en termes plus larges que devait être entendue cette notion de liquidation :

« La liquidation, selon eux, est toute atteinte au droit de propriété, en contravention des règles du droit international commun, sans qu'il y ait lieu de chercher s'il existe ou non parité de traitement entre nationaux et étrangers. »

Le T. A. M. demeurerait *ainsi compétent*, aux termes de l'article 250 du Traité, grâce à cette définition élargie de la notion de liquidation s'incorporant en quelque sorte dans cette dernière disposition.

Le tribunal consacra la thèse hongroise par un jugement du 10 janvier 1927 (15).

En présence de cette décision, le gouvernement roumain retira son arbitre, mettant ainsi le tribunal dans l'impossibilité de siéger pour statuer au fond.

3^e phase : *Deuxième instance devant le Conseil de la S. D. N.*

Le gouvernement roumain porta le conflit de nouveau devant le Conseil de la S. D. N., invoquant à son tour l'article 11, folio 2, du Pacte, et appelait, à titre amical, l'attention du Conseil sur les raisons qui l'avaient amené à retirer son arbitre du T. A. M.

Le représentant de la Roumanie, à la séance du 18 mars, exposa que son gouvernement avait procédé ainsi, pour marquer son intention de ne pas remettre en cause des questions définitivement résolues par les « accords de Bruxelles ».

L'immixtion injustifiée du T. A. M., dans un conflit réglé une fois pour toutes, ne pouvait, selon lui, qu'aggraver les difficultés résultant du refus du gouvernement hongrois de se conformer aux recommandations du Conseil.

(15) *Journal de Droit International*, 1927, p. 508.

La Hongrie, elle aussi, saisit le Conseil d'une requête dont l'objet se réduisait au « remplacement automatique » de l'arbitre roumain, dont l'absence rendait impossible le fonctionnement du T. A. M. Il invoquait, à cet égard, l'article 239 du Traité de Trianon, qui prévoit le remplacement, par le Conseil, des arbitres empêchés pour une raison quelconque (16).

Les deux requêtes respectives des deux gouvernements parurent assez graves et importantes pour motiver la désignation comme rapporteur de sir Austen Chamberlain, qui se fit adjoindre deux autres membres du Conseil, constituant ainsi le « Comité des Trois ».

Dans l'intervalle, entre les sessions de mars et celles de septembre 1927, les gouvernements adverses n'ayant pu se concilier, le rapport du Comité fut présenté au Conseil à la séance du 17 septembre 1927 (17).

(16) Art. 239 : Tr. Trianon. — « Un Tribunal mixte sera constitué entre chacune des puissances alliées ou associées, d'une part, et la Hongrie, d'autre part... Chacun de ces Tribunaux sera composé de trois membres, chacun des gouvernements intéressés désignera un de ces membres »... Le Président sera choisi à la suite d'un accord entre les deux gouvernements intéressés. « Au cas où cet accord ne pourrait intervenir, le président du Tribunal et deux autres personnes susceptibles l'une et l'autre, en cas de besoin, de le remplacer, seront choisies par le Conseil de la S.D.N. »... Si en cas de vacances, un gouvernement ne pourvoie pas dans un délai d'un mois à la désignation ci-dessus prévue d'un membre du Tribunal, un membre sera choisi par le gouvernement adverse, parmi les deux personnes mentionnées ci-dessus autre que le président »... *Annexe* : « F. 1° En cas de décès ou de démission d'un membre du Tribunal, ou si un membre du Tribunal se trouve pour une raison quelconque dans l'impossibilité de remplir ses fonctions' la procédure qui a été suivie pour sa nomination sera employée pour pourvoir à son remplacement.

(17) Procès-verbal c. 47^e session.

LE RAPPORT DE SIR AUSTEN CHAMBERLAIN (18)

Retrace dans ses grandes lignes l'histoire du litige et les tentatives faites pour le résoudre ; puis le « Comité des Trois » constate que :

Le Conseil ayant été saisi, en premier lieu, d'une requête présentée par la gouvernement roumain, s'appuyant sur l'article 11, § 2, et, en second lieu, par la demande du gouvernement hongrois, invoquant l'article 239 pour obtenir le remplacement de l'arbitre roumain, le Comité avait examiné le problème dans son ensemble.

D'après le Comité des Trois, la demande hongroise et la requête roumaine posent le problème de la compétence du T. A. M.

D'une part, le retrait de l'arbitre roumain serait justifié s'il était établi que le T. A. M. avait excédé sa compétence; d'autre part, la demande hongroise doit être accueillie, à la seule condition que le tribunal fonctionne dans les limites de sa compétence.

Or, dans la circonstance, l'étendue de cette compétence doit être appréciée dans le cadre unique de l'article 250 du *Traité de Trianon*, qui interdit la saisie et la liquidation prévues à l'article 232 des propriétés des ressortissants hongrois situées sur le territoire de l'ancienne monarchie austro-hongroise. Les *contraventions à ces dispositions, et elles*

(18) Rapport de Sir Austen Chamberlain c. 47^e session.

seules, c'est-à-dire les mesures de liquidation, saisie, etc..., relèvent du T. A. M. dans les termes de cet article.

Les applications de la loi agraire ne ressortissent donc pas comme telles à la juridiction arbitrale; elles n'en dépendent que dans les cas particuliers où elles constituent des liquidations, saisies, etc..., prévues par l'article 250.

Par suite, le Comité avait le devoir d'interpréter les termes du Traité. C'est ainsi qu'il a été amené à formuler, à la suite de l'avis unanime de six juristes éminents : Cecil Hurst (Angleterre), Fromageot (France), docteur Gauss (Allemagne), Pilotti (Italie), Sato (Japon), Rostworowski (Pologne), les trois propositions suivantes, qui exposent les principes dont l'acceptation du Traité impose l'observation aux gouvernements intéressés :

« 1° Les dispositions, réglant la paix à la suite de la Guerre de 1914-1918, n'excluent point l'application aux ressortissants hongrois (y compris ceux qui ont opté pour la nationalité hongroise) d'un plan général de réforme agraire.

« 2° Aucune inégalité ne doit exister entre Hongrois et Roumains, soit dans les termes de la loi agraire, soit dans la manière dont elle est appliquée.

« 3° Les mots « saisie et liquidation », mentionnés par l'article 250, lequel ne vise que les territoires cédés par la Hongrie, s'appliquent uniquement aux mesures prises contre la propriété d'un Hongrois dans les dits territoires et en tant que ce propriétaire est ressortissant hongrois. »

En conclusion, le Comité proposait au Conseil de faire les recommandations suivantes :

a) Inviter les deux parties à se conformer aux trois principes énumérés ci-dessus ;

b) Inviter la Roumanie à faire réintégrer son juge au T. A. M.

Ces principes exposés, le rapport suggère au Conseil les mesures à prendre, dans le cas où ses recommandations ne seraient pas suivies :

« *En cas de refus de la Hongrie*, le Comité estime que le Conseil ne serait pas justifié de procéder à la nomination des deux membres suppléants, conformément à l'article 239 du Traité de Trianon.

« *En cas de refus de la Roumanie*, malgré l'acceptation par la Hongrie des propositions ci-dessus, le Comité estime que le Conseil serait justifié à prendre les mesures nécessaires pour assurer en tout cas le fonctionnement du T.A.M.

« *Dans les cas de rejet par les deux parties à la fois des recommandations ci-dessus*, le Comité croit que le Conseil aura épuisé le rôle qui lui incombe en vertu de l'article 11 du Pacte. »

*L'attitude des gouvernements intéressés
devant les conclusions du rapport de Sir Austen Chamberlain.*

ATTITUDE DE LA ROUMANIE.

Elle a accepté les conclusions du rapport, a admis sans réserve la doctrine juridique du Comité des Trois et a promis

de compléter le T. A. M. pour assurer son fonctionnement, en conformité de ces principes, pour prouver son attachement aux idées de la S. D. N.

ATTITUDE DE LA HONGRIE.

Le rapport de Sir Austen Chamberlain se heurtait à une opposition acharnée de la part du comte Apponyi, représentant de la Hongrie. Selon lui, le Conseil de la S. D. N. excéderait sa propre compétence en se ralliant aux principes juridiques que le Comité des Trois avait cru devoir formuler, quant à la définition « de la mesure de liquidation » (19).

Il soutint que le Comité des Trois aurait déclaré sans droit que la loi agraire roumaine ne constituait pas une « mesure de liquidation ».

Partant d'une définition rigoureuse entre les sphères d'attribution du Conseil de la S. D. N. — organe politique — et celles qui appartiennent aux juridictions internationales — tels les tribunaux arbitraux mixtes et la Cour de Justice de La Haye — le comte Apponyi entreprit de démontrer que l'adoption des conclusions du Comité, par le Conseil de la S. D. N., consacrait un double empiètement de l'autorité politique sur l'autorité judiciaire.

A. — A l'égard du T. A. M., l'empiètement du Conseil se manifesterait de deux façons :

a) Le Conseil porterait atteinte « à l'autorité de la chose

(19) Discours du Cte Apponyi du 17 septembre 1927, C. 47^e session.

jugée » en s'arrogeant le droit de vérifier la compétence de cette juridiction, en s'érigeant en juge d'appel de la sentence rendue, solution qui violerait les dispositions du Traité de Trianon, aux termes desquelles les décisions des T. A. M. ne sont susceptibles d'aucun recours, les Hautes Parties, signataires du Traité de Trianon, ayant convenu de les considérer comme définitives (art. 239 g.).

b) Toute tentative d'imposer aux parties, et par suite au T. A. M., l'observation de principes qui constitueraient la loi applicable aux différends porterait atteinte à l'indépendance de la magistrature internationale; d'après le gouvernement hongrois, ce serait limiter la liberté de juger du T. A. M. que de lui dicter les principes juridiques suivant lesquels devraient être appréciées les demandes introduites par les optants hongrois contre le gouvernement roumain. Le Conseil ne peut, sans empiéter sur les attributions du T. A. M., enclore le débat dans le cadre des trois propositions juridiques dégagées par le rapport du Comité.

B. — L'attitude proposée au Conseil par le Comité des Trois constituerait, selon le comte Apponyi, une ingérence tout aussi caractérisée dans le domaine réservé à la Cour permanente de Justice internationale, laquelle est, en quelque sorte, le juge de droit commun en matière internationale ; c'est à elle seule qu'il appartient de dire le droit chaque fois qu'un autre tribunal n'est pas spécialement qualifié pour statuer sur un litige déterminé.

En résumé, pour toutes ces raisons, le Conseil de la

S. D. N., organe politique dépourvu de toute compétence juridique, se trouvait tenu, d'après le gouvernement hongrois, de se conformer aux principes suivants :

Il se trouvait tenu, aux termes de l'article 239 du Traité de Trianon, « de l'obligation péremptoire » de compléter, en cas de vacance, le T. A. M. en désignant le juge nécessaire au fonctionnement du tribunal.

Au cas où le Conseil de la S. D. N. écarterait cette première solution, il se trouverait dans l'obligation de communiquer, pour avis consultatif, les trois propositions du rapport du Comité à la Cour permanente de Justice internationale, de laquelle devrait dépendre la solution du litige.

Le Conseil de la S. D. N., à la suite de l'opposition du Délégué de la Hongrie, a ajourné l'arrangement définitif du litige à la session prochaine du Conseil (déc. 1927), mais l'affaire ne pouvait être examinée qu'à la session de mars 1928, à cause de la maladie de M. Titulesco, représentant de la Roumanie. Entre temps, les gouvernements respectifs ne pourraient se mettre d'accord pour arranger le litige par voie amiable entre eux, conformément à la recommandation du Conseil. C'est ainsi que l'affaire fut reprise à la session de mars du Conseil de la S. D. N.

4^e phase : Troisième instance devant le Conseil de la S. D. N., mars 1928.

Le Conseil de la S. D. N., réuni en séance publique dans sa session de mars, examina la question des optants hongrois

de Transylvanie. Le rapporteur de cette affaire, Sir Austen Chamberlain, après avoir retracé brièvement dans quelles conditions les précédentes recommandations (sept. 1927) du Conseil avaient été repoussées par la Hongrie, a reconnu que le Conseil n'a pas la possibilité d'imposer une décision; mais, cependant, on ne peut admettre qu'une question qui envenime les relations entre deux pays voisins reste pendante. Pour trancher le litige, Sir A. Chamberlain proposa d'adjoindre deux personnalités, appartenant à des pays neutres, au T. A. M., où la Roumanie réintégrerait le juge qu'elle avait retiré. Ainsi, les réclamations des propriétaires hongrois, expropriés par la loi agraire roumaine, seraient soumises à ce nouveau tribunal arbitral de cinq membres. Le Conseil adopta à l'unanimité la proposition de Sir Austen Chamberlain, qui fut renvoyée à l'examen des deux parties intéressées, en la leur recommandant solennellement.

ATTITUDE DU GOUVERNEMENT HONGROIS.

Le représentant de la Hongrie a déclaré que le gouvernement hongrois acceptait sans condition la résolution votée par le Conseil unanimement.

ATTITUDE DU GOUVERNEMENT ROUMAIN.

M. Titulesco déclara, au nom de la Roumanie, qu'il ne pourrait accepter la résolution prise par le Conseil qu'à condition que les deux juges neutres, qui seraient adjoints au T. A. M., soient liés par les règles fixées en septembre 1927 dans une recommandation du Conseil.

« Du moment, dit-il, que le Conseil a considéré comme étant dans son pouvoir de proposer l'adjonction de deux juges à un tribunal créé par le Traité, il a le droit de déterminer les conditions dans lesquelles ces juges diront le droit. »

Si cette interprétation n'était pas celle du Conseil, M. Titulesco serait dans l'obligation de refuser la solution proposée, parce que la Roumanie courrait un risque considérable en acceptant une solution judiciaire sans aucune garantie. M. Titulesco a ajouté que « la Société des Nations, en suivant le comte Apponyi, est devenue, pour plusieurs Etats, une source de richesses. Pour la Roumanie, elle a constitué une barre. Par exemple, nous nous étions imaginés que notre réforme agraire, faite pour sauver la propriété de l'Europe, serait la bienvenue : elle est devenue, ici, une source de critiques. »

Ensuite, M. Titulesco conclut que la Roumanie reste fidèle aux résolutions votées par le Conseil de septembre 1927. Le Conseil ne partagea pas l'opinion de M. Titulesco, aussi la Roumanie a-t-elle refusé la résolution du Conseil.

Le Conseil a voté ensuite la résolution suivante :

« Le Conseil, considérant que la meilleure méthode de régler le différend était une négociation amicale entre les deux parties, leur a recommandé cette méthode au mois de septembre 1927, en énonçant trois principes susceptibles, à son avis, de servir de base équitable à cette négociation.

« Constatant, toutefois, qu'une telle négociation amicale

n'a pas été possible entre les deux parties, le Conseil, tout en jugeant utile sa recommandation du 19 septembre 1927, et sans modifier sa manière de voir, consignée dans les procès-verbaux de ses délibérations, soumet unanimement à l'acceptation des parties la recommandation suivante :

« Le Conseil nomme deux personnes appartenant à des puissances restées neutres au cours de la guerre, afin que ces personnes soient adjointes au Tribunal arbitral mixte, tel qu'il est constitué en vertu de l'article 239 du Traité de Trianon, c'est-à-dire y compris l'arbitre roumain, qui serait réintégré par son gouvernement et afin que soient soumises à ce Tribunal arbitral de cinq membres les réclamations qui ont été introduites en vertu de l'article 250 du Traité de Trianon par des ressortissants hongrois expropriés par suite de l'application de la réforme agraire dans les territoires de l'ancienne monarchie austro-hongroise transférés à la Roumanie. »

Les deux parties ont accepté de transmettre les termes de cette résolution à leurs gouvernements.

L'affaire reviendra en juin devant le Conseil.

Pour conclure avec la question des optants hongrois, nous considérons comme très important de signaler les opinions des trois grands jurisconsultes : M. H. Berthélemy, membre de l'Institut, doyen de la Faculté de droit de Paris ; M. Louis Le Fur, professeur de droit international à la Faculté de droit de Paris, et M. Limburg, membre de la

délégation des Pays-Bas auprès de la S. D. N., sur les questions controversées qui se sont posées dans ce conflit.

M. H. BERTHÉLEMY (20).

Affirme que : « Le Conseil de la S. D. N. n'a aucunement l'obligation de procéder à la désignation des deux juges suppléants que sollicitent les Hongrois ; ce qui résulte de l'interprétation littérale de l'article 239 du Traité. »

D'autre part :

« Le gouvernement roumain ne peut pas se voir astreint à maintenir en fonctions un juge pour prononcer un arbitrage sur des litiges qui ne rentrent pas dans le compromis et ne sont pas de la compétence du T A. M. »

A l'affirmation de la Hongrie, prise sur les questions de compétence comme ayant force de chose jugée, M. Berthélemy répond que « seules ont la valeur de chose jugée par des décisions arbitrales les décisions portant sur des matières que le compromis accepté de part et d'autre les a chargées de trancher :

« C'est sur l'acquiescement des parties seulement que repose l'autorité des arbitres. Or, il est impossible de soutenir que les parties sont d'accord pour s'en remettre aux arbitres du soin de dire si la législation commune du royaume de Roumanie est ou non applicable aux ressortissants hongrois, propriétaires en Transylvanie.

(20) Consultation pour l'Etat Roumain, 10 nov. 1927.

« Aucun doute n'existe sur le sens de l'article 250; il ne présente aucune ambiguïté et ne prête à aucune controverse... » Les conditions dans lesquelles s'est effectuée la réforme agraire dans le royaume de Roumanie ne sont aucunement suspectes, que les mesures d'application des dites lois, également étendues aux Roumains et aux étrangers de toutes nationalités, n'ont rien de commun avec les dispositions prévues et interdites par l'article 250.

Entre les optants hongrois et le gouvernement roumain, aucun litige ne peut être soulevé qui rentre dans la catégorie des actes soumis à la connaissance du Tribunal arbitral mixte (T. A. M.).

M. LOUIS LE FUR (21).

Soutient que : La Roumanie, dans la question des optants hongrois, a le droit d'invoquer sa souveraineté, parce que le droit et le devoir de l'Etat est d'assurer le bien commun..., la règle de la paix par le droit ;

D'effectuer chez lui des réformes sociales dont souffrent certains citoyens ;

De voter une réforme agraire, laquelle entre dans la compétence du législateur roumain, fait reconnu par le gouvernement hongrois à deux reprises, dans ses notes de 1920 et 1922, à la Conférence de la Paix et au Conseil, tout

(21) La réforme agraire en Roumanie et le conflit avec la Hongrie : *Bulletin mensuel* de la Société de législation comparée, N° 10-12, oct.-déc. 1927.

ce à quoi il prétendait alors, c'est à l'égalité de traitement entre ses nationaux et les Roumains.

A l'affirmation de la Hongrie que la Roumanie a procédé à des liquidations déguisées des biens hongrois, M. Le Fur répond que : évidemment, la fraude vicie tout et il ne saurait suffire de qualifier un acte d'expropriation au lieu de liquidation pour le rendre inattaquable.

Mais la fraude ne se présume pas, elle doit être prouvée. Quand on a mis les défenseurs de la Hongrie sur ce terrain, ils se sont bornés à répondre que peu importait ici l'intention, le fait suffisait; or, ce fait, c'était la dépossession des optants hongrois.

Les optants hongrois, conformément à ce qu'avait réclamé leur gouvernement, ont été traités sur le même pied que les Roumains, affirme M. Le Fur, et à la seule question qui puisse se poser, à savoir si des mesures aussi draconiennes étaient nécessaires pour répondre, il suffit de se reporter à ce qu'était alors la situation dans tout l'est et le centre de l'Europe pour se rendre compte de la nécessité de cette réforme agraire.

M. LIMBURG (22).

Soutient que : 1° Le Tribunal arbitral mixte n'est compétent dans l'espèce que dans les limites de l'article 250, joint à l'article 232 du Traité de Trianon.

(22) Consultation accordée au Gouvernement Roumain le 15 octobre 1926, La Haye.

Cette compétence ne va pas au delà des questions de « saisie » et de « liquidation », bref, des questions de « mesures exceptionnelles de guerre ».

2° L'expropriation, à cause d'utilité publique ou sociale, n'est pas une « liquidation » ou une « mesure exceptionnelle de guerre », dans le sens des articles 232 et 250.

Un jugement, qui considérerait l'exportation à cause d'utilité publique ou sociale comme une « liquidation » ou une « mesure exceptionnelle de guerre », serait :

Contraire à la jurisprudence de la Cour permanente de Justice internationale; contraire à la genèse du Traité de Trianon.

3° Il serait contraire au sens des mêmes articles 232 et 250 si, pour éluder les dispositions de ces articles, on voulait introduire, sous l'étiquette de « expropriation », des mesures qui, en vérité, constituent une « liquidation » faite au détriment des optants hongrois.

4° Les lois sur la réforme agraire en Roumanie et, dans l'espèce, celle sur l'expropriation dans la Transylvanie, n'ont pas ce caractère d'une mesure de « liquidation », munie de l'étiquette de « expropriation », mais c'est une loi bonâ fide d'expropriation, loi qui est dure pour Roumains et étrangers tous les deux.

5° Il s'ensuit de ce qui précède que le T. A. M. hongrois-roumain n'est pas compétent de connaître de la requête Züld contre l'Etat roumain et des requêtes pareilles.

CHAPITRE IV

L'affaire des mitrailleuses de Saint-Gotthard

« Cette fois c'est l'institution de Genève qui en est cause. On pourra juger si oui ou non, en cas de crise, elle serait un instrument actif de paix ».

Jules CAMBON,
de l'Académie Française (1).

C'est l'exemple le plus récent d'atteinte grave portée par la Hongrie au Traité de Trianon; résultat, peut-on dire, de la propagande hongroise et rothermeriste, qui donne à comprendre que si la révision souhaitée par la Hongrie n'a pas lieu par voie « pacifique », les Hongrois seraient prêts à recourir aux dernières extrémités, dans un délai plus ou moins bref, à la violence même, pour tenter de réaliser leurs revendications, dénuées absolument de tout fondement et de base juridique et historique et contraire aux principes de la libre disposition des peuples d'eux-mêmes. Ce qu'il faut voir, c'est le résultat que cette affaire a eu dans toute

(1) Jules Cambon : La Hongrie et la Société des Nations, *La Revue des Vivants*, avril 1928.

l'Europe centrale et la méfiance générale qui en est résultée à l'égard de la Hongrie. La Petite Entente, sincèrement pacifique, qui entend respecter l'état de choses créé par les traités et désire rester fidèle au pacte de la Société des Nations, est presque périodiquement troublée par la Hongrie; en conséquence, elle doit prendre garde d'être toujours prête à toutes les éventualités pour défendre ses droits, étant donné qu'elle est le gardien de la paix en Europe centrale, de même que la France dans le monde entier.

La Petite Entente a toujours désiré sincèrement le maintien de la paix et la consolidation de l'Europe entière et a toujours fait des efforts pour seconder les efforts gigantesques de la France. *Envers sa voisine, la Petite Entente a les meilleurs sentiments et il ne dépend pas d'elle que ses relations avec la Hongrie soient normales.* En saisissant le Conseil de la S. D. N., la Petite Entente n'a pas la moindre intention d'accuser qui que ce soit au sujet de la contrebande de Saint-Gotthard. Elle veut que la lumière soit faite dans cette fâcheuse affaire, que la S. D. N. prenne des mesures de précaution pour l'avenir et, d'autre part, qu'elle applique les sanctions prévues par le Pacte de la S. D. N., tant contre les auteurs que contre leurs complices.

M. Titulesco, ministre des Affaires étrangères de Roumanie, parlant au nom des trois gouvernements de la Petite Entente avec une grande modération et une grande courtoisie, a fait, le 7 mars dernier, devant le Conseil qui examinait cette affaire, la déclaration suivante : « Si les Etats de

la Petite Entente ont agi, c'est en leur qualité de membres de la S.D. N.; ils n'ont pas, ce faisant, l'intention d'accuser quelqu'un, mais, bien au contraire, de servir l'intérêt général. C'est en prenant en considération la question de principe et le respect des traités, comme aussi en ayant la juste conscience des devoirs assumés par le Conseil de la S. D. N., qu'ils ont agi. C'est pour cette raison que nous avons rédigé la note adressée au Secrétaire général de la S. D. N., de façon à éviter tout conflit possible entre les Etats de la Petite Entente et la Hongrie et pour montrer que nous n'avons envisagé cette procédure qu'en ayant en vue le rôle que doit jouer le Conseil et le respect de ses devoirs et de ses droits (2). »

D'autre part, M. Marincovici, ministre des Affaires étrangères de la Yougoslavie et premier délégué au Comité de sécurité, a fait la déclaration suivante : « Dans la phase actuelle, il s'agit d'un incident qui concerne la Hongrie et la Société des Nations tout entière. L'attitude de la Hongrie soulève une question de principe qu'il n'est pas opportun de discuter du point de vue des Etats particulièrement intéressés dans l'affaire des mitrailleuses. Il est donc désirable que ce premier point soit tranché d'une façon objective, sans parti pris, mais avec la fermeté nécessaire pour sauvegarder l'autorité du Conseil de la S. D. N. C'est le devoir des puissances représentées au Conseil. En ce qui concerne le fait lui-même, qui a provoqué l'intervention

(2) *Le Temps*, 8 mars 1928.

des Etats de la Petite Entente, c'est au Conseil de décider de quelle façon il entend accomplir son devoir de contrôle. Une investigation est doublement nécessaire en raison des versions contradictoires et de l'inquiétude compréhensible provoquée dans toute l'Europe centrale par la possibilité d'armements clandestins qui, sans aucun doute, ne sont pas destinés à servir la cause de la paix (3). »

La Petite Entente, comme nous le voyons, a agi dans l'intérêt de la collectivité tout entière et pour la sauvegarde des traités existants que la Hongrie elle-même a reconnus et acceptés sans aucune réserve lorsqu'elle est entrée au sein de la S. D. N. sur sa demande. Voyons maintenant comment se sont passés les faits.

Le transport clandestin des mitrailleuses a été découvert par les autorités douanières autrichiennes, le 1^{er} janvier 1928, à la gare frontière austro-hongroise de Saint-Gotthard, village de Styrie, où la ligne de Graz à Budapest passe d'Autriche en Hongrie.

Cinq wagons avaient été expédiés de Vérone, au nom de « Commercia Universale di ferromento » à MM. Berkovitz frères, Now Mesto, Tchécoslovaquie. Le matériel qu'ils contenaient devait être envoyé par la voie Novo Mesto à Varsovie.

Avant de délivrer ces wagons aux agents hongrois, la douane autrichienne voulut s'assurer de la nature de leur chargement. Elle découvrit alors qu'il était constitué de

(3) *Le Temps*, 26 février 1928.

mitrailleuses. Les douaniers voulurent saisir les wagons incriminés, mais les autorités hongroises les firent emmener sous escorte militaire à Ratot (petit village de Hongrie).

Le gouvernement autrichien, à cette occasion, publia la note officieuse suivante relative à cette contrebande :

« L'Autriche n'a aucune raison d'empêcher le transit des armes sur son territoire, mais regrette que les expéditeurs italiens aient procédé à une fausse déclaration au sujet des mitrailleuses expédiées. Cela amènera un contrôle plus strict de la part des douaniers et ne facilitera pas les relations commerciales (4). »

Il faut remarquer que la Hongrie a voulu dégager sa responsabilité dans cette affaire et c'est ce que prouve sa note du 4 janvier 1928, ainsi conçue :

« Le 1^{er} janvier 1928, à la station frontière de Saint-Gotthard, les employés autrichiens constatèrent que cinq wagons d'un train provenant d'Italie et destinés à Varsovie, via Hongrie, contenaient des pièces détachées de mitrailleuses. Ils exigèrent le renvoi de ces wagons sur le territoire autrichien. Le chef de gare hongrois fut au contraire d'avis que, le convoi se trouvant sur le territoire hongrois, il convenait d'attendre la décision de l'autorité supérieure hongroise (5). »

La Hongrie essayait ainsi de mettre en cause la Tchécoslovaquie et la Pologne. Mais le gouvernement de Prague

(4) *Reichspost*, 3 janv. 1928 Wien.

(5) *Cesco-Slovo*, 3 janv. 1928.

démentait cette affirmation catégoriquement, de même que l'ambassade de Pologne à Paris (6). D'ailleurs, la Pologne et la Tchéco-Slovaquie, en ce qui concerne l'armement, avaient le droit de procéder ouvertement, parce que, à cet égard, elles ne se heurtaient pas à l'interdiction des traités.

Mais on ne comprend pas pourquoi les wagons incriminés avaient été dirigés sur la Hongrie, alors que ce n'était pas la voie directe, pour transporter des marchandises de Vérone à Varsovie.

Le chef de gare hongrois avait commis un abus de pouvoir manifeste et avait agi arbitrairement, parce qu'il n'avait pas le droit de saisir les cinq wagons incriminés, tant que le transit officiel de la part de la douane autrichienne n'avait pas été effectué avec toutes les formalités prévues et il n'était pas moins coupable que son gouvernement qui l'a approuvé et qui s'est obstinément refusé, une fois la supercherie découverte, à laisser repartir pour l'Autriche des marchandises dont il n'était pas le destinataire.

On a dit que c'était la huitième ou neuvième expédition de ce genre et ce fait a justement éveillé les soupçons des douaniers autrichiens (7).

Le journal de Prague, le *Cesco-Slavo* (8), confirme cette constatation, en disant que :

« Il y a assez longtemps que les feuilles hollandaises ont

(6) *Petit Parisien*, 4 janv. 1928.

(7) *Petit Parisien*, 26 janvier 1928.

(8) *Cesco-Slavo*, 3 janvier 1928.

signalé des chargements de munitions introduits en Hongrie sous une fausse déclaration. On aurait, en même temps, transporté, à titre de marchandise transitaire, à travers la Hongrie, des chargements de munitions, munis d'une adresse turque et destinés à Constantinople, mais qui, ne provenant jamais au destinataire, ont été déchargés avec l'assistance militaire dans les gares hongroises, pour être dirigés de là vers des dépôts de munitions. Ces informations hollandaises n'ont pas alors trouvé créance auprès du public européen. Or, la découverte faite à la frontière austro-hongroise d'une contrebande d'armes vient confirmer les informations antérieures et constituer en même temps, pour les puissances chargées de la sauvegarde de la paix, un avertissement les invitant à soumettre à un examen rigoureux la situation en Hongrie. Il faudra également mettre au clair quel est le fournisseur de ces armes pour qu'il soit définitivement mis un terme à des menées qui tiennent constamment en haleine les Etats voisins. »

Il est à remarquer que l'Autriche, jusqu'ici, a fait preuve de loyalisme et de sincérité et veillé, avec la plus grande vigilance, à l'application des traités de paix existants; c'est à elle que revient le mérite d'avoir découvert cette contrebande.

Suivant les déclarations faites par les employés ferroviaires hongrois au personnel autrichien (9), les wagons escortés à Ratot (village hongrois) avaient été soumis à un

(9) *Petit Parisien*, 26 janvier 1928.

examen détaillé de la part des officiers hongrois, ensuite déchargés puis rechargés avec un matériel tout différent. On a ainsi renvoyé, le 20 janvier, ces wagons à la frontière autrichienne avec du matériel inutilisable et on a pu constater alors que, au lieu de mitrailleuses complètes, se trouvaient, dans des caisses déplombées, des canons, des vieux fusils italiens et des pièces détachées de mitrailleuses anciennes provenant sans doute également de l'Italie. Les wagons, ainsi renvoyés à la gare de St-Gotthard, ne furent pas repris par les autorités douanières autrichiennes. Le gouvernement hongrois voyant qu'il ne pouvait pas empêcher les soupçons en disant que les cinq wagons avaient été gardés par les autorités autrichiennes, en voyant sa responsabilité en jeu, décida de détruire le contenu des wagons, malgré l'intervention de M. Tcheng Lo, président en exercice de la S. D. N., qui demandait, par un télégramme très courtois adressé à M. le comte Bethlen, de garder les cinq wagons intacts à la disposition de la S. D. N. en vue d'enquête.

La façon de procéder du gouvernement hongrois s'explique très bien si l'on considère que le chargement avait été complètement modifié et que, de ce fait, voyant très bien que toute la responsabilité de l'affaire lui incombait, il lui importait de sauver son prestige, au moins en apparence.

Les mitrailleuses furent détruites le 22 février et, selon le *Pesti Naplo* du 23 février, trente à quarante ouvriers participèrent à cette destruction, sous le contrôle du représen-

tant du gouvernement hongrois, le capitaine Hejjas, qui succomba des suites d'un accident survenu au cours de cette destruction.

La destruction des mitrailleuses fut très vivement commentée par la presse européenne et fit mauvaise impression à la S. D. N., qui vit, dans l'attitude de la Hongrie, une sorte de mépris à l'égard de Genève et, notamment, à l'égard du président en exercice, M. Tchéng Lo.

La presse européenne a commenté cette affaire de façons diverses, suivant ses intérêts et suivant les relations que leur pays entretenait avec la Hongrie.

Le *Giornale d'Italia* du 25 février, dans un article consacré à l'affaire des mitrailleuses, écrit :

« Il ne semblait vraiment pas qu'il fût nécessaire de révéler la tragique fragilité et l'inconscience de la S. D. N., surtout quand elle se met au service des petites coalitions turbulentes, par la grotesque intervention du ministre de Chine en faveur du militarisme franco-tchéco-yougoslave-roumain. La pression que les gouvernements de la Petite Entente voudraient encore exercer sur la Hongrie, en demandant la collaboration des principales puissances, est féroce et lâche : féroce, parce qu'elle se lance contre un pays désarmé ; lâche, parce qu'elle s'exerce avec le poids de quarante millions d'hommes de trois pays bien armés contre huit millions de citoyens hongrois.

« Il est inutile de dire que, dans cette honteuse comédie, toute l'Italie — peuple, journaux et, nous tenons à le dire

aussi, hommes du gouvernement — se solidarise avec la Hongrie. Avant d'être un devoir d'amitié, c'est un devoir de justice et d'honnêteté. »

L'attitude de l'Italie est nette et sa complicité dans cette affaire est presque certaine; son délégué, d'ailleurs, M. Scialoja, l'a prouvé à la session de mars du Conseil de la S. D. N. en essayant d'étouffer tout le scandale (10).

Tandis que le *Vorwaerts* écrit par contre :

« Le sentiment de solidarité des Etats vaincus et les appréhensions qu'on peut avoir sur le mécanisme des investigations ne doivent pas nous empêcher de conclure qu'il n'est pas possible à l'Allemagne de se solidariser avec la Hongrie. La violation du traité par la Hongrie est manifeste. Comme puissance membre du Conseil, l'Allemagne doit veiller à ce que les traités soient respectés aussi longtemps qu'ils existent. »

La vente des mitrailleuses à Saint-Gotthard.

La vente aux enchères des mitrailleuses saisies, qui a eu lieu le 24 février 1928 à Saint-Gotthard, s'est faite dans des conditions curieuses, sous la garde de douaniers, gendarmes et soldats, baïonnette au canon ; une montagne de caisses vides et plusieurs tas de ferrailles s'accumulaient dans les bâtiments de la petite gare et de la douane. Les boucliers et têtes mobiles avaient été coupés au chalumeau autogène et

(10) *Petit Parisien*, 8 mars 1928.

les canons tordus sur des enclumes. Mais on s'apercevait vite qu'il n'y avait aucune mitrailleuse complète et que les pièces les plus importantes manquaient totalement, ainsi que les viseurs et périscopes, peu d'extracteurs et percuteurs, deux mille têtes mobiles pour deux cents boucliers environ. Les mitrailleuses étaient du type en service dans l'ancienne armée austro-hongroise et provenaient des captures effectuées par les Italiens soit vers la fin de la guerre, soit à la fin de l'armistice (11). D'ailleurs, leur origine est controversée, le *Temps* (12) écrit, relativement à la provenance des mitrailleuses :

« Des représentants d'une usine Steyer se sont présentés dans les cercles parlementaires où ils ont fourni des explications sur l'origine des mitrailleuses de Saint-Gotthard. Ils ont déclaré que l'usine avait dû livrer à l'Italie et expédier à Vérone une partie des armes saisies par la Commission du contrôle. Des expéditions semblables ont encore eu lieu récemment. Ils ont ajouté qu'ils croyaient savoir que l'Italie avait tenté de vendre du matériel à divers pays. »

Au sujet des ventes aux enchères et des procédés hongrois, le *Temps* du 25 février écrit :

« Le 24 février a eu lieu, à Saint-Gotthard, la vente aux enchères de ce qui a pu subsister du matériel de guerre clandestin qui avait été retenu depuis près de deux mois. Le gouvernement a refusé d'accueillir la suggestion du Pré-

(11) *Petit Parisien*, 25 février.

(12) *Le Temps*, 26 février.

sident en exercice du Conseil de la S. D. N. de surseoir à cette vente. Il tombe sous le sens commun que toute autre chose est de procéder à l'examen d'un chargement d'un matériel de guerre clandestin dans des wagons intacts, aux mains d'un gouvernement dont la responsabilité est engagée, que d'examiner le matériel rendu inutilisable, bien que le comte Bethlen, dans la dernière partie de sa réponse, annonçait que son gouvernement ne manquerait pas de prier les acquéreurs de laisser sur place les objets qu'ils auraient acquis. Il eut été plus politique, de la part du gouvernement hongrois, d'accéder franchement à la demande de surseoir à la vente elle-même. Le refus d'accueillir cette suggestion est grave, car elle témoigne d'une singulière méconnaissance de l'autorité morale de la S. D. N. Il est difficile de corriger l'impression pénible produite par la décision du gouvernement hongrois de passer outre à la demande formulée en termes si discrets par le Président en exercice de la S. D. N.

« Dans sa réponse, le comte Bethlen a fait observer que le règlement relatif à l'exercice des droits d'investigation ne prévoit aucune disposition dans des cas comme celui-ci ; même du point de vue hongrois, l'argument n'est pas très heureux. Le Conseil a certainement le devoir d'intervenir dans le sens de la conciliation partout où surgit un incident de nature à mettre la paix en péril. Quant au droit d'investigation, si les règles ne sont pas suffisamment souples pour tous les cas pouvant se produire, il importe de les compléter au plus vite, car la pire des choses serait de pouvoir constater

que la S. D. N. n'est pas en état d'user utilement des pouvoirs qui lui ont été confiés le jour où les commissions interalliées du contrôle militaire ont été supprimées; il importe grandement à la sécurité de l'Europe qu'il soit démontré par une expérience décisive que le droit d'investigation n'est pas une garantie illusoire. »

Démarche de la Petite Entente auprès de la Société des Nations (13)

La démarche des Etats de la Petite Entente auprès du Conseil de la S. D. N., au sujet des cinq wagons de mitrailleuses introduits clandestinement en Hongrie, le 1^{er} janvier 1928, à la gare frontière austro-hongroise de Saint-Gotthard, eut lieu le 1^{er} février 1928. Les délégués permanents de la Petite Entente près de la S. D. N. : MM. Fotich (Yougoslavie), Veverka (Tchécoslovaquie) et Comnene (Roumanie), remirent des notes séparées, mais identiques, à Sir Eric Doumond, secrétaire général de la S. D. N.

Le sens général des notes de la Petite Entente peut être résumé de la manière suivante. Les trois Etats rappellent :

1° La décision du Conseil en date du 11 décembre 1926 qui précise les règles d'après lesquelles s'exerce le droit d'investigation de la S. D. N.

2° L'application des dites règles déterminées par le Conseil en septembre 1924. En vertu des documents, ils trans-

(13) *Le Temps*, 2 février 1928.

mettent au secrétaire général de la S. D. N. un mémorandum exposant l'incident de la gare de Saint-Gotthard.

Les Etats de la Petite Entente déclarent qu'ils considèrent dans l'intérêt commun que la lumière soit faite sur cet incident, qui leur semble de nature à compromettre la confiance publique dans la valeur réelle des traités internationaux.

Dans ces conditions, les Etats de la Petite Entente attirent l'attention du Conseil sur les conséquences qui pourraient résulter de cet incident. C'est pourquoi ils font appel au droit et au devoir du Conseil d'intervenir dans cette circonstance et aussi de prendre les mesures nécessaires, suivant les décisions antérieures du Conseil et suivant les stipulations du Traité de Trianon, article 114 et article 118, en ce qui concerne le désarmement de la Hongrie.

Pour ces raisons, les Etats de la Petite Entente prient le Secrétaire général de la S. D. N. d'inscrire cette affaire à l'ordre du jour de la session du Conseil, qui est convoqué pour le 5 mars 1928, à Genève.

POUVOIR DES COMMISSIONS D'INVESTIGATION

Chapitre I^{er}. — I. Les Commissions d'investigation, dans les limites des programmes arrêtés dans chaque cas par le Conseil de la S. D. N., auront le droit et le devoir d'étendre leurs investigations en vue de constater les faits pertinents à toutes les questions inscrites dans ces programmes et, notamment, elles seront autorisées à prendre toutes mesures qu'elles jugeraient nécessaires ou opportunes pour s'assurer:

a) Que le recrutement, l'organisation, l'effectif et les armements de l'armée, etc., sont conformes aux dispositions existantes du Traité de Paix correspondant ;

II. — La Commission d'investigation et les sous-commissions ou groupes auront la faculté de se rendre sur tous les points du territoire de l'Etat soumis à l'investigation, etc.

Chapitre II. — a) Le gouvernement désignera un ministre ou un département ministériel auquel pourront être adressées toutes les communications relatives aux investigations prescrites par le Conseil de la S. D. N. ;

b) Le ministre désigné fournira à la Commission tous les renseignements ou documents que lui demandera la Commission, en vue de s'assurer que les clauses de démilitarisation, ainsi que les clauses militaires nouvelles ou anciennes du Traité correspondant sont observées ;

c) Un officier de l'armée ou de la marine ou un représentant du ministère seront attachés à la Commission d'investigation.

Cette démarche de la Petite Entente constitue la première tentative pour appliquer la procédure très précise que M. Briand avait fait accepter par le Conseil en décembre 1926.

« La décision d'envoyer en Hongrie une commission éventuelle d'investigation doit être prise par le Conseil de la S. D. N. statuant à la majorité des voix. »

*Précisions relatives aux règles du droit d'investigation
adopté d'après le rapport de M. Benès par le Conseil, le
11 décembre 1926.*

1. — Le Conseil de la S. D. N., statuant à la majorité, décide, conformément à l'article 213 du Traité de Versailles, s'il est nécessaire, dans un cas donné, de procéder à une investigation et il en spécifie alors l'objet et les limites. Les Commissions d'investigation agissent sous l'autorité et sur les instructions du Conseil, statuant à la majorité.

2. — Dans le but de rendre possible une investigation efficace, la Commission s'adressera au représentant désigné par le gouvernement allemand ou à ses mandataires, qui devront procurer sans délai l'assistance de l'autorité administrative, judiciaire et militaire compétente ; d'après la législation allemande, il sera alors procédé contradictoirement aux recherches et constitutions que la Commission jugera utile, dans les limites de sa mission.

3. — L'interdiction de faire partie des commissions d'investigation, interdiction prévue pour les ressortissants des Etats soumis à l'exercice du droit d'investigation, doit s'entendre en ce sens que les ressortissants de l'Etat, sur le territoire duquel il est procédé à une investigation, ne doivent jamais faire partie de la Commission procédant à cette investigation.

4. — Les précisions des articles 1, 2, 3 s'appliquent naturellement dans le cas des articles 143 du Traité de Trianon, etc.

L'organisation du droit d'investigation (voir décisions successivement prises par le Conseil, le 27 septembre, 28 octobre, 9 décembre, 10 décembre, 11 décembre 1924).

Le président de la Commission éventuelle d'investigation en Hongrie, déjà désigné par le Conseil, est le général anglais Clive.

Au moment où le contrôle interallié en Hongrie a été levé, en juin 1927, M. Briand, président de la Conférence des Ambassadeurs, attira l'attention du Conseil sur le fait que la Hongrie n'avait pas encore modifié sa législation relative au recrutement militaire de façon à la rendre conforme aux stipulations du Traité de Trianon. Partie V (p. 50), intitulée :

CLAUSES MILITAIRES NAVALES ET AÉRIENNES

lesquelles s'expriment ainsi en ce qui concerne notre matière

« En vue de rendre possible la préparation d'une limitation générale des armements de toutes les nations, la Hongrie s'engage à observer strictement les clauses militaires, navales et aériennes ci-après :

ART. 104. — Le nombre total des forces militaires dans l'armée hongroise ne devra pas dépasser 35.000 hommes, y compris les officiers et les troupes des dépôts.

ART. 111. — Les élèves et les cadres compteront sur les effectifs fixés dans l'article 104.

ART. 114. — Les approvisionnements de munitions à la disposition de l'armée hongroise ne devront pas dépasser

ceux fixés dans le tableau V, annexé à la présente section. Dans les trois mois qui suivront la mise en vigueur du présent traité, le gouvernement hongrois déposera le surplus de l'armement et des munitions existant actuellement dans les lieux qui lui seront notifiés par les principales puissances alliées et associées.

Aucun autre approvisionnement, dépôt ou réserve de munitions, ne sera constitué.

Chapitre IV. — ART. 118. — L'importation en Hongrie d'armes, de munitions et matériel de guerre de toutes sortes est formellement interdite. Il en sera de même de la fabrication d'armes, de munitions et de matériel de guerre de toutes sortes à destination de l'étranger et de leur exportation.

TABLEAU V

Minimum d'armement et d'approvisionnement en munition autorisé

MATÉRIEL	Quantité pour 1.000 hommes	Quantité de munitions par armes, fusils, canons, etc.
Fusils ou carabines (1)	1.450	500 coups
Mitrailleuses lourdes ou légères .	15	10.000 —
Mortiers de tranchée légers	2	1.000 —
— — moyens . . .	»	500 —
Canons ou obusiers de campagne ou de montagne	3	1.000 —
(1) Les fusils ou carabines automatiques sont comptés comme mitrailleuses légères.		
NOTA. — Aucun canon lourd c'est-à-dire d'un calibre supérieur à 105 ^m / _m n'est autorisé.		

Traité de Trianon.

L'Affaire devant le Conseil de la S. D. N.

Le Conseil de la S. D. N., dans sa session de mars dernier, s'est occupé de l'affaire des mitrailleuses introduites clandestinement en Hongrie, et qui a fait l'objet de la plainte des trois puissances de la Petite Entente.

Le Conseil, après avoir examiné sommairement l'affaire, adopta la proposition. Sir Austen Chamberlain décida la constitution d'un comité de trois juristes chargés d'examiner les documents relatifs à l'affaire des mitrailleuses et de soumettre au Conseil les conclusions quant aux suites à donner à cet incident, que l'attitude pour le moins imprudente du gouvernement de Budapest a singulièrement compliquée. Le Comité des Trois était composé des représentants : des Pays-Bas, M. Beelaerts Van Blokand; du Chili, M. Villegas, et de la Finlande, M. Procope, c'est-à-dire des délégués des trois Etats qui ne sont intéressés à aucun titre à la situation de l'Europe Centrale. On peut avoir confiance dans la volonté de ce comité pour faire la pleine lumière sur les faits et veiller à la sauvegarde de l'autorité morale de la S. D. N.

Ce qui eut pu survenir de pire pour le prestige de l'institution internationale de Genève, c'est que le Conseil eût voulu étouffer toute l'affaire. Par la désignation d'un comité chargé d'examiner les pièces du dossier, une telle éventualité est maintenant écartée.

Le Comité des Trois devait faire un rapport au Conseil

sur l'ensemble des faits; il faudra bien aller au fond des choses, vider l'abcès et établir les responsabilités.

L'Examen du dossier par le Comité des trois et sa solution momentanée

Le Comité a constaté, en examinant le dossier de la Hongrie, que les pièces soumises à l'examen par le gouvernement de Budapest ne fournissent aucune indication en ce qui concerne l'origine exacte et la véritable destination des wagons incriminés et cette lacune mérite une enquête spéciale.

Dans son rapport sommaire sur le dossier qui lui a été envoyé, le Comité des Trois reconnaît l'importance de l'affaire des mitrailleuses et la nécessité de l'élucider complètement, par tous les moyens appropriés.

Le Comité n'a pu se former un jugement définitif, car il lui manquait un certain nombre de pièces nécessaires. En conséquence, il continuera son instruction et se réunira aussitôt que possible, dès que le dossier sera complété comme il le désire. Il pourra alors envoyer sur place, pour enquête, des techniciens appartenant aux organismes de la S. D. N.

Le représentant de la Hongrie a tout de suite remarqué que la présence des enquêteurs sur son territoire était tout à fait inutile, mais il n'osait pas s'opposer à la décision du Conseil adoptée unanimement. Ainsi, le rapport défi-

nitif du Comité est renvoyé pour la prochaine session du Conseil de la S. D. N., qui aura lieu au mois de juin.

Sans doute, cela équivaut à l'ajournement du règlement de l'incident qui s'est produit, il y déjà plus de trois mois, mais cette procédure est assez logique si l'on veut éviter de graves complications au sein même du Conseil de Genève.

Les avantages de cette procédure sont d'assurer le fonctionnement régulier d'un organisme qui a qualité pour agir entre les deux sessions du Conseil et d'assurer la continuité d'une enquête approfondie qui pourra se poursuivre au besoin par l'envoi, sur place, des experts.

Le Comité des Trois se propose d'examiner la question capitale des mesures conservatoires à prendre dans des cas analogues et se réserve de soumettre au Conseil des propositions dans cet ordre d'idées.

En adoptant le rapport du Comité, le Conseil de la S. D. N. est allé aussi loin qu'il lui était possible d'aller dans l'état présent des choses.

Dans les conditions où il se trouvait saisi et dans les circonstances créées par la lutte des influences à Genève, en ordonnant une intervention immédiate de caractère militaire, on se fut sans doute heurté à de graves difficultés de principe et de fait de la part de quelques puissances, notamment l'Angleterre, l'Italie, l'Allemagne, qui estimaient qu'il n'y avait pas lieu d'intervenir.

Le rapport du Comité, adopté à l'unanimité par le Conseil, non seulement sauvegarde le principe de l'enquête, mais

insiste sur la possibilité de poursuivre éventuellement cette enquête sur place, ce qui aurait la couleur d'une investigation véritable sur un point clairement défini.

Les représentants de la Petite Entente ont fait des déclarations analogues quant au fond de ce rapport. Le représentant de la Roumanie a déclaré accepter le rapport en attirant l'attention du Conseil sur toute l'affaire soumise au Conseil aux fins d'investigation. Il a exprimé l'espoir que le Conseil ferait son possible pour élucider l'affaire et prendre toutes mesures en vue de sauvegarder la paix. Le représentant tchécoslovaque a souligné une fois de plus l'intérêt général de la question. Il a constaté que le Comité avait été de cet avis. Il y a dans la documentation des lacunes considérables qu'il faudra combler. Il a manifesté l'espoir que le Comité ne négligerait aucun moyen pour élucider l'affaire. En cette matière, l'autorité du Conseil est nécessaire au développement du sentiment de sécurité.

A son tour, le représentant de la Yougoslavie a souligné lui aussi que la question avait un intérêt général; c'est donc au Conseil de la S. D. N. qu'incombe la responsabilité de régler la question.

C'est ainsi que cette fâcheuse affaire a été résolue pour le moment. Les milieux politiques de la Petite Entente ont vivement commenté cette solution et, à cet égard, se trouve justifiée la déclaration de M. Jules Maniu, leader du parti, qui d'ailleurs exprime l'opinion de toute la Roumanie, sans aucune nuance de parti politique paysan.

« Le changement brusque de l'attitude du Conseil prouve que l'opinion européenne, même dans les Etats amis, favorise davantage les anciens ennemis. L'attitude de la S. D. N. dans l'affaire des mitrailleuses est une preuve éloquente de ce changement. Dans cette affaire de contrebande d'armes, la Hongrie a violé le traité de paix. Le comte Bethlen a prononcé le 4 mars, à Debreczen, un discours où il a déclaré que la Hongrie veut la révision des traités et des frontières, sans cela, point de paix, a-t-il dit. Il a ajouté qu'en procédant à la vente des mitrailleuses, la Hongrie était dans son droit.

« A cette provocation directe, le Conseil n'a rien répondu. Il a seulement désigné une commission afin d'examiner la question, sans réprouver la contrebande ni les discours provoquants du comte Bethlen. »

D'autre part, le *Pax* du 16 mars se demande quel sera le sort de la Commission d'enquête que le Conseil de la S. D. N. a nommé après bien des hésitations.

Si l'on s'en tient aux considérants des décisions prises, on constate avec regret que le Conseil a déclaré qu'il ne pouvait, en tout état de cause, statuer sur la demande d'enquête en Hongrie formulée par la Petite Entente, les pièces essentielles du litige ne lui ayant pas été fournies par le Gouvernement de Budapest.

Cette constatation est capitale et éclaire d'une lumière un peu plus vive qu'on ne le voudrait peut-être les suites logiques de cette affaire, car, de deux choses l'une : ou bien

les pièces en question seront effectivement fournies, ou bien elles ne le seront pas.

Si ces pièces ne sont pas fournies, la Commission d'enquête ne pourra remplir sa mission, et le Conseil, dont on ne peut en l'espèce attendre un acte d'autorité, sera, outre le ridicule de sa situation, contraint et forcé de renoncer à sa timide tentative de police internationale.

Par contre, si les pièces du litige sont fournies, la situation ne sera pas améliorée. Bien au contraire, c'est encore de deux choses l'une : ou bien ces pièces seront d'une valeur insignifiante, et la Commission d'enquête s'évanouira sous les quolibets hongrois, ou bien elles seront d'une valeur certaine, grave, ou très grave, et la Commission d'enquête n'aura pas les capacités suffisantes pour remplir sa mission.

Il n'y a, d'ailleurs, aucune inquiétude à avoir à ce sujet.

La principale pièce à conviction était le capitaine commandant le détachement de gendarmerie, qui a constaté la fraude à Saint-Gotthard. Or, malheureusement, le pauvre officier est mort des suites de la commotion cérébrale que lui a valu sa pénible mission.

Sera-t-il plus heureux pour les autres pièces à conviction ?

Il n'y aura plus ni Conseil, ni S. D. N., si l'on tolère qu'un membre de la Société bafoue le Conseil et le Pacte en violant une des clauses essentielles des Traités de Paix. Or, dans l'espèce, le Gouvernement hongrois, dont ce n'est pas le premier exploit, s'est moqué de ces clauses. Il est

nécessaire de constater comment, avec quelles complications, par quels trucs, cette fraude a été exécutée (14).

Nous avons exposé dans tous ses détails l'affaire de contrebande des mitrailleuses hongroises, mais reste à savoir quel sera le résultat de l'enquête du Comité des Trois et ensuite quelles mesures va prendre la S. D. N. Son autorité est en jeu ici, comme l'a bien fait remarquer M. Jules Cambon, de l'Académie française. Avec les précisions formulées dans leur demande, les Etats de la Petite Entente ont engagé toute la responsabilité de la S. D. N. en considérant l'incident au point de vue de la Société tout entière et non pas comme un différend entre eux et la Hongrie. La S. D. N. est donc obligée de donner son avis et de prendre les mesures que bon lui semblera ; ainsi, indirectement, est posée la question de sa dignité et de son autorité, qui ne peut supporter aucun échec sans prouver à l'opinion publique mondiale son impuissance et sa valeur illusoire.

La Hongrie a violé manifestement le Pacte de la S. D. N. approuvé par elle-même ; la conséquence logique serait d'appliquer les sanctions prévues en pareil cas.

D'autre part, il y a une difficulté insurmontable dans cette affaire parce que les représentants de l'Angleterre, de l'Allemagne et de l'Italie, malgré leur désir de voir s'affirmer l'autorité de la S. D. N., ne veulent admettre aucune investigation en Hongrie, parce qu'ils ne veulent pas créer des

(14) Jules Cambon : La Hongrie et la Société des Nations, *La Revue des Vivants*, avril 1928.

précédents qui pourraient se retourner contre eux aussi le cas échéant. Surtout l'Allemagne, qui est liée, en ce qui concerne son armement, par les dispositions du Traité de Versailles.

Le représentant de la France, au contraire, considère comme un devoir impérieux l'intervention efficace de la S. D. N., et M. Briand a essayé de convaincre le Conseil que l'absence d'une décision dans cette affaire va diminuer considérablement l'autorité de la S. D. N.

Mais l'intervention de la S. D. N. ne peut être efficace à notre sens. En effet, l'enquête qui doit avoir lieu en Hongrie à ce sujet, d'après le communiqué fait le 13 avril par le secrétariat de Genève, ne peut se faire que dans un lieu désigné nominativement et limitativement. C'est ainsi que les enquêteurs, qui se sont rendus à la station de Saint-Gotthard, sur la frontière austro-hongroise, *n'ont pas le droit de se rendre ailleurs*. Comment sera-t-il possible alors de tirer au clair les bruits de substitution de matériel répandus en Autriche, s'ils ne peuvent se rendre à la station Ratot, où le changement a été fait.

Il aurait été désirable aussi de voir la Commission se faire ouvrir quelques archives intéressantes du ministère de la Guerre et des Transports hongrois. Rien de cela.

C'est une grande brèche faite dans tout le mécanisme de l'investigation et demain nous verrons les autres Etats se livrer à de pareilles aventures que la Hongrie.

Ainsi, l'impuissance de la Société des Nations est prouvée.
Alors c'est aux Etats intéressés qu'incombe le devoir de
prendre les mesures qui leur semblent bonnes.

CONCLUSIONS

Il résulte de tout ce qui a été exposé jusqu'ici que l'idée de la révision, loin d'apporter la paix souhaitée parmi les peuples de l'Europe centrale, va être, au contraire, la source de nouveaux mécontentements beaucoup plus intenses et de conséquences beaucoup plus graves. Or, quel est le but des institutions créées par les récents traités de paix, où tendent les efforts des hommes d'Etat bien intentionnés de tous les pays; quelles sont les aspirations des peuples rassasiés et effrayés des horreurs de la guerre, dont les blessures ne sont pas encore cicatrisées, sinon le maintien de la paix à tout prix?

Seul, le spectre d'une nouvelle guerre future, qui, après les prévisions des spécialistes, dépasserait de beaucoup en horreur la précédente; qui, n'importe où elle éclaterait, entraînerait de nouveau l'humanité tout entière dans le désastre, serait suffisant pour attirer l'attention de ceux qui, pour des motifs qui les regardent, encouragent des idées qui ne peuvent être en faveur de la paix.

Ces hommes, même de bonne foi, ont pris un faux che-

min, parce que induits en erreur par la propagande hongroise qui n'épargne rien, de la falsification des francs dans un but patriotique jusqu'à la contrebande d'armes de Saint-Gotthard, pour tenter l'impossible et pour nous présenter la Hongrie d'aujourd'hui comme la malheureuse victime innocente de la Grande Guerre. Sous la fausse affirmation qu'on a arraché à la Hongrie des provinces habitées en majorité par des Hongrois, ceux-ci prétendent à la rétrocession de ces territoires.

Or, nous avons démontré, en ce qui concerne la Transylvanie, avec des dates statistiques, irréfutables, la fausseté de ces affirmations. La majorité absolue des habitants de ces territoires est formée par des Roumains autochtones et non pas des colons magyars.

La rétrocession de ces territoires constituerait une injustice beaucoup plus grande en plaçant sous la domination hongroise deux fois plus de Roumains que de Hongrois.

S'il est certain qu'il n'y a rien d'absolu, il n'existe pas non plus de justice absolue et, alors, entre deux maux, il faut certainement choisir le moindre. C'est-à-dire qu'au lieu de placer sous la domination hongroise une population roumaine deux fois plus nombreuse, il est préférable et aussi équitable qu'une minorité de magyars, dont la plupart est composée de colons établis par les gouvernements hongrois, dans le but bien connu de dénationaliser les Roumains, reste dans l'Etat fixé par le Traité de Trianon et par la Commission interalliée après de longues et laborieuses études sur

le terrain; solution qui aurait été confirmée, même dans l'hypothèse d'un plébiscite.

Il ne faut pas oublier que le Traité de Trianon a institué le maximum de justice possible et toute atteinte de ce traité produirait fatalement des injustices beaucoup plus criantes.

Heureusement, le problème ne se pose pas et il ne se posera pas aussi longtemps que la Roumanie sera fermement décidée à ne rien céder des territoires recouverts en vertu du principe d'autodétermination et de ses sacrifices consentis pendant la guerre mondiale à côté des alliés.

D'autre part, il faut signaler et ne pas perdre de vue que la modification d'un seul traité — l'ébranlement d'un seul pilier de l'œuvre créée en 1919-1920 — entraînerait l'écroulement de l'édifice tout entier.

Pour parer à cette éventualité, il n'existe qu'un seul moyen, c'est l'union des alliés en vue de maintenir et de faire respecter la victoire et de veiller à l'application stricte des traités qui sanctionnent le maximum de justice possible.

Paris, le mois d'avril 1928.

Vu : le Doyen,
BERTHELEMY.

Vu : le Président de la thèse,

L. LE FUR.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

ANNEXES

I

Résolution de l'Assemblée Nationale d'Alba-Julia
18 novembre, 1^{er} décembre 1918

I. L'ASSEMBLÉE NATIONALE de tous les Roumains, de Transylvanie, du Banat et de Hongrie, réunis, par leurs représentants autorisés, à Alba-Julia, le 18 novembre-1^{er} décembre 1918, décrète l'UNION DE CES ROUMAINS ET DE TOUS LES TERRITOIRES QU'ILS HABITENT AVEC LA ROUMANIE. L'Assemblée nationale proclame en particulier le droit inaliénable de la nation roumaine sur le Banat tout entier, tel qu'il est compris entre les cours du Muresh, de la Tissa et du Danube.

II. L'Assemblée nationale réserve, pour les territoires indiqués ci-dessus, une autonomie provisoire jusqu'à la réunion de la Constituante, élue sur la base du suffrage universel.

III. En conséquence, comme principes fondamentaux pour la constitution du nouvel Etat roumain, l'Assemblée nationale proclame:

1° Liberté nationale complète pour tous les peuples coha-

bitant avec les Roumains. Chaque peuple sera instruit, administré et jugé, dans sa propre langue, par des personnes prises dans son sein, et chaque peuple recevra le droit de représentation dans les corps législatifs et dans le gouvernement du pays, proportionnellement au nombre des individus qui le composent;

2° Egalité de droits et complète liberté confessionnelle autonome pour toutes les confessions de l'Etat;

3° Institution définitive d'un régime purement démocratique sur tous les terrains de la vie publique. Suffrage universel, direct, égal, secret, par commune, et proportionnel, pour les deux sexes, à partir de vingt et un ans, pour la représentation dans les communes, les départements ou le Parlement;

4° Liberté absolue de presse, d'association et de réunion, liberté de propagande pour toutes les idées humaines;

5° Réforme agraire radicale. Il sera fait un recensement de toutes les propriétés, en particulier des grandes propriétés. D'après ce recensement, en annulant les fidéicommiss et sur la base du droit de diminuer suivant les besoins les grandes propriétés (latifundia), la possibilité sera donnée au paysan de se créer une propriété (propriété agricole, pâturages, forêts), au moins dans une telle mesure qu'il puisse la travailler, lui et sa famille. Le principe directeur de cette politique agraire est, d'une part, le progrès du nivellement social; d'autre part, l'accroissement de la production;

6° Les travailleurs industriels sont assurés des mêmes

droits et avantages qui leur sont donnés par la loi dans les Etats industriels les plus avancés de l'Occident.

IV. L'Assemblée nationale exprime le désir que le Congrès de la Paix crée la Société des Nations libres de telle manière que le droit et la liberté soient assurés pour toutes les nations, grandes et petites, également, et que, dans l'avenir, la guerre disparaisse comme moyen de régler les rapports internationaux.

V. Les Roumains, réunis dans cette Assemblée nationale, saluent leurs frères de Bukovine, échappés au joug de la monarchie austro-hongroise et unis à leur mère patrie la Roumanie.

VI. L'Assemblée nationale salue avec amour et enthousiasme la libération des nations placées jusqu'ici sous le joug de la monarchie austro-hongroise : nations tchécoslovaque, austro-allemande, yougo-slave, polonaise et ruthène et décide que son salut sera porté à la connaissance de toutes ces nations.

VII. L'Assemblée nationale s'incline respectueusement devant la mémoire des braves Roumains qui, dans cette guerre, ont versé leur sang pour la réalisation de notre idéal et sont morts pour la liberté et l'unité de la nation roumaine.

VIII. L'Assemblée nationale exprime sa satisfaction et son admiration à toutes les puissances alliées qui, par une lutte splendide menée opiniâtement contre un adversaire pré-

paré à la guerre depuis des dizaines d'années, ont arraché la civilisation aux griffes de la barbarie.

IX. Pour la direction ultérieure des affaires de la nation roumaine de Transylvanie, du Banat et de Hongrie, l'Assemblée nationale décide l'institution d'un Grand Conseil national roumain, qui aura toute autorité pour représenter la nation roumaine, en toutes circonstances et partout, devant toutes les nations du monde et pour prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires dans l'intérêt de la nation.

(s) Dr^r STEFAN C. POP,

Vice-Président de l'Assemblée nationale.

(s) Dr^r LAURENTSIU OANEA,

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

II

Proclamation du Conseil National Germano-Saxon pour la Transylvanie

Sibiu, le 9 janvier 1919.

Au très honoré Conseil national roumain, à Sibiu,

L'Assemblée nationale des Saxons de Transylvanie, réunie à Mediash, le 8 janvier 1919, a décidé, à l'unanimité, l'UNION DU PEUPLE SAXON AVEC LE ROYAUME DE ROUMANIE. Le Conseil national germano-saxon pour la Transylvanie a l'honneur de communiquer au très honoré Conseil central roumain le texte de la proclamation adressée à notre peuple.

A NOTRE PEUPLE,

Le Comité central saxon augmenté, uni au Conseil national germano-saxon pour la Transylvanie comme représentation autorisée du peuple saxon de Transylvanie, a pris, à Mediash, le 8 janvier 1919, à l'unanimité, la résolution suivante:

Les événements mondiaux ont créé, pour le territoire où le peuple saxon de Transylvanie a établi son foyer depuis près de huit cents ans, une situation nouvelle. Le roi Ferdinand de Roumanie, par son décret du 27 décembre 1918, a proclamé et établi la domination roumaine sur ce territoire. Le peuple le plus nombreux de Transylvanie et des parties limitrophes de la Hongrie a décrété, dans l'Assemblée nationale d'Alba-Julia, son union avec la Roumanie. Par l'union avec la Roumanie de la Transylvanie et des parties de la Hongrie habitées par des Roumains sera créée une unité territoriale commune, fondée sur des bases ethnographiques.

En présence de ces faits, et avec la conviction que c'est là un événement mondial, le peuple saxon de Transylvanie, se fondant sur le droit des peuples à disposer librement d'eux-mêmes, proclame son union avec le royaume de Roumanie et transmet au peuple roumain son salut fraternel et ses souhaits cordiaux pour la réalisation complète de son idéal national.

Par là, le peuple saxon de Transylvanie ne tient pas compte seulement de l'évolution historique, mais aussi des

droits essentiels du peuple roumain à s'unir et former un Etat unique, et déclare qu'il s'attend avec confiance à ce que le peuple roumain et l'Etat roumain, à la disposition desquels le peuple saxon met ses vertus héréditaires, soient animés à son égard des plus hauts sentiments d'équité. Le peuple saxon qui, pendant des siècles, a eu une administration constitutionnelle autonome dont il a été privé illégalement et en contradiction avec des assurances solennelles et légales, s'attend, en outre, à ce que jamais, à l'avenir, il ne soit empêché d'affirmer et de développer la conscience de son unité politique et nationale et que le nouvel Etat lui offre et lui accorde volontiers dans l'avenir tout ce qu'il considère comme indispensable pour son existence.

Il voit une garantie pour cela dans les décisions de l'Assemblée nationale roumaine d'Alba-Julia, où il est dit que chaque peuple sera dirigé, instruit, administré et jugé dans sa langue et par ses nationaux et sera représenté proportionnellement tant dans les Assemblées législatives que dans le Gouvernement, qu'on lui garantira l'autonomie ecclésiastique et scolaire et surtout le respect, juste et bienveillant, de tous les droits nationaux, politiques, économiques et culturels, de tous les peuples, et par conséquent aussi du peuple saxon.

Le peuple saxon approuve, en outre, la décision de l'Assemblée nationale d'Alba-Julia, d'après laquelle, au Congrès de la Paix, il faudra assurer le droit et la liberté également pour les petites nations comme pour les grandes, et il voit

dans cette décision une garantie durable pour la paix des peuples.

Il espère et il désire que les autres représentants du peuple allemand dans le nouvel Etat s'associent à son initiative, et il déclare qu'il s'attend à ce que les droits des autres Allemands aussi soient reconnus, ainsi que l'unité ethnique de tous les Allemands dans le nouvel Etat.

Pleinement conscient de l'importance de sa résolution, le peuple saxon se considère dorénavant comme une partie de l'Etat roumain; il considère ses fils et ses filles comme des citoyens de cet Etat.

Il prie Dieu de mener à bien et de bénir l'initiative pleine de responsabilités qu'il s'est senti obligée de prendre.

A Mediash, le 9 janvier 1919.

(s) L'Assemblée nationale saxonne,
Le Conseil national germano-saxon
pour la Transylvanie:

D^r SCHULLERUS, m. p., *Président.*
D^r HANS OTTO ROTH, m. p., *Secrétaire.*

III

Notification à la Hongrie de l'Indépendance
de la Nation Roumaine

*Dernier discours (1) prononcé au Parlement de Budapest le
18 octobre 1918 par le Député Roumain D^r Alexandre Văida-
Voievode.*

M. VĂIDA-VOEVODE. — Il serait trop tôt, en ce moment, pour établir déjà le bilan de la guerre mondiale. Avec nos faibles forces humaines, nous ne sommes pas en état de prévoir, même par un pur effort de notre fantaisie, combien grandes pourraient être les conséquences bonnes et mauvaises de la guerre pour l'humanité.

Et, cependant, il est possible de constater, dès aujourd'hui, que la guerre mondiale a déjà eu un grand résultat, notamment l'acceptation par toutes les nations du principe qu'à l'avenir, il n'y aura plus de différence entre les nations et que les grandes et les petites nations seront, dorénavant, égales devant le droit.

Combien douloureux a été pour nous le fait qu'alors que nous nous considérions nous-mêmes comme des nations, les Pouvoirs publics ne nous traitaient que comme des sujets subalternes en nous qualifiant de nationalités !

(1) A l'époque de ce discours (18 oct. 1918) la Transylvanie faisait encore partie de la Hongrie. Son indépendance n'a été proclamée que le 18 nov.-1^{er} déc. 1918 avec l'acte d'Alba-Julia. M. Vaida-Voevod plus tard chef du gouvernement de la Grande Roumanie, parlait en sa qualité de représentant du peuple roumain au sein de l'Assemblée de Budapest.

Depuis l'avènement du christianisme, un grand nombre d'esprits éclairés ont combattu pour le progrès de l'humanité. Beaucoup ont essayé de donner une définition de la manière dont on devait établir ce progrès par la collaboration heureuse des hommes pour le bien de la totalité de l'humanité. Et, quoiqu'il y ait eu, dès l'antiquité et aussi depuis le christianisme, de ces esprits qui ont su trouver la voie en donnant à cette idée une expression parfaite, il leur a manqué la puissance nécessaire pour la transporter dans la vie réelle.

C'est à Wilson qu'appartient le grand mérite d'avoir, dans ses quatorze points, donné à cette idée une expression assez claire pour être comprise par tout le monde et de l'avoir mise ainsi dans une lumière qui, dorénavant, ne pourra plus s'éteindre.

Si les hommes réussissent aujourd'hui à la réaliser, en lui donnant une forme pratique, alors, on pourra dire que, depuis l'avènement du christianisme, aucune idée plus grande n'a été réalisée pour le bien de l'humanité.

M. HOCK JANOS. — Il a raison !

M. VAÏDA-VOËVODE. — Nous, représentant des petites nations, avons attendu avec impatience pour voir la position que prendraient les représentants officiels de la Monarchie par rapport aux quatorze points. Au sein de toutes les nations non magyares un cri de triomphe se fit entendre quand la proposition de paix du ministère des Affaires étrangères, envoyée à Washington, a été publiée, car, par cette

proposition, il était reconnu, tant par le ministère des Affaires étrangères que par le gouvernement hongrois et les partis magyars, que, dorénavant, nous ne sommes plus des nationalités, mais des nations ! (*Mouvement dans l'assemblée.*)

Nous avons conscience de la grandeur des temps, nous avons conscience qu'il n'est pas permis de toucher à de semblables grands problèmes quand on est guidé par un égoïsme mesquin. Nous avons conscience de la vérité que Wilson exprime : qu'il n'est pas permis à l'homme de se laisser influencer par une considération de haine égoïste quand on discute ces questions. Et nous avons conscience encore que ces problèmes ne peuvent être résolus d'une façon sérieuse et réelle que grâce à une sincérité absolue.

Les chefs de la nation roumaine ont décidé, en conséquence, de préciser leur attitude par rapport à ces points et je viens, en leur nom, porter ce qui suit à la connaissance de l'Assemblée. (*Cris, rumeur : Voyons çà !*)

L'orateur lit :

« Le Comité exécutif du parti national roumain de Hongrie et de Transylvanie a tenu séance le 12 octobre dernier, à Oradea-Mare, sous la présidence du député Docteur Théodore Mihali, et, après une discussion et un examen approfondi de la situation politique intérieure et extérieure, ce Comité a décidé, à l'unanimité, de faire la déclaration suivante. (*Cris : Voyons cela ! Ecoutez !*)

« Le Comité exécutif du parti national roumain de Hon-

grie et de Transylvanie, en sa qualité de représentant autorisé de l'organisation politique de la nation roumaine, constate, étant donné la situation créée par la guerre mondiale, que les résultats de cette guerre justifient l'aspiration séculaire de la nation roumaine vers sa liberté nationale complète. En vertu du droit naturel de chaque nation de décider de son propre sort, droit reconnu en ce moment par le Gouvernement hongrois lui-même par suite de l'offre d'armistice, la nation roumaine de Hongrie et de Transylvanie prétend déterminer elle-même, en pleine liberté, exempte de toute influence étrangère, ses propres institutions d'Etat et ses rapports avec les autres nations libres, d'égale à égale. (*Mouvements et bruits sur tous les bancs, à droite et à gauche.*)

« L'organe de la nation roumaine de Hongrie et de Transylvanie ne reconnaît pas à ce parlement et à ce gouvernement le droit de représenter la nation roumaine et ne reconnaît à aucun autre facteur, en dehors d'elle, le droit de représenter à la Conférence de la Paix les intérêts de la nation roumaine de Hongrie et de Transylvanie. (*Mouvements sur tous les bancs.*)

« Cette nation ne peut pas confier la défense de ses intérêts à d'autres facteurs que ceux qui seront nommés par sa propre Assemblée nationale. (*Grand bruit et protestations dans toute la Chambre.*)

LE PRÉSIDENT. — Je ne désire pas, de ce siège, commencer une discussion avec M. le Député, mais je ne peux pas

lui laisser faire, en qualité de député hongrois, des déclarations par lesquelles il attaque la Constitution existante. (*Approbations à droite et à gauche.*)

M. VAÏDA-VOËVODE. — En dehors de l'Assemblée nationale roumaine ou des personnes déléguées par cette Assemblée — en ce moment, notamment, en dehors du Comité exécutif du parti national roumain — personne n'est autorisé à négocier et à décider dans les questions se référant à la situation politique de cette nation; toutes décisions et tous accords qui se feraient sans l'approbation de ces facteurs, nous les déclarons nulles, non avenues et non obligatoires pour la nation roumaine. (*Grand bruit. Exclamations : Inouï.*)

LE PRÉSIDENT. — Du calme, Messieurs les Députés. J'attire encore une fois l'attention de l'orateur sur ce qu'il veuille bien tenir compte de la constitution existante.

M. VAÏDA-VOËVODE. — Après des souffrances et des luttes de plusieurs siècles... (*Bruits et cris : Plus haut !*) ...la nation roumaine de la monarchie austro-hongroise prétend la reconnaissance complète de ses droits inaliénables et imprescriptibles à une vie nationale entière.

Messieurs les Députés, je ne désire nullement commencer une discussion plus longue avec M. le Président du Conseil et avec les orateurs qui ont parlé avant moi; néanmoins, il me sera permis, j'espère, de faire quelques réflexions sur certaines des idées émises ici. (*Cris : Voyons-les !*)

L'honorable Président du Conseil, dans son discours d'hier, a dit entre autres choses, ce qui suit :

« On sait que le Gouvernement a voulu préparer au cours des vacances des Chambres des projets de loi sociale et de salut public nécessaires à l'intérêt du pays; nous allions préparer la réforme administrative de façon à essayer de contenter le plus possible les sentiments populaires. »

Le président a continué ainsi: « Et, cependant, je me trouve dans la situation de ne pouvoir mettre en discussion ces projets à cause du fait qu'entre temps la situation politique a changé et qu'il faut maintenant ajourner toute question qui pourrait provoquer des dissentiments entre les membres de cette Chambre. »

Selon les propres expressions de M. le Président du Conseil, ces projets de loi devraient donc être tels qu'ils auraient dû contenter le sentiment populaire. D'un autre côté, cependant, ils étaient tels que le Gouvernement n'a pas osé les déposer sur le bureau de la Chambre. (*Grands mouvements à droite et à gauche.*)

L'honorable Président du Conseil a donné ensuite les explications suivantes: « Par l'acceptation des thèses wilsonniennes, je crois que nous n'arrivons pas à contredire notre point de vue traditionnel. En tant que l'égalité individuelle et l'unité indissoluble de l'Etat vont le permettre... (*Cris : C'est cela!! C'est cela !*) ...nous allons satisfaire avec plaisir les désirs de nos nationalités et nous commencerons à négocier avec elles, ou, pour parler plus correctement, nous

ne négocierons pas avec elles, mais nous allons soumettre certaines propositions au Corps législatif. (*Approbations.*)

Le comte Etienne Tisza, de son côté, a exprimé cette même idée de la façon suivante:

« Je crois que nous devons arriver à convaincre l'opinion publique que la situation en Hongrie s'approche beaucoup plus des principes exprimés par les points de M. Wilson et que la réalisation de ces points suppose une modification beaucoup moins radicale de notre organisation antérieure qu'on ne le croit d'habitude. »

Je vous prie de considérer spécialement, pour les comparer à cette affirmation, deux des points de Wilson.

Le dixième point, notamment, est le suivant: « Aux peuples d'Autriche-Hongrie, auxquels nous désirons assurer une place entre les nations, on doit rendre possible, à la première occasion, un développement autonome. » (*Mouvements.*) Je crois, par conséquent, que l'honorable Président du Conseil a accepté ce point de vue quand il a consenti, de même que le ministre des Affaires étrangères, au nom de la Monarchie, à faire la dernière offre de paix.

Le quatrième point de Wilson décide que: « Tout postulat national, clairement précisé, doit être satisfait de façon aussi large que possible, sans perpétuer les anciens éléments de discorde qui pourraient de nouveau troubler la paix de l'Europe et du monde entier et sans en créer de nouveaux. »

M. STEFAN C. POP. — La suprématie et l'hégémonie, voilà les causes de la discorde. (*Bruits.*)

M. VAÏDA-VOËVODE. — Je crois qu'il n'est pas nécessaire d'exposer largement le profond abîme qui sépare le point de vue de M. le Président du Conseil et de M. le Député comte Tisza, d'une part, et celui du président Wilson, d'autre part.

Il est impossible de jeter un pont sur cet abîme et encore moins pourra-t-on le faire en employant des fictions, en usant de jongleries et d'adresses oratoires.

M. le député comte Etienne Tisza a parlé de la démocratie; notre question aussi tient à la démocratie, car, partout au monde, il est impossible de canaliser la vraie démocratie et de lui donner une impulsion normale d'évolution sans résoudre préalablement la question nationale.

Ce procès social ne peut se développer dans sa direction normale que sur une base nationale seulement et uniquement dans les cadres d'une nation. Le comte Etienne Tisza, au moment où il discutait la question nationale, ou plutôt la question des nationalités, puisque c'est ainsi qu'il veut l'appeler, et la question de la démocratie, a déclaré, en résumant toute sa conception politique sur l'interruption faite par le député Hock qui soutenait que, sans loi électorale, il ne peut pas y avoir de paix, que « nous ne devons la faire, cette loi, qu'au moment seulement où nous allons y être forcés »,

M. I. NAGY SANDOR. — C'est une politique assassine !
(Bruits à gauche.)

M. KUN BELA. — C'est un discours antinational !

M. FENYES LASZLO. — On enterre la nation !

M. I. NAGY SANDOR. — L'homme d'Etat providentiel !

LE PRÉSIDENT. — Du calme, s'il vous plaît !

M. VAÏDA-VOËVODE. — J'ai eu la chance, depuis que le comte Tisza a repris son activité politique suspendue jusqu'en 1910, de voir, toutes les fois que j'ai pris la parole à la Chambre, qu'il ne se passait pas quarante-huit heures sans que le comte Tisza m'écrasât, m'anéantît. (*Mouvements.*) J'ai encore été assez heureux pour que M. le Président du Conseil veuille bien répondre aux observations que je me suis permis de faire. Des faits montrent qu'entre nous il n'y a jamais eu de relations intimes d'amitié. Personnellement, bien entendu, je considère M. le Président du Conseil comme un homme très aimable (*Mouvements*), mais, comme homme politique, comme adversaire, je le considère comme très dangereux, car l'homme est d'autant plus dangereux qu'il sait mieux vous glisser entre les doigts. (*Grands mouvements.*)

M. FENYES LASZLO. — Ils ont fait le même mal au peuple magyar qu'au peuple roumain.

M. KUN BELA. — Wekerle est dangereux pour le peuple magyar.

M. FENYES LASZLO. — Ce n'est pas le gouvernement du peuple magyar.

LE PRÉSIDENT. — Du calme, s'il vous plaît ! Je prie M. le

député Fenyés Laszlo de vouloir bien se calmer. (*Exclamations à droite* : Ce sont des provocations.)

M. VAÏDA-VOËVODE. — C'est ainsi que l'honorable Président du Conseil a été pour moi un adversaire politique agréable. Mais je préfère comme adversaire politique le comte Tisza. Avec ce dernier, on peut y aller carrément. Il a affirmé hier que nous avons travaillé à l'étranger avec un grand appareil et que nous avons réussi ainsi à gagner à notre cause la sympathie de l'opinion publique mondiale; je préfère encore le comte Tisza pour le fait que — et là, il n'y a pas de différence de vue entre les autres membres de l'Assemblée et nous — pour arriver à ce but, le plus grand service nous a été rendu par le comte Tisza lui-même ! (*Exclamations de l'extrême gauche* : C'est ainsi ! *Mouvements.*)

Il n'a voulu offrir aucune occasion d'entente (*Mouvements*); il a continué l'oppression nationale sur les mêmes bases que le comte Apponyi et que le baron Banffy, au service de la tradition politique inaugurée en Hongrie par Coloman Tisza.

Les partis magyars ne pourraient pas rendre à notre cause un plus grand service que celui d'élire comme ministre des Affaires étrangères, après la proclamation de l'indépendance de la Hongrie, le comte Etienne Tisza lui-même et de le déléguer pour représenter la Hongrie au Congrès mondial de la Paix. (*Mouvements.*) Voilà pourquoi le discours d'hier du comte Tisza a fait progresser notre cause plus que tout

ce que nous aurions pu faire pendant des dizaines d'années de lutttes !

M. FENYES LASLO. — Vous entendez ? (*Grand bruit, le président agile sa sonnette.*)

M. RICHTER JANOS. — Vains mots !

M. NAGY SANDOR. — Il a complètement raison. C'est Tisza qui est coupable.

LE PRÉSIDENT. — Du calme, s'il vous plaît !

M. SZILAGYI LAJOS. — Pas de provocations !

LE PRÉSIDENT. — Du calme, s'il vous plaît !
(*Autres interruptions.*)

M. VAÏDA-VOËVODE, *reprenant*. — M. le Président du Conseil a déclaré que, dans ce pays, les nations non magyares ont eu, même jusqu'à présent, une vie heureuse et qu'entre les principes wilsoniens et la situation en Hongrie, il n'y aurait pas un grand écart. Elle est vraiment digne d'admiration, l'audace de M. le Président du Conseil, qui s'est permis de faire une telle affirmation, ici, au Parlement, par devant le pays et par devant le monde entier !

M. STEFAN C. ROP. — C'est un cynique !

M. VAÏDA-VOËVODE. — Il est, pour la troisième ou quatrième fois, Président du Conseil des ministres de la Hongrie. (*Interruptions à l'extrême gauche : C'est la cinquième fois, et il serait temps que ce fut la dernière.*) On pourrait s'attendre à ce qu'il connût la question des nationalités et

qu'il sut qu'alors que, sur tous les champs de bataille, on sacrifiait les enfants des nations non magyares, alors que les pères et les fils mouraient côte à côte dans les combats, toutes les prisons regorgeaient de prisonniers; maintenant encore, elles sont remplies des parents et des mères des combattants et même des enfants de quatorze et de seize ans ont été jetés en prison! (*Vives protestations et grand bruit sur les bancs du centre.*)

Le baron SZTERENYI (Joseph), *ministre du Commerce*. — Calomnie! Mensonge! (*Grand bruit.*)

LE PRÉSIDENT. — Silence, s'il vous plaît!

M. FENYES LASZLO. — Ce n'est que maintenant qu'on les a remis en liberté. Voilà la vérité! (*Bruit à droite.*)

LE PRÉSIDENT (agitant sa sonnette). — Je prie MM. les Députés de vouloir bien être calmes et d'attendre. L'orateur recevra certainement une réponse de qui de droit pour ses expressions déplacées. (*Bruit : Il faut entendre ! Écoutons !*)

M. VAÏDA-VOËVODE. — M. le Ministre du Commerce prétend que je mens.

LE BARON SZTERENYI (Joseph), *ministre du Commerce*. — Oui! (*Sur les bancs du centre : Oui ! Oui !*)

M. VAÏDA-VOËVODE. — C'est bien, je vais donc vous servir de suite des noms propres. Le Docteur Valère Braniste... (*Interruptions, bruits et cris à gauche : A-t-il seize ans celui-là ?*)

M. STEFAN C. POP. — On a condamné aussi des personnes de seize ans.

M. Théodore MIHALI. — Attendez. On ne saurait exposer tous les cas d'un seul trait. (*Grand tapage.*)

M. VAÏDA-VOËVODE. — M. Braniste a été détenu pendant huit mois, quoiqu'il ait été tout à fait innocent et il n'a été remis en liberté qu'au moment où le ministre des Affaires étrangères a accepté, au nom de la Monarchie et de la Hongrie, les quatorze points de Wilson. (*Grand bruit et interruptions sur les bancs du centre : Beaucoup plus tôt.*) En dehors de lui, quatre messieurs... (*Interruptions : Qui est-ce? nous voulons des noms!*)

Allez demander, je vous prie, des informations téléphoniques à Cluj (Kolosvar). Et osez ensuite me démentir. (*Cris à droite : Ils sont très certainement détenus pour d'autres faits criminels!*)

LE PRÉSIDENT. — Silence, silence, s'il vous plaît, Messieurs les Députés!

M. STÉFAN C. POP. — Ordonnez une enquête. Huit tribunaux militaires sont en fonction depuis deux ans.

LE PRÉSIDENT. — Je prie M. Stéfan C. Pop. de vouloir bien se taire!

M. Ferdinand JURIGA, Slovaque. — Et ils sont morts dans les prisons de faim ou atteints de typhus. (*Grand bruit.*)

M. VAÏDA-VOËVODE. — Est-ce que cet état de choses ressemble beaucoup aux postulats wilsoniens?

Peut-être daignerez-vous aussi apprendre que l'on ferme nos écoles par centaines. Veuillez aussi savoir que nos gymnases vont être magyarisés; on nous a imposé des conditions impossibles à remplir dans le seul but de créer un prétexte pour magyariser nos gymnases, ceux qui nous sont encore restés de l'époque de l'absolutisme.

M. FERDINAND JURIGA, Slovaque. — A nous, ils ont confisqué des fonds nationaux.

M. VAÏDA-VOËVODE. — Si vous vous étiez intéressé à ces questions, comme vous en aviez le devoir, vous auriez pu prendre connaissance, au moins dans les journaux, du fait qu'à Sibiu le commissaire du Gouvernement ne s'est même pas laissé arrêter par les saints autels et a envoyé des gendarmes dans nos églises elles-mêmes!

J'espère que vous reconnaîtrez que ce n'est pas là le point de vue que Wilson a affirmé?

Je ne veux pas faire un réquisitoire, les temps ne sont plus aux récriminations: cette question doit être résolue par voie d'entente à l'amiable... (*Interruptions*) entre les grandes et les petites nations. Mais, devant les affirmations faites hier par M. le Président du Conseil, il est impossible de ne pas dévoiler l'état de fait de la situation.

Voilà, par exemple, la politique au sujet de la propriété rurale. A l'invalidé de guerre, il n'est pas permis...

M. STÉFAN C. POP. — Parce que les magnats peuvent commettre n'importe quelles atteintes aux droits en Transylvanie! (*Très grand bruit à droite.*)

M. VAÏDA-VOËVODE. — ...d'acheter un hectare de terre pour bâtir une maison après avoir risqué sa vie et sacrifié sa santé. Cela ne correspond pas aux principes wilsoniens. Et cependant il s'est trouvé un président du Conseil qui a eu l'audace d'affirmer ici que, dans ce pays, le sort des non-magyars serait tellement heureux qu'il correspondait entièrement aux postulats wilsoniens!

Quelqu'un a fait l'observation que M. Wilson ne pense pas seulement aux nations non magyares, mais aussi à la nation magyare et à ses enfants opprimés. Regardez, je vous en prie, dans cette Chambre où il n'y a que quatre députés nationalistes roumains et deux slovaques. (*Hilarité.*)

M. FENYES LASZLO. — La « Social Démocratie » n'en a aucun!

M. VAÏDA-VOËVODE. — Et il n'y a pas même un seul député « social-démocrate » magyar!

M. FENYES LASZLO. — C'est un parlement de classes!

M. VAÏDA-VOËVODE. — A l'affirmation faite, alors que dans cet heureux pays subsiste cette situation, qu'entre les principes wilsoniens et cette situation il n'y a qu'une petite différence provenant d'un simple malentendu, permettez-moi de ne pas appliquer l'épithète véritable qu'elle mérite, car je serai forcé d'employer une expression très peu parlementaire!

A remarquer certains symptômes, on peut croire qu'une nouvelle pression va commencer dans le genre de celle qui

a déjà été exercée par le comte Tisza (2), afin d'arracher quelques déclarations et de faire croire que d'autres personnes et non pas nous seraient les vrais représentants de la nation roumaine. Par des pressions exercées au moyen de vos administrations et par les procédés des préfets, vous arriverez peut-être à trouver par-ci par-là quelques non-magyars qui vont vous faire des déclarations patriotiques. Mais que peut signifier une déclaration patriotique de ce genre-là ? Ce n'est pas un acte de patriotisme, c'est un expédient que le Gouvernement emploie pour échapper à une situation momentanée désagréable. Essayer de se croire heureux dans des temps pareils et avec de pareils moyens, c'est vraiment une tendance digne d'inspirer la commisération !

LE BARON SZTERENYI (Joseph), *ministre du Commerce*. — Mais pas contre des traîtres à la patrie ! (*Interruptions* : C'est vrai ! c'est comme cela !)

M. VAÏDA-VOËVODE. — Il ne vous restera pas une autre manière de procéder que de prendre pour base une sincérité absolue, un complet repentir et de poser des fondements de la vraie démocratie, du vrai christianisme et de la réalisation non falsifiée des principes wilsoniens. Et quand, ensuite, nous nous rencontrerons comme nations libres et égales, nous pourrons vous tendre la main dans l'avenir ; mais, entre oppresseurs et opprimés, depuis que le monde existe, il n'a

(2) Déclaration de fidélité à l'Etat magyar, arraché par le comte Tisza à quelques intellectuels roumains pendant l'état de siège en 1916 à 1917 par des menaces sans aucun scrupule.

jamais pu exister de relations sincères. Nous devons donc établir l'égalité en droit de tous et la liberté de tous. Ce but ne peut pas être atteint par de longs débats; on doit lui offrir en fait la possibilité pour toutes les nations non magyares de parfaire leur organisation nationale. C'est ainsi que la discussion pourra continuer. Mais elle ne se limitera pas aux frontières étroites de ce pays, car cette question ne va pas être tranchée par les politiciens myopes qui se laissent appeler ici avec tant de plaisir hommes d'Etat. Ce problème est déjà devenu, en effet, une affaire internationale et c'est maintenant une question d'honneur pour l'humanité entière que de le résoudre honnêtement.

Soyez certains que, par ma voix, ne vous parle pas mon individualité physique, faible et passagère, mais toute la nation roumaine; en ces moments historiques, tous les Roumains s'unissent dans les mêmes sentiments et leurs cœurs sont animés des espoirs et des aspirations que j'exprime!

M. Ferdinand JURIGA, Slovaque, *crie en roumain*. —
Vive la nation roumaine!

BIBLIOGRAPHIE

- AUDIBERT Pierre. — Le Traité de Trianon et la Solidarité européenne. (*La Roumanie Nouvelle*). N° 34, janv. 1928).
- AULNEAU. — Histoire de l'Europe centrale. Payot 1927.
- BAKER S. — Woodrow Wilson ans settlemend of the world peace.
- BARDOUX Jacques. — Imprudences britanniques. (*Le Temps*, 2 déc. 1927).
- BELLET Daniel. — Mentalité Teuton. (Sirey, Paris 1916).
- BERTHELEMY H. — Consultations pour l'Etat Roumain dans l'affaire des optants Hongrois en Transylvanie. 1927.
- BETHLEM Etienne, C^{te}. — Discours tenu à Debreczen le 4 mars 1928.
- CAMBON Jules. — Vie ou mort de la S.D.N. *La Revue des Vivants*, avril 1928.
- CHEVALLIER Jean-Jacques (Professeur à l'Université de Grenoble). — Sainte Alliance et Société des Nations. *Revue de Droit international*, N° 1, 1927, p. 35.
- CONFÉRENCE DE VENISE. — Recueil des traités S.D.N. Tom IX, N° 254.
- COSMA Aurel Jun. — La Petite Entente. Paris 1926.
- DJUVARA Mircea. — La guerre roumaine. (Berger-Levrault, Paris 1919).
- DRAGOMIR S. — The Ethnical Minorities in Transylvania Sonor Co Genève 1927.
- FAUCHILLE. — Traité de droit international public.
- FISHER Williams. — American Journal of International Law, juillet 1925.
- FLEISCHER Arnold Arthur. — Les Pactes de la S.D.N. Paris 1922.
- GUILLEMONT. — L'unité roumaine. Paris 1919.
- GAUVIN Auguste. — Charles IV en Hongrie *Journal des Débats*, 31 mars 1921.

- L'affaire hongroise et l'Italie. *Journal des Débats*, 1^{er} octobre 1921.
- HEATCOTE Dudley. — Hungary and the Peace treaties Fortnightly Review aug. 1927.
- JOHANNET René. — Le principe des Nationalités. Nouvelle Librairie Nationale. Paris 1923.
- ISTRATI N. — Indicatorul comunelor din Ardeal si Banat Cluj 1925.
- KULSZKY Ladislav. — Le problème de la sécurité depuis le Pacte de la S.D.N. 1918-1926. Pédone, Paris 1927.
- KRUPP Karl. — Eléments du Droit International Public, etc... Rousseau, Paris 1927.
- LABAT Jean (de l'Université de Georgetown, U.S.A.). — L'activité du L. Rothermere, *Universul*, 6 janv. 1928.
- LOUIS LE FUR. — La Réforme agraire en Roumanie et le conflit avec la Hongrie (*Bulletin mensuel de la S. de Législ. Comp.*). N° 10 à 12, oct.-déc. 1927.
- Affaire des optants hongrois en Transylvanie. *Revue de droit intern. etc...* Genève 1927.
- Races, Nationalités, Etats. Félix Alcan, Paris 1922.
- LIMBURG. — Avis consultatif concernant la position d'un optant hongrois en Transylvanie en rapport avec la réforme agraire en Roumanie (Consul. au Gouv. Roumain). La Haye, 15 oct. 1926.
- LIVRE BLANC — Documents diplomatiques n°s 1, 2, 28, 42, 43, 71, concernant la tentative de retour des Habsbourg sur le trône de la Hongrie. *L'Europe Nouvelle*, 23 septembre 1922.
- LIVRE ROUGE. — De la délégation du Chili à la 1^{re} Assemblée de la S.D.N. Genève.
- LOI AGRAIRE POUR LA TRANSYLVANIE du 30 juillet 1921 mod. par la loi de 1923.
- MARTINOVICI SI ISTRATI. — Dictionarul Statistic al Transylvaniei et Cluj 1922.
- MAGYAR. STATISZTIKAI KOZLEMENYEK. Budapest, 1910.
- MONITUROL OFICIAL N° 214. — 15 déc. 1918 Legea agrara Decret N° 3681.
- N° 93, 20 juil. 1917, modif. art. 19 du Constitution Roumain du 1^{er} juil. 1866. Décret n° 721 du 19 juil. 1917.

- MAGYARORSZAG A ROTHERMERE HATAROK KÖZÖTT, « Ujság » 24 juillet 1927.
- MURET Maurice. — L'état d'esprit magyar. *Journal des Débats*, 1^{er} juillet 1921.
- MUSSOLINI Benitto. — Discours à la Chambre italienne tenu le 4 mars 1928. *Le Temps*, 5 mars 1928.
- NINTCHICH, ancien ministre d'externe de la Yougo-Slavie. — Déclaration faite à Bucarest. *Dimineatea*, 13 mai 1925.
- NAGY Emil, ancien ministre de Justice de Hongrie. — Déclaration relative à la propagande hongroise pour la révision du traité de Trianon. *Pesti Naplo*, déc. 1927.
- POPOVICI C. Aurel. — La question roumaine en Transylvanie et en Hongrie. — Payot, Paris 1918.
- POINCARÉ Raymond. — Messages et discours. Blond et Gay, Paris 1920.
- RENARD Georges. — Le Droit, la Logique et le Bon Sens.
- ROMMENHOELLER C.G. — La Grande Roumanie, sa struture économique, sociale, financière, politique et particulièrement ses richesses. Martinus Nyhoff, La Haye 1926.
- ROTHERMERE Lord. — Europe's Powder-magazine. Gross in justices Making for war. *Daily Mail*, 30 août 1927.
- Déclaration du 3 février 1928. *Pesti Naplo*, 4 février 1928.
- SCHMIDT Tibolt, Dr. — Az oláhság földrajzi elterjedése. Budapest, 1917.
- SCELLE Georges. — Le Pacte des Nations.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7-10
CHAPITRE PREMIER	11-21
SECTION I. — Tentative de l'ex-roi Charles IV pour remonter sur le trône de la Hongrie	11-14
SECTION II. — L'affaire de Burgenland	14-16
SECTION III. — Deuxième tentative de Charles IV pour remonter sur le trône de Hongrie.....	16-22
CHAPITRE II	22-93
SECTION I. — L'action Rothermeriste.....	22-44
SECTION II. — La révision des Traités sous le régime de la S.D.N.	44-53
SECTION III. — Le différend Chilo-Bolivien	53-55
Opinion de M. Charles Dupuis	55-56
Opinion de Sir William Finlay	56-57
Opinion de M. André Weiss	57
Opinion de M. Paul Fanchille	58-59
Opinion de John W. Davis	57-58
Opinion de M. J.-J. Chevallier	61-65
SECTION IV. — La thèse du plébiscite	65-80
SECTION V. — La situation démographique de la Transylvanie	80-93
CHAPITRE III	93-122
La réforme agraire en Roumanie et les optants hon- grois de Transylvanie devant la S.D.N.	93-100
1 ^{re} phase : Première instance devant le Conseil ter- minée par l'accord de Bruxelles	100-103
Les pourparlers de Bruxelles	103-105

2 ^e phase : La procédure devant le T.A.M. roumano-hongrois	105-107
3 ^e phase : Deuxième instance devant le Conseil de la S.D.N.	107-109
Le rapport de Sir Austen Chamberlain.....	109-111
Attitude de la Roumanie	111-112
Attitude de la Hongrie	112-114
4 ^e phase : Troisième instance devant le Conseil de la S.D.N., mars 1928	114-115
Attitude du Gouvernement hongrois	115
Attitude du Gouvernement roumain	115-118
Opinion de M. H. Berthélemy	118-119
Opinion de M. Louis Le Fur	119-120
Opinion de M. Limburg	120-121
CHAPITRE IV	122-149
L'affaire des mitrailleuses de Saint-Gotthard	122-131
La vente des mitrailleuses à Saint-Gotthard	131-134
Démarche de la Petite Entente auprès de la S.D.N.	134-135
Pouvoir des Commissions d'investigation	135-137
Précisions relatives aux règles du droit d'investigation adopté d'après le rapport de M. Benès par le Conseil le 11 décembre 1926	137-139
L'affaire devant le Conseil de la S.D.N.	140-141
L'examen du dossier par le Comité des trois et sa solution momentanée	141-149
CONCLUSIONS	149-152
ANNEXES :	
Résolution de l'Assemblée Nationale d'Alba-Julia, 18 nov.-1 ^{er} déc. 1918	153-156
Proclamation du Conseil National germano-saxon pour la Transylvanie. — Sibiu, le 9 janv. 1919....	156-159
Notification à la Hongrie de l'indépendance de la Nation roumaine	160-177
BIBLIOGRAPHIE	177-180
TABLE DES MATIÈRES	181-182

